

Département de la Mayenne

VILLE DE LAVAL

CONSEIL MUNICIPAL



PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 2019

N° 495



SÉANCE ORDINAIRE

SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 2019

Présidence de M. François ZOCCHETTO, maire

Le lundi neuf décembre deux mille dix-neuf, à dix-neuf heures, le conseil municipal, dûment convoqué le deux décembre deux mille dix-neuf, comme le prévoient les articles L2121-10 et L2121-12 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni à l'Hôtel de Ville en séance publique, sous la présidence de M. François Zocchetto, maire.

Étaient présents

François Zocchetto, maire, Xavier Dubourg, Marie-Cécile Clavreul, Alexandre Lanoë, Chantal Grandière, Danielle Jacoviac, Didier Pillon, Béatrice Mottier, Philippe Habault, Gwendoline Galou (à partir de 19 h 37), Jean-Paul Goussin, Sophie Lefort (à partir de 19 h 08), Jacques Phelippot, adjoints, Jean-Pierre Fouquet, Damiano Macaluso, Bruno de Lavenère-Lussan, Anita Robineau, Bruno Maurin, Marie-Hélène Paty (à partir de 19 h 07), Alain Guinoiseau (à partir de 19 h 20), Josiane Derouet, Jamal Hasnaoui, Pascal Huon, Martine Chalot, Philippe Vallin (à partir de 19 h 24), Stéphanie Hibon-Arthuis, Florence Quentin (à partir de 19 h 07), Patrice Aubry, Hanan Boubarka, Sophie Dirson (à partir de 19 h 05), Claude Gourvil, Isabelle Beaudouin, Aurélien Guillot, Catherine Romagné, Georges Poirier, Nadia Caumont (jusqu'à 21 h 52), Pascale Cupif, Isabelle Eymon et Raymond Mauny, conseillers municipaux.

Était absent ou excusé

Jean-Christophe Gruau, conseiller municipal.

Étaient représentés

Jean-Jacques Perrin a donné pouvoir à Xavier Dubourg, Gwendoline Galou a donné pouvoir à Sophie Dirson (jusqu'à 19 h 37), Philippe Vallin a donné pouvoir à Didier Pillon (jusqu'à 19 h 24), Dorothée Martin a donné pouvoir à Marie-Cécile Clavreul, Florian Marteau a donné pouvoir à Alexandre Lanoë, Claudette Lefebvre a donné pouvoir à Aurélien Guillot, Jean-François Germerie a donné pouvoir à Georges Poirier.

Stéphanie Hibon-Arthuis et Aurélien Guillot sont désignés secrétaires.

La séance est ouverte à 19 h 03.

M. le Maire : *Aux termes des dispositions de l'article L270 du code électoral, le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit.*

Madame Claudie Peneau, candidate de la liste "Ensemble, réveillons Laval !", saisie afin de remplacer Monsieur Mickaël Buzaré, a refusé la fonction de conseillère municipale.

Monsieur Raymond Mauny, candidat venant immédiatement après Madame Claudie Peneau, est membre à part entière du conseil municipal.

Je déclare Monsieur Raymond Mauny, installé et lui souhaite, en notre nom à tous, la bienvenue.

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DES DISPOSITIONS DES ARTICLES L2122-22 ET L2122-23 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE)

M. le Maire : *Vous avez reçu le compte-rendu des décisions municipales depuis le dernier conseil. Y a-t-il des observations ? Non.*

COMPTE-RENDU DES MARCHÉS CONCLUS DEPUIS LE 14 NOVEMBRE 2019

M. le Maire : *Vous avez également reçu le compte-rendu des marchés et des accords-cadres. Pas d'observations ?*

| |
|---------------------------|
| QUESTIONS DU MAIRE |
|---------------------------|

DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA PROGRAMMATION DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2019 POUR LA RÉALISATION DE L'AVANT-PROJET "AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU CŒUR DE VILLE" ET EXPLORATION DES POSSIBILITÉS DE PHASAGE DES CHANTIERS

Rapporteur : le maire

I - Présentation de la décision

En mai 2017, la ville de Laval, avec le soutien de Caisse des dépôts, a engagé des études préalables à la définition d'un plan guide stratégique pour le centre-ville de Laval. Pour ce projet, la ville a signé un accord-cadre de 9 ans, avec 4 équipes aux compétences complémentaires :

- lot 1 : urbanisme, paysage, infrastructures, programmation urbaine,
- lot 2 : commerce, montage immobilier et juridique,
- lot 3 : mobilité, stationnement,
- lot 4 : concertation, communication.

Le plan guide a été validé et présenté à la population en novembre 2018. La conduite des études préalables au lancement opérationnel du projet de réaménagement du Cœur de Ville de Laval a fait l'objet, par délibération du 24 septembre 2018, de l'ouverture d'une autorisation de programme. Cette convention prévoyait une phase d'initialisation de 18 mois avant la transformation en convention d'opération de revitalisation de territoire (ORT).

Le 27 juillet 2018, la ville de Laval a signé, avec Laval Agglomération, le ministère de la Cohésion des Territoires, la Caisse des dépôts, Action Logement et l'Anah, la convention cadre pluriannuelle Action Cœur de Ville de Laval. Cette convention mentionne plusieurs actions, s'inscrivant dans l'un des 5 axes de travail et agissant en faveur de l'attractivité de la ville.

Le 28 juin 2019, le comité de projet Action Cœur de Ville de Laval a validé la fiche action 4.2 relative au réaménagement des espaces publics en Cœur de Ville, prévoyant l'aménagement d'environ 28 000 m² d'espaces publics, pour un montant estimé au stade plan guide de 5,5 millions d'euros. Ce montant comprend une phase préparatoire (déménagement du Monument aux Morts, dévoiement réseaux, etc.), des travaux de voirie, des aménagements piétons et cycles, des aménagements paysagers (aires de jeux, fontainerie, emmarchements et mobilier), des travaux sur les réseaux et les coûts de maîtrise d'ouvrage. Au cours du comité de projet Action Cœur de Ville du 28 juin 2019, l'État a annoncé un soutien financier pour la réalisation des études opérationnelles au titre de la DSIL 2019, à hauteur de 50 000 €.

Les études concernées par la programmation DSIL 2019 consistent à la réalisation de l'avant-projet aménagement des espaces publics et à explorer les différentes possibilités de phasages des chantiers à venir.

La ville souhaite débiter l'avant-projet par la rive droite, entre les ponts de l'Europe et le Vieux pont, comprenant le quai et la cale André Pinçon (ex quai Gambetta), le triangle de Verdun, le quai Jehan Fouquet, et en anticipant les connexions avec la place du 11 Novembre. Le projet des espaces publics devra se coordonner avec ceux du projet de construction sur la place du 11 Novembre et les travaux de fouilles archéologiques dont la prescription devrait intervenir au premier semestre 2020.

C'est pourquoi la ville souhaite engager, dès 2019, la mission d'exploration des possibilités de phasage et de coordination des chantiers.

L'équipe retenue pour le lot 1 de l'accord cadre a répondu à la consultation. Les devis ont permis de préciser le plan de financement de ces études pour déposer le dossier de demande de subvention de la programmation DSIL 2019. La réalisation de l'avant-projet des espaces publics du Cœur de Ville s'élève à 80 238 € TTC et la mission d'exploration des possibilités de phasage et de coordination des chantiers s'élève à 29 052 € TTC. Ces marchés doivent être engagés avant le 31 décembre 2019 pour bénéficier de la subvention DSIL 2019.

Il vous est donc proposé d'approuver le plan de financement et d'autoriser le maire à solliciter une subvention au titre de la programmation DSIL 2019 pour la réalisation de l'avant-projet des espaces publics du Cœur de Ville et de la mission d'exploration des possibilités de phasage et de coordination des chantiers, qui s'inscrivent dans le projet global de réaménagement des espaces publics du Cœur de ville transcrits dans la fiche action A4.2 du plan d'action Action Cœur de Ville Laval.

M. le Maire : *Nous allons donc pouvoir passer à la première question inscrite à l'ordre du jour, qui est une demande de subvention au titre de la programmation faite par l'État, que nous appelons la DSIL, pour la réalisation de l'avant-projet d'aménagement des espaces publics du cœur de ville.*

Vous vous rappelez peut-être qu'en mai 2017, la ville de Laval, avec le soutien de la Caisse des Dépôts, a engagé des études préalables à la définition d'un plan guide stratégique pour le centre-ville. Nous avons signé un accord-cadre de neuf ans avec quatre équipes aux compétences complémentaires en matière d'urbanisme, de paysage, d'infrastructures, de programmation urbaine, en matière de commerce et de montage immobilier et juridique, en matière de mobilité stationnement, et enfin concernant la concertation et la communication. Le plan guide a été validé et présenté à la population en novembre 2018. La conduite des études préalables au lancement opérationnel a fait l'objet, par délibération du 24 septembre 2018, de l'ouverture d'une autorisation de programme.

Le 27 juillet 2018 était un jour important puisque dans cette salle, nous avons signé, avec le ministre de l'époque, la convention-cadre pluriannuelle Action Cœur de ville de Laval. Le 28 juin 2019, le comité de projet Action Cœur de Ville de Laval a validé la fiche action 4.2 relative au réaménagement des espaces publics, prévoyant l'aménagement d'environ 28 000 m² d'espaces publics, pour un montant estimé au stade du plan guide de 5,5 millions d'euros. Ce montant comprend une phase préparatoire, des travaux de voirie, des aménagements piétons et cycles, des aménagements paysagers, des travaux sur les réseaux. L'État a annoncé un soutien financier pour la réalisation des études opérationnelles, au titre de la DSIL 2019, à hauteur de 50 000 €.

Il s'agit donc aujourd'hui de statuer sur le plan de financement prévisionnel et de m'autoriser à solliciter la subvention au titre de la DSIL 2019. Puisque ces fonds sont disponibles. Ceci m'a été confirmé par le préfet il y a encore quelques jours. Sachez que l'équipe qui a été retenue pour le lot un et que j'ai évoquée tout à l'heure, c'est-à-dire l'équipe qui s'occupe d'urbanisme, de paysage, d'infrastructures et de programmation urbaine, a répondu à la consultation. La réalisation de l'avant-projet des espaces publics s'élève à 80 238 € TTC et nous avons à côté une mission d'exploration des possibilités de phasage et de coordination des chantiers qui s'élève à 29 052 € TTC. Voilà donc ce qu'il est proposé d'engager. Vous avez le tableau financier qui est joint au projet de délibération. Y a-t-il des questions à ce stade ? Monsieur Gourvil.

Claude Gourvil : *Monsieur le Maire, ce n'est pas la première fois que nous en parlons, du moins que nous en entendons parler. Nous voulions vous faire la remarque que ni en commission, ni en conseil municipal, nous n'avons vu la queue du chat du projet. Vous nous demandez de voter des engagements. Nous comprenons bien les raisons pour lesquelles vous voulez que ce soit vite fait, puisqu'il faut bénéficier des subventions 2019. Sans doute les perdrait-on si on ne le faisait pas assez vite. Le problème : c'est pour quoi faire ? Puisque nous n'avons ni projet ni avant-projet. Nous n'avons pas de visuel, là, par exemple. Cela nous embête un peu. Cela fait beaucoup d'argent, quand même. Puisque dans les marchés publics, précédemment, il y avait eu 66 865 € et 15 925 €. Là, nous dépensons encore des dizaines de milliers d'euros pour un projet dont nous n'avons aucun visuel, finalement. Alors que nous sommes à trois mois des élections municipales, nous avons l'impression que vous vous précipitez finalement pour avoir quelque chose peut-être à présenter lors de la campagne, pour essayer de motiver les électeurs à votre droite, ou dans votre camp, à voter pour vous, pour la liste de droite. Nous ne voterons donc pas cette délibération parce que nous trouvons que c'est à la fois précipité, même si nous comprenons la nécessité de glaner des subventions, mais surtout parce que nous n'avons vu aucun projet, officiellement, en tant qu'élus.*

Xavier Dubourg : *Il y a plusieurs choses, Monsieur Gourvil. D'abord, si vous lisez bien le titre de la délibération, il ne s'agit pas de valider un projet. Il s'agit d'engager une procédure pour aboutir à un avant-projet. Ce projet que vous attendez, il faut bien le construire. D'autre part, vous dites que vous n'êtes au courant de rien. Moi, je vous invite à discuter avec votre voisin de droite, par exemple. Puisque lors de la dernière concertation, parmi les multiples concertations qui ont eu lieu sur ce projet, votre voisin de droite et d'autres de vos partenaires étaient présents et ont eux-mêmes contribué à l'élaboration et à la préparation de cet avant-projet.*

Nous ne pouvons donc pas mieux vous associer que permettre aux habitants et aussi aux élus municipaux de participer à l'élaboration de cet avant-projet. Vous avez proposé des idées. Vous étiez présents. Forts de cette concertation, nous engageons maintenant un travail pour formaliser cet avant-projet. Nous ne pouvons pas vous présenter le projet avant qu'il ait été préparé. Sinon, vous allez nous dire « oui, mais tout est préparé d'avance ». Quand nous vous consultons avant, cela ne va pas. Quand nous ne vous consultons pas, cela ne va pas non plus.

M. le Maire : *Monsieur Poirier, puis Madame Eymon, puisque vous avez tous les deux participé à de nombreuses réunions, en effet, de concertation.*

Georges Poirier : *Quand on va à ces réunions, c'est en tant que citoyen lavallois. Mais en tant qu'élus, c'est dans les instances élues que nous devons être consultés. Monsieur Dubourg, vous êtes le responsable de la commission urbanisme : cela n'a jamais été évoqué. Le détail des projets n'a jamais été évoqué en commission urbanisme.*

Isabelle Eymon : *La question est la même. Effectivement, la situation, pour moi, comme pour Monsieur Poirier, est que j'y étais en tant que citoyenne. J'ai donc suivi... la seule réunion, dont j'ai été écartée, est celle qui concernait une présentation de projet, pour laquelle mon statut d'élue rendait impossible ma présence à la réunion. C'est donc comme élue qu'on m'a demandé de ne pas assister à la présentation de projet. Je vous remercie.*

Xavier Dubourg : *Une fois de plus, on ne peut pas présenter en commission un projet qui n'est pas encore finalisé. Le projet est en construction. Je note simplement que c'est un sport assez compliqué d'être élu de 8 heures du matin à 19 heures le soir et d'être simple citoyen après 19 heures. Mais c'est un choix. Quand vous participez, vous êtes certes citoyen, mais nous le sommes tous, citoyens. Je ne sais pas ce que c'est que les gens qui habitent Laval, mais qui ne sont pas citoyens parce qu'ils seraient élus. Il me semble que les élus sont aussi des citoyens. Vous êtes donc au courant. Le projet est en construction. Une fois de plus, l'objet de la délibération est de solliciter un certain nombre de subventions pour formaliser dans un avant-projet l'ensemble des discussions et des propositions, qui ont été faites dans la concertation.*

M. le Maire : *Merci. Je vais mettre aux voix cette délibération. Il est adopté.*

N° S495 - I

DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA PROGRAMMATION DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2019 POUR LA RÉALISATION DE L'AVANT-PROJET "AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU CŒUR DE VILLE" ET EXPLORATION DES POSSIBILITÉS DE PHASAGE DES CHANTIERS

Rapporteur : le maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu la signature de la convention cadre "Action Cœur de Ville", le 27 juillet 2018, par la ville de Laval, Laval Agglomération, l'État, la Caisse des dépôts et consignations, l'ANAH et Action Logement,

Vu la signature de la fiche Action A4.2 relative au réaménagement des espaces publics en Cœur de Ville, le 28 juin 2019, par les partenaires Action Cœur de Ville,

Considérant que la ville souhaite engager le projet de réaménagement du Cœur de Ville comprenant la place du 11 Novembre et la rive droite entre le pont de l'Europe et le Vieux pont, est essentiel et central dans le projet de dynamisation du centre-ville porté dans la convention "Action Cœur de Ville",

Que ce projet a été élaboré en s'appuyant sur une grande démarche de concertation ayant mobilisé près de 1 000 Lavallois,

Que l'État a annoncé son soutien financier, lors du comité de projet du 28 juin 2019, pour les études opérationnelles engagées en 2019,

Que ces études permettront de préciser le projet d'aménagement, notamment le projet paysager en rive droite et d'explorer les possibilités de phasage des différents chantiers,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le plan de financement prévisionnel pour la réalisation de l'avant-projet d'aménagement des espaces publics du Cœur de Ville et la mission d'exploration des possibilités de phasage et de coordination des chantiers, joint en annexe 1, est approuvé.

Article 2

Le conseil municipal autorise le maire à solliciter une subvention au titre de la programmation DSIL 2019 et à prendre tout acte lui permettant de finaliser cette demande de subvention.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, neuf conseillers municipaux s'étant abstenus (Claude Gourvil, Isabelle Beaudouin, Georges Poirier, Isabelle Eymon, Aurélien Guillot, Catherine Romagné et Pascale Cupif).

ANNEXE 1 : PLAN DE FINANCEMENT GLOBAL PRÉVISIONNEL
POUR LA RÉALISATION DE L'AVANT-PROJET "AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS
DU CŒUR DE VILLE" ET L'EXPLORATION DES POSSIBILITÉS DE PHASAGE
ET DE COORDINATION DES CHANTIERS

| Calendrier | Travaux fiche A4.2 | Coût HT | Coût TTC | Subventions | Reste à charge |
|-------------|---|-------------|-------------|--------------|----------------|
| 2019 | MOA - AVP des espaces publics | 66 865 € | 80 238 € | 50 000 € | 41 075 € |
| | MOA - Exploration des possibilités de phasage des chantiers | 24 210 € | 29 052 € | | |
| 2020 à 2024 | Phase préparatoire | 185 000 € | 222 000 € | Non définies | 5 452 000 € |
| | Voirie | 1 100 000 € | 1 320 000 € | | |
| | Aménagements piétons et cycles | 2 390 000 € | 2 868 000 € | | |
| | Aménagements paysager et mobilier | 750 000 € | 900 000 € | | |
| | Réseaux | 395 000 € | 474 000 € | | |
| | MOA (15% du montant des travaux moins les missions 2019) | 632 000 € | 758 400 € | | |

DÉLÉGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE - MODIFICATION

Rapporteur : Le maire

L'usage et l'évolution législative permettent à ce jour que des modifications ou précisions soient apportées aux délégations consenties par le conseil municipal au maire.

Par délibération du 26 juin 2017, et conformément aux dispositions des articles L2122-17, L2122-22 et L2122-23 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal a délégué au maire diverses attributions et notamment d'exercer, au nom de la commune, sur les zones classées U et AU au PLU, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L213-3 de ce même code (point 15).

Afin de ne pas rendre caduque cette délégation d'attribution par la mise en œuvre du PLUi en 2020, il vous est proposé de modifier la rédaction de cette délégation comme suit :

"D'exercer, au nom de la commune, sur les zones classées U et AU aux documents d'urbanismes en vigueur (notamment PLU, PLUi, etc.) PLU, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L213-3 de ce même code ".

Il vous est proposé d'approuver les délégations d'attributions suivantes.

M. le Maire : *La deuxième délibération concerne des modifications qui ne sont pas substantielles dans la délégation faite par le conseil municipal au maire pour diverses attributions, notamment l'exercice des droits de préemption. En fait, c'est assez simple. À partir de 2020, nous aurons la mise en place d'un PLUI, qui s'applique donc sur l'intercommunalité. Jusqu'à présent, ce n'était pas prévu. On ne parlait que de PLU et pas de PLUI. Pour que les décisions qui seront prises à l'avenir soient valables, il faut donc ajouter le PLUI dans les différentes délégations d'attribution.
Monsieur Gourvil.*

Claude Gourvil : *C'est une délibération qui a son importance. Je voulais juste vous faire remarquer, et probablement ai-je mal compris l'écriture, qu'on remplace une phrase par une autre. La phrase de remplacement, c'est « d'exercer au nom de la commune sur les zones classées U et AU aux documents d'urbanisme en vigueur, notamment PLU, PLUI, etc. » Et nous retrouvons encore PLU après la parenthèse. C'est sans doute une erreur d'écriture. Ce n'est pas gênant dans le rapport. Cela peut être un peu gênant dans la délibération elle-même.*

Xavier Dubourg : *C'est simplement pour éviter de prendre une délibération maintenant et une délibération après le 1^{er} janvier. Jusqu'au 31 décembre, le PLU est en vigueur. Si après cette délibération, qui va devenir exécutoire, nous sommes amenés à exercer le droit de préemption, nous l'exerçons au titre du PLU. À partir du 1^{er} janvier, le PLU n'est plus en vigueur, mais le PLUI est en vigueur. C'est donc la même délibération qui confirme que jusqu'au 31 décembre, nous exerçons la préemption au titre du PLU, et à partir du 1^{er} janvier, nous exerçons la préemption sur les zones U et AU au titre du PLUI. C'est pour cela que cela peut paraître un peu complexe. Ensuite, le PLU qui est après la parenthèse est effectivement un doublon. Dont acte.*

M. le Maire : *Il est donc retiré. Merci. Le droit administratif étant interprété strictement, merci. Je mets aux voix cette délibération. Merci.*

N° S495 - II

DÉLÉGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE - MODIFICATION

Rapporteur : Le maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29, L2122-17, L2122-22 et L2122-23,

Considérant que les articles susvisés du code général des collectivités territoriales autorisent le conseil municipal à consentir au maire une délégation de compétence dans les matières énumérées à l'article L2122-22, ce, dans les limites fixées par le conseil municipal,

Que pour une bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il importe de déléguer à l'exécutif local les fonctions prévues à l'article L2122-22,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Par délégation du conseil municipal, le maire est chargé pour la durée de son mandat :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement (exceptés les tarifs des parkings barriérés), de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, dans la limite du coût réel de la prestation supporté par la collectivité, et, à l'exclusion des tarifs liés aux matières suivantes :

- prestations sociales, culturelles, éducatives et sportives soumises à quotient familial :
 - . centres de loisirs
 - . tickets sport
 - . restauration scolaire
 - . périscolaire (études dirigées et accueil)
 - . musée-école de la Perrine
 - . multi-accueils
- tarifs relatifs aux cimetières :
 - . concessions
 - . service extérieur des Pompes Funèbres

3° De procéder, dans la limite des crédits votés par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts à court, moyen et long terme destinés au financement des investissements prévus par les budgets principaux et annexes, de procéder, sur les contrats d'emprunts constitutifs du stock de dette, à des opérations de SWAP et de couverture des risques de taux et de change.

Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la faculté de contracter en devises étrangères,
- des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de Touboursement anticipé et/ou de consolidation,
- la possibilité d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Par ailleurs, le maire pourra conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

Les opérations de SWAP et de couverture seront toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne pourra excéder l'encours global de la dette de la collectivité.

La durée des contrats de SWAP et de couverture ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels l'opération est adossée.

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

- 5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15° D'exercer, au nom de la commune, sur les zones classées U et AU aux documents d'urbanismes en vigueur (notamment PLU, PLUi, etc.), les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L213-3 de ce même code ;
- 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, devant les juridictions de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire, en première instance, en appel et en cassation, et de transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 € ;
- 17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 30 000 € par sinistre ;
- 18° De donner, en application de l'article L324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20° De réaliser les lignes de trésorerie dans la limite de 9 000 000 € ;
- 21° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L240-1 à L240-3 du code de l'urbanisme ;

22° De prendre les décisions mentionnées aux articles L523-4 et L523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

23° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

24° De demander l'attribution de subventions auprès des financeurs publics d'une part, et des mécènes privés dans les domaines de la démocratie locale, du développement durable et de la solidarité d'autre part ;

25° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives aux certificats d'urbanisme, aux déclarations préalables, aux permis de construire et aux permis de démolir portant sur des biens municipaux ;

26° D'exercer au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation.

Les délégations consenties en application du 3° prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Article 2

En application des dispositions de l'article L2122-17 du code général des collectivités territoriales, en cas d'absence ou d'empêchement du maire, les décisions faisant l'objet de ces délégations pourront être prises par un adjoint dans l'ordre des nominations, ou à défaut, par un conseiller municipal délégué.

En application des dispositions de l'article L2122-19 du code général des collectivités territoriales, le maire peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables administratifs pour les décisions faisant l'objet de ces délégations.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

CESSION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER CORBINEAU À FRANCE PIERRE PATRIMOINE DU GROUPE CIR

Rapporteur : Le maire

Lorsque le Conservatoire de musique, de théâtre et de danse aura pris possession de ses nouveaux locaux, dans l'ancien immeuble du Crédit Foncier, rue du Britais, la ville n'aura plus usage des deux bâtiments que le CRD occupe, allée Corbineau.

Aussi a-t-il été décidé de mettre en vente le site de l'ancienne caserne Corbineau.

À cet effet, la ville a établi un dossier de consultation qu'elle a adressé à divers opérateurs immobiliers. Tous ceux qui ont fait acte de candidature ont été invités à présenter leur projet lors d'une rencontre avec les représentants de la ville.

À l'issue de ces auditions, a été retenue la proposition de France Pierre Patrimoine, du Groupe CIR (Compagnie Immobilière de restauration) spécialisé dans la réhabilitation du patrimoine architectural et nationalement reconnu pour la qualité de ses opérations.

Son projet ne prévoit aucune construction nouvelle, mais la seule conservation des deux immeubles existants dans lesquels seront créés environ 70 appartements de standing.

Le travail nécessaire à la finalisation du dossier, qui nécessite diverses autorisations préalables, est important. Pour que le groupe CIR puisse travailler avec toutes les garanties, il convient donc de formaliser l'accord de la ville sur le projet.

II - Impact budgétaire et financier

Il est proposé de céder cet ensemble immobilier pour un prix de 1 950 000 €. Ce prix est tout à fait acceptable eu égard aux autres offres reçues et à l'importance des travaux indispensables à la réalisation d'appartements de grande qualité dans cette ancienne caserne.

Il vous est proposé d'accepter ces modalités de cession et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

M. le Maire : *Avec la troisième délibération, vous avez pu constater, si vous vous déplacez en ville, que le chantier du futur conservatoire à rayonnement départemental rue du Britais est démarré. C'est un projet qui d'ailleurs avait été voté à l'unanimité par le conseil municipal, si je me rappelle bien. Lorsque le conservatoire aura pris possession de ses nouveaux locaux, la ville n'aura plus l'usage des deux bâtiments que le conservatoire occupe allée Corbineau. C'est donc une partie de l'ancienne caserne Corbineau, puisque l'autre partie a déjà été transformée en locaux d'habitation, propriété de Méduane. Nous avons établi un dossier de consultation qui a été adressé à un certain nombre d'opérateurs immobiliers. Tous ceux qui ont fait acte de candidature ont été invités à présenter leur projet lors d'une rencontre avec les représentants de la ville. Il y a eu d'ailleurs un certain nombre de réponses, de mémoire, six, intéressantes. À l'issue de ces auditions a été retenue la proposition de France Pierre Patrimoine, qui fait partie du groupe CIR, groupe qui est spécialisé dans la réhabilitation du patrimoine architectural et qui est nationalement reconnu pour la qualité de ses opérations. En particulier, le groupe CIR a fait plusieurs opérations près de chez nous, à Rennes et à Vitré. Le projet ne prévoit aucune construction nouvelle, mais la seule conservation des deux immeubles existants, dans lesquels seront créés environ 70 appartements. Toute cette procédure de consultation s'est faite en étroite relation avec l'architecte des bâtiments de France. Puisque nous sommes à proximité immédiate d'un monument historique qui s'appelle l'église des Cordeliers et que ces bâtiments sont aussi évocateurs du passé de la ville, et qu'ils méritaient, de l'avis général, en tout cas des spécialistes et les architectes, d'être conservés. Le travail nécessaire à la finalisation du dossier nécessite de nombreuses autorisations préalables et de nombreux délais. Il convie donc de formaliser l'accord de la ville sur le projet. Sachant que le prix de cession qui est proposé par l'acquéreur s'élève à 1 950 000 €, prix tout à fait acceptable, pour ne pas dire plus, au regard des autres offres reçues et à l'importance des travaux indispensables à la réalisation d'appartements de grande qualité en plein cœur de la ville. Ceci est destiné à élargir le panel d'offres immobilières dans l'hyper centre et à améliorer aussi le patrimoine de la ville.*

Georges Poirier : *Cette délibération sur Corbineau pose des questions de fond et de forme. D'abord, je suis désolé, mais la délibération arrive en questions du maire. C'est-à-dire qu'une fois de plus, il n'y a pas de passage en commission. Parfois, en commission de l'urbanisme, on passe des documents, des délibérations pour des parcelles à moins de 1 000 €. Là, pour presque 2 millions d'euros, cela ne passe pas en commission. C'est quand même curieux, pour le moins.*

Vous avez consulté, dites-vous, des opérateurs immobiliers et il y a eu une rencontre avec des représentants de la ville. Nous ne savons pas qui. Nous nous doutons que c'est vous. Mais quelle instance ? Nous ne savons pas. Tout ceci est quand même très opaque.

Parce que Corbineau, ce n'est pas un simple immeuble à céder. C'est un ensemble historique qui a toujours été un bâtiment public, qui a d'abord été une caserne et qui a ensuite été un lieu emblématique du patrimoine de la ville. Cela vaut donc au moins un débat public avec tous les Lavallois. Cela vaut au moins aussi une réunion avec les riverains, qui n'ont pas du tout été concertés. Déjà, fin 2017, vous aviez passé outre l'avis des riverains de Saint-Julien, qui avaient manifesté leur opposition sur l'enquête publique. Vous êtes passés outre. Donc, question de forme, on ne peut pas vendre le bien commun des Lavallois sans les consulter. Et là, cela passe sans commission. D'autant qu'il peut y avoir d'autres pistes pour l'avenir de Corbineau. Je suis allé du côté de la rue de Bretagne pour demander ce que les gens en pensaient. D'ailleurs, tout le monde a été effaré de savoir que cela allait être vendu, comme cela. Le premier truc qu'on m'a dit, moult fois, c'est « enfin, on va avoir un endroit qui va offrir un nouvel espace de stationnement près du centre-ville, avec une navette permanente ». C'est un truc que j'ai entendu moult fois. Puis quand nous les interrogeons un peu plus, les Lavallois, ils ont des tas d'idées sur l'avenir de Corbineau : une résidence intergénérationnelle végétalisée, pourquoi pas avec un coin pour les étudiants, puisqu'on veut augmenter le nombre d'étudiants à Laval, une maison de retraite accolée à une crèche, un coin espace associatif pour le centre-ville, en centre-ville. Il y a même des suggestions de transfert des services municipaux qui sont dans l'hyper centre pour libérer des bâtiments qui permettraient des magasins à plusieurs étages. Vous voyez, les gens ont des idées sur Corbineau. L'avenir de Corbineau ne se limite donc pas à des appartements de luxe.

Puis je voudrais quand même dire un mot sur l'acquéreur potentiel. Parce que je suis allé chercher, un peu. Qui est donc l'acheteur pressenti ? Comme vous ne le dites pas dans la délibération, c'est une société de Bordeaux. France Pierre Patrimoine n'a d'ailleurs qu'un à deux salariés, quand on regarde les statuts. Depuis 2018, ladite société a pour mandataire Financière Bacalan, situé à la même adresse, à Bordeaux. C'est une société gigogne. Elle a elle-même pour mandataire depuis 2017 FL Holding. Dans la délibération, vous dites que France Pierre Patrimoine appartient au groupe CIR... toujours la même adresse à Bordeaux. Elle réhabilite effectivement des appartements de standing dans de nombreuses villes de France. Je suis entièrement d'accord. Le groupe CIR, quand on fouille un peu, a aussi pour dirigeant mandataire Financière Bacalan, et au-dessus, FL Holding. C'est donc un méli-mélo, une nébuleuse de sociétés. Puis quand nous allons sur le site du groupe CIR, qui est d'ailleurs très bien fait, depuis 2017, les fondateurs du groupe CIR, qui a 30 ans d'existence, sont associés à Bridge Point pour se développer. C'est écrit noir sur blanc sur le site. Bridge Point est une société internationale de capital investissement. Elle a un comité consultatif européen. Je suis allé voir. Cela comprend une ancienne ministre centriste, Anne-Marie Idrac. Le monde est quand même très petit.

Aurélien Guillot : *Je ne reviens pas sur les questions de forme. Je suis d'accord avec ce que vient de dire Georges Poirier, y compris sur le fait que nous pourrions imaginer d'autres pistes pour ces bâtiments, notamment un projet de service public. Pourquoi pas ? Mais si nous retenons un projet de logement, comme vous le proposez, cela me pose quand même question que sur 70 nouveaux logements en centre-ville, il y ait zéro logement social prévu dans cet ensemble. Et nous avons besoin de logements sociaux dans tous les quartiers, y compris dans le centre-ville. Il faudrait donc prévoir une part, peut-être 20 %, voire plus, si nous faisons 70 appartements, en logement social. D'autant plus qu'à côté de ce bâtiment, il y a déjà pas mal de logements sociaux. Nous aurions pu plutôt confier cet ensemble, pourquoi pas, à Méduane Habitat, Mayenne Habitat, un bailleur social.*

J'avais une question, parce que là, vous dites que 1 950 000 € est un bon prix. Mais avez-vous fait évaluer par les domaines le prix de cet ensemble ?

Jean-Pierre Fouquet : *Je voudrais rebondir sur une chose qui a été dite, à savoir que le groupe qui achète ce patrimoine voudrait faire des logements de luxe, ou de standing. Je ne me souviens plus. Il est très important de remarquer que déjà, Méduane Habitat a fait des logements sociaux de standing à cet endroit, dans ces bâtiments. Éventuellement, une visite pourrait être organisée pour ceux que cela intéresse. Cela répond d'ailleurs à l'autre question d'Aurélien Guillot. Fallait-il construire des logements sociaux ? Ces logements sociaux sont déjà construits et habités, merci, avec un très faible taux de rotation. Ce qui prouve que les gens s'y sentent bien. Maintenant, faut-il reconstituer à Corbineau un petit Hilard, un petit Saint-Nicolas, un petit Pommeraies ? C'est le genre d'erreur que nous voulons éviter. Bien sûr, ce n'est pas vous qui êtes aux manettes depuis 2014, mais notre tendance à nous, au contraire, est de ne pas faire de pôle habitat social, qui est très vite stigmatisé. C'est donc de façon tout à fait délibérée que nous mêlons des habitations de type privé à des habitations de type social. Mais c'est aussi l'occasion pour moi de vous rappeler que justement, nous n'envoyons pas non plus les logements sociaux en grande périphérie, comme cela fut le cas un certain temps. Il y a bien sûr Corbineau, dont nous parlons. À proximité immédiate, nous avons aussi un petit immeuble griffon, avec reprise de bâtiments anciens, etc. Vous voyez que cette municipalité sait faire de logement social en centre-ville.*

Xavier Dubourg : *Quelques compléments d'information, peut-être, pour répondre à vos questions et vous éclairer. Quel est le juste prix du bâtiment ? Les domaines ont évalué le bien à 1,6 million d'euros. Nous avons une proposition à 1 950 000 €. Je ne sais pas si c'est le juste prix, mais enfin... nous avons deux offres, du reste, de montants à peu près équivalents.*

Quelle destination du bien ? Dans les six projets qui ont été proposés, il y avait effectivement des propositions d'habitat libre. Il y avait des propositions de résidence senior. Il y avait des propositions qui proposaient de raser tous les bâtiments. Il y avait des propositions qui proposaient de reconstruire sur la place. Ce qui aurait eu pour effet de masquer les bâtiments auxquels, à juste titre, Monsieur Poirier, les Lavallois sont attachés et qu'ils ont besoin de continuer à voir.

C'est aussi pour cela, par exemple, que l'acheteur propose, dans son projet, d'aménager un cheminement piéton qui passera entre la parcelle de Méduane Habitat et la parcelle qu'il achète, et qui permettra, par un escalier, d'accéder au jardin des Cordeliers, de manière à mettre aussi en avant ce jardin public et d'augmenter finalement le nombre de cheminements et de déambulations piétonnes, pour permettre aux Lavallois qui le souhaitent de continuer à voir ce bâtiment et à se l'approprier, même pour ceux qui n'y habitent pas, et cheminer dans d'autres coins de Laval. En matière de diversité de logements, l'opérateur propose trois fonctionnalités différentes : du logement pour des investisseurs qui souhaitent investir dans l'ancien et dans la rénovation de qualité de logements anciens, des logements pour les propriétaires habitants qui souhaiteraient peut-être finir l'aménagement de leur logement ou l'acheter entièrement fini pour y vivre, et également, et cela répondra en partie à votre question concernant les étudiants, des offres de co-living, qui n'existent pas actuellement sur Laval. Nous avons, comme partout, de la collocation. Mais nous n'avons pas d'offre de co-living, qui est un autre mode innovant de logement. Justement, cet opérateur travaille avec une start-up spécialisée dans la gestion d'appartements en co-living, soit pour des étudiants, soit pour des gens qui sont professionnellement de passage sur l'agglomération. C'est aussi une donnée importante. La mixité sociale est toujours au cœur de nos préoccupations. Malgré 32 % de logements sociaux sur la ville, nous avons continué pendant le mandat à construire des logements sociaux. Il ne nous semblait pas pertinent d'en construire à cet endroit, puisque précisément en face de la photographie que vous avez, il y a le pendant symétrique qui est déjà du logement social de Méduane Habitat. Comme l'a dit le président de Méduane Habitat, Jean-Pierre Fouquet, ce qui est important, c'est de favoriser la mixité. Ce n'est donc pas forcément en mettant du logement social à côté du logement social que nous développons cette mixité. Par contre, s'il y a une offre locative, s'il y a une offre de propriétaire occupant à côté d'un immeuble qui héberge du logement social, nous construisons cette mixité, qui est importante pour le centre-ville comme pour l'ensemble des quartiers de la ville.

M. le Maire : *Merci. Je mets donc aux voix cette délibération. Elle est adoptée.
Philippe Habault, décision modificative numéro trois pour l'exercice 2019.*

N° S495 - III

CESSION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER CORBINEAU À FRANCE PIERRE PATRIMOINE
DU GROUPE CIR

Rapporteur : Le maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L2241-1,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L3211-14,

Vu l'avis des domaines en date du 15 mars 2019,

Considérant qu'à travers un appel à projet, anticipant la libération des lieux qui doit intervenir en 2021, la ville de Laval a décidé de lancer le processus de vente de l'ensemble immobilier Corbineau,

Qu'elle a, à cette fin, sollicité divers professionnels de l'immobilier qui ont déposé un dossier,

Que les personnes qui ont remis un dossier ont pu le présenter lors d'un rendez-vous avec des représentants de la ville,

Que la société France Pierre Patrimoine et la Compagnie immobilière de restauration sont reconnues nationalement pour la qualité de leurs rénovations de bâtiments anciens,

Qu'elles proposent, en conservant les immeubles existants sans en construire de nouveaux, de développer une offre d'environ 70 logements de standing,

Que le travail nécessaire à la finalisation du dossier, qui nécessite diverses autorisations préalables, est important,

Que pour que la société France Pierre Patrimoine du groupe CIR puisse travailler avec toutes les garanties, il convient donc de formaliser l'accord de la ville sur le projet,

Qu'il en est proposé un prix, qui s'avère acceptable, de 1 950 000 €,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval vend à France Pierre Patrimoine, ou à toute société qui serait constituée pour ce projet, un ensemble immobilier, sis allée Corbineau, dépendant d'un terrain de 7 700 m² environ, cadastré CH 7, 398p, 439p, 468, 469, au prix de 1 950 000 €, net vendeur.

Article 2

L'acte de vente devra être signé au plus tard le 30 septembre 2021. Si sa signature ne pouvait intervenir dans ce délai, pour un motif quelconque tenant à l'une ou l'autre des parties, l'acquéreur ne pourra prétendre à aucun droit.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, neuf conseillers municipaux ayant voté contre (Claude Gourvil, Isabelle Beaudouin, Georges Poirier, Isabelle Eymon, Aurélien Guillot, Catherine Romagné et Pascale Cupif).

| |
|---|
| PERSONNEL - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - FINANCES - GESTION DE LA VILLE |
|---|

DÉCISION MODIFICATIVE N° 3 POUR L'EXERCICE 2019

Rapporteur : Philippe Habault,

I - Présentation de la décision

La présente décision modificative conduit à des ajustements de crédits :

BUDGET PRINCIPAL

REDEPLOIEMENT ENTRE CHAPITRES

| Opération d'origine | Opération destinataire | Montant |
|---|---------------------------------|---------|
| Plan qualité écoles | | 16 000 |
| Plan qualité équipements culturels | | 6 500 |
| Plan qualité équipements de proximité | Fournitures de travaux en régie | 8 500 |
| Plan qualité équipements sportifs | | 11 000 |
| Plan qualité équipements publics | | 6 000 |
| Charges de personnel et frais assimilés | Provision compte épargne temps | 127 000 |

FINANCEMENT PAR DES RECETTES

| Dépenses | Recettes | Montant |
|--|-------------------------------------|---------|
| Carburant | Refacturation à Laval Agglomération | 36 000 |
| Plan qualité équipements de proximité | Subvention Etat économie d'énergie | 24 000 |
| Pem gare | Droits de mutation | 21 000 |
| Subvention d'équilibre budget parkings | Droits de mutation | 69 000 |
| Acquisition immobilière | Cessions | 210 000 |
| Indemnités de remboursement anticipé | Emprunt | 260 000 |

BUDGET PARKINGS

Un complément de 69 000 € est nécessaire en raison de réalisations de recettes moindres par rapport aux prévisions budgétaires.

II - Impact budgétaire et financier

Redéploiement de crédits ou financement de futures dépenses par des recettes nouvelles

Il vous est proposé d'approuver la décision modificative numéro 3.

Philippe Habault : *Merci, Monsieur le Maire. C'est une délibération technique. Comme vous le savez, c'est la troisième de l'année. En cours d'exécution budgétaire, il peut apparaître nécessaire de faire des redéploiements de fonds, soit entre chapitres et opérations, auquel cas il n'y a pas d'incidence budgétaire nouvelle, soit de nouvelles recettes qui apparaissent et qui permettent d'être affectées à des dépenses nouvelles. Vous avez dans votre délibération deux tableaux. Le premier est celui qui explique les transferts entre opérations. Vous avez l'opération d'origine à gauche, l'opération destinataire à droite, et les montants, à droite. À remarquer que la provision du compte épargne temps dont nous allons parler tout à l'heure apparaît dans cette décision modificative.*

Le deuxième tableau vous présente les recettes, qui sont dans la colonne du milieu. Je me permets quand même de vous signaler le dynamisme des droits de mutation, qui nous permet de constater des recettes que nous n'avions pas prévues. Puisque nous avons fait des prévisions plus prudentes. C'est une augmentation de 90 000 € de droits de mutation, exprimant le dynamisme de l'immobilier dans notre commune. Vous avez l'essentiel. Il n'y a pas d'incidence sur l'équilibre budgétaire. Il vous est proposé d'approuver cette délibération.

M. le Maire : *Merci. La remarque de Philippe Habault concernant l'évolution très favorable des droits de mutation sur la ville de Laval est à noter. Parce que cela veut dire que le marché de l'immobilier se porte beaucoup mieux qu'il y a quelque temps et qu'il y a un certain nombre de constructions et de mutations qui génèrent ces droits de mutation.*

Y a-t-il des questions sur cette DM ? Non. Je mets aux voix. Elle est adoptée. Budget primitif pour 2020.

N° S495 - PAGFGV - 1

DÉCISION MODIFICATIVE N° 3 POUR L'EXERCICE 2019

Rapporteur : Philippe Habault,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2311-1 et suivants,

Vu les votes des budgets primitifs, supplémentaire et des décisions modificatives n°1 et 2 pour l'année 2019,

Considérant qu'il y a lieu de modifier les répartitions budgétaires par chapitre,

Sur proposition de la commission personnel – administration générale – finances – gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La décision modificative n°3 se présente de la manière suivante :

BUDGET PRINCIPAL – SECTION DE FONCTIONNEMENT**DEPENSES**

| Nature du m ^c chapitre | | Montant |
|-----------------------------------|---|----------------|
| REEL | 011-CHARGES A CARACTERE GENERAL | 84 000 |
| | 011-CHARGES A CARACTERE GENERAL | 84 000 |
| Nature du m ^c chapitre | | Montant |
| | 012-CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | -127 000 |
| | 012-CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | -127 000 |
| Nature du m ^c chapitre | | Montant |
| | 66-CHARGES FINANCIERES | 260 000 |
| | 66-CHARGES FINANCIERES | 260 000 |
| Nature du m ^c chapitre | | Montant |
| | 67-CHARGES EXCEPTIONNELLES | 69 000 |
| | 67-CHARGES EXCEPTIONNELLES | 69 000 |
| Nature du m ^c chapitre | | Montant |
| | 68-DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | 127 000 |
| | 68-DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | 127 000 |
| | TOTAL REEL DEPENSES | 413 000 |
| Nature du m ^c chapitre | | Montant |
| ORDRE | 023-VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 21 000 |
| | 023-VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 21 000 |
| | TOTAL ORDRE DEPENSES | 21 000 |
| | TOTAL DEPENSES | 434 000 |

RECETTES

| Nature du m ^c chapitre | | Montant |
|-----------------------------------|---|----------------|
| REEL | 70-PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 36 000 |
| | 70-PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 36 000 |
| Nature du m ^c chapitre | | Montant |
| | 73-IMPOTS ET TAXES | 90 000 |
| | 73-IMPOTS ET TAXES | 90 000 |
| | TOTAL REEL RECETTES | 126 000 |
| Nature du m ^c chapitre | | Montant |
| ORDRE | 042-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 308 000 |
| | 042-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 308 000 |
| | TOTAL ORDRE RECETTES | 308 000 |
| | TOTAL RECETTES | 434 000 |

BUDGET PRINCIPAL - SECTION D'INVESTISSEMENT**DEPENSES**

| Nature du mc chapitre | | Montant |
|-----------------------|---|------------------|
| REEL | 5003-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS | -6 500 |
| | 5003-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS | -6 500 |
| Nature du mc chapitre | | Montant |
| | 5004-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS | -11 000 |
| | 5004-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS | -11 000 |
| Nature du mc chapitre | | Montant |
| | 5005-PLAN QUALITE ECOLES | -16 000 |
| | 5005-PLAN QUALITE ECOLES | -16 000 |
| Nature du mc chapitre | | Montant |
| | 5006-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE | 15 500 |
| | 5006-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE | 15 500 |
| Nature du mc chapitre | | Montant |
| | 5007-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS | -6 000 |
| | 5007-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS | -6 000 |
| Nature du mc chapitre | | Montant |
| | 5010-DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS | 210 000 |
| | 5010-DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS | 210 000 |
| Nature du mc chapitre | | Montant |
| | 5014-PEM GARE | 21 000 |
| | 5014-PEM GARE | 21 000 |
| | TOTAL REEL DEPENSES | 207 000 |
| Nature du mc chapitre | | Montant |
| ORDRE | 040-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 308 000 |
| | 040-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 308 000 |
| Nature du mc chapitre | | Montant |
| | 041-OPERATIONS PATRIMONIALES | 2 250 000 |
| | 041-OPERATIONS PATRIMONIALES | 2 250 000 |
| | TOTAL ORDRE DEPENSES | 2 558 000 |
| | TOTAL DEPENSES | 2 765 000 |

RECETTES

| Nature du chapitre | | Montant |
|--------------------|---|------------------|
| REEL | 024-PRODUITS DES CESSIONS | 210 000 |
| | 024-PRODUITS DES CESSIONS | 210 000 |
| Nature du chapitre | | Montant |
| | 16-EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 260 000 |
| | 16-EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 260 000 |
| Nature du chapitre | | Montant |
| | 5027-ECONOMIES D'ENERGIE | 24 000 |
| | 5027-ECONOMIES D'ENERGIE | 24 000 |
| | TOTAL REEL RECETTES | 494 000 |
| Nature du chapitre | | Montant |
| ORDRE | 021-VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 21 000 |
| | 021-VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 21 000 |
| Nature du chapitre | | Montant |
| | 041-OPERATIONS PATRIMONIALES | 2 250 000 |
| | 041-OPERATIONS PATRIMONIALES | 2 250 000 |
| | TOTAL ORDRE RECETTES | 2 271 000 |
| | TOTAL RECETTES | 2 765 000 |

BUDGET PARKINGS - SECTION DE FONCTIONNEMENT

RECETTES

| Nature du chapitre | | Montant |
|--------------------|---|----------------|
| REEL | 74-SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 69 000 |
| | 74-SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 69 000 |
| Nature du chapitre | | Montant |
| | 75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | -69 000 |
| | 75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | -69 000 |
| | TOTAL REEL RECETTES | 0 |
| | TOTAL RECETTES | 0 |

Article 2

La décision modificative n°3 pour l'année 2019 est approuvée.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, deux conseillers municipaux ayant voté contre (Aurélien Guillot) et sept conseillers municipaux s'étant abstenus (Claude Gourvil, Isabelle Beaudouin, Georges Poirier, Isabelle Eymon, Catherine Romagné et Pascale Cupif).

BUDGET PRIMITIF 2020 – APPROBATION

Rapporteur : Philippe Habault,

I - Présentation de la décision

Le budget primitif 2020 fait l'objet d'un rapport distinct détaillé et se présente de la manière suivante :

BUDGET PRINCIPAL

La section d'investissement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 23 148 000€.

La section de fonctionnement s'équilibre, quant à elle, à 65 107 000€.

Les subventions aux associations font l'objet d'une annexe budgétaire dans le document du budget primitif 2020.

BUDGET LOTISSEMENT DE BEAUREGARD

Les sections d'investissement et de fonctionnement s'équilibrent à hauteur de 1 620 000€

BUDGET PARKINGS

La section d'investissement est équilibrée à hauteur de 442 000€ et celle de fonctionnement à hauteur de 640 000€.

II - Impact budgétaire et financier

Les crédits sont votés par chapitre et déclinés par article conformément aux instructions budgétaires et comptables M14 et M4,

Il vous est proposé d'approuver la délibération suivante.

Philippe Habault : *Merci. Vous le savez, comme à l'accoutumée, dans la construction budgétaire, il y a le budget primitif qui précède le compte administratif, qui précède le budget supplémentaire. Comme nous en avons pris l'habitude les deux dernières années, ce budget primitif va être présenté par l'adjoint aux finances pour les grands équilibres, et ensuite par chaque élu qui prendra en charge l'explication du budget pour la politique publique dont il a la charge. Ce budget primitif va être pour moi l'occasion d'apporter quelques éclaircissements sur des affirmations qui ont pu naître çà et là et que nous avons pu retrouver également dans la presse à la suite de l'analyse du rapport de la Cour des Comptes et du débat d'orientations budgétaires. J'ai pu lire sous la plume de certains et j'ai pu entendre dans la bouche d'autres que l'équipe en place n'aurait pas assaini les finances, que l'équipe en place n'aurait pas désendetté la ville et que l'équipe en place n'aurait pas investi. Permettez-moi donc de prendre quelques instants pour, à la lumière de ce budget primitif, apporter quelques éléments de clarification.*

Vous savez que la santé financière d'une ville est approchée par ce qu'on appelle de l'analyse économique et de l'analyse financière, qui comportent quelques indicateurs. Le premier indicateur en analyse financière, c'est la capacité d'autofinancement brute. Qu'est-ce que c'est ?

C'est les recettes de fonctionnement desquelles on retire les dépenses de fonctionnement et desquelles on retire les intérêts de la dette. Autant dire que cette capacité d'autofinancement brute est fortement liée au montant des intérêts que nous payons aux banques et au montant des dépenses de fonctionnement que nous enregistrons dans une ville. Entre 2019 et 2020, notre capacité d'autofinancement s'améliore de 12,4 %. Ce qui veut dire que comme nous n'avons pas augmenté les impôts, et cela ne vous aura pas échappé, nous avons mieux géré les intérêts que nous versons aux banques et nos dépenses de fonctionnement. Le deuxième indicateur financier qui apporte une clarification à ce que nous avons pu entendre çà et là, c'est la capacité d'autofinancement nette. Qu'est-ce que c'est ? C'est la capacité d'autofinancement brute de laquelle on retire le remboursement en capital de la dette. Cette capacité d'autofinancement nette, conformément au DOB, et constatée dans notre budget primitif, va s'améliorer de 600 000 €. C'est mieux, mais ce n'est pas suffisant. Parce qu'une capacité d'autofinancement nette a pour vocation d'être fortement positive, parce que c'est le montant d'argent pérenne qui reste à une collectivité pour faire des investissements sans emprunter. Bien évidemment, plus cette capacité d'autofinancement nette est élevée, moins la ville est obligée d'emprunter pour financer ses investissements. Notre capacité reste encore négative, mais s'améliore encore significativement par rapport à 2019, de 600 000 €. En 2019, c'était déjà en amélioration par rapport à 2018, donc il y a un assainissement progressif qui se produit.

La deuxième chose que nous entendions, c'est que l'équipe n'a pas désendetté. Je voudrais juste rappeler à ceux qui pensent cela quelques chiffres, rapidement. Cette année, nous allons rembourser 8 millions d'euros en capital aux banques et nous allons emprunter 3,5 millions d'euros. Cela veut dire que nous allons désendetter la ville de 4,5 millions d'euros. C'est donc une notion qui est assez simple. L'encours de dette en 2020 sera de 71,7 millions d'euros, alors qu'il était à plus de 76 millions d'euros en 2019. Enfin, je voudrais signaler à ceux qui en ont parlé qu'en 2014, à population constante, l'endettement par habitant de la ville de Laval était de 1463 €. En 2020, à population constante, l'endettement de chaque habitant de Laval est de 1317 €. Je pense donc que dorénavant, il sera difficile à quiconque de prétendre que nous n'avons rien fait pour la dette. De plus, le taux moyen de la dette, entre 2019 et 2020, passe de 3 % à 2,7 %. Je vous rappelle qu'en 2015, au moment où l'emprunt toxique était le plus toxique, l'intérêt de notre dette était à 7,9 %. Là aussi, il apparaît aussi difficile de dire, maintenant que nous sommes à 2,7 %, que nous n'avons rien fait pour la dette. La baisse de cette dette est donc un élément fondamental dans le redressement des finances de notre ville.

Autre élément : le temps de désendettement de BP à BP. Qu'est-ce que le temps de désendettement ? C'est l'encours d'emprunt, ce qui nous reste à rembourser en emprunt, divisé par la CAF brute. En 2019, elle était à 14 ans. En 2020, elle sera à 11 ans. Ceux qui ont vu notre DOB savent qu'à partir de 2023 et jusqu'en 2026, nous serons en dessous de sept ans. Ce qui correspond aux critères d'une ville bien gérée. Vous voyez donc qu'on n'assainit pas, qu'on ne désendette pas, qu'on n'investit pas.

Reste ce dernier volet de l'investissement. L'investissement, en 2020, sera de 9,3 millions d'euros. Ce qui est un niveau d'investissement élevé et qui représente une augmentation de 1,1 million d'euros des investissements par rapport à 2019. Tout ceci se fait alors même que les taux d'imposition resteront abaissés et sont restés abaissés tout le temps du mandat. Voilà, je souhaitais apporter ces quelques éléments de réponse à ce qui a pu être dit ou écrit.

Si vous le voulez bien, nous allons maintenant reprendre le cours normal. Vous avez la diapositive représentant les recettes. Ces recettes vont être en augmentation de 1,6 %, à 62,7 millions d'euros, pour 61,7 millions d'euros l'année dernière. Comme vous le savez, ce n'est pas une augmentation des impôts qui augmentent les recettes. Nous allons y revenir. En descendant dans le tableau, vous avez tout d'abord les produits de service. Ils vont augmenter de 1,1 %, essentiellement parce que nous avons une augmentation des remboursements de carburant de la part de l'agglomération et du CCAS, mais également une petite augmentation de certains repas. Cette petite augmentation sert à financer l'amélioration de la qualité des produits qui se trouvent dans l'assiette, en ayant recours au bio et aux circuits courts. Ensuite, quand vous descendez, vous avez les impôts et les taxes. Ils augmentent de 1,3 %, de 37,3 millions d'euros à 37,8 millions d'euros. Je m'empresse de dire qu'il ne s'agit évidemment pas d'une augmentation des impôts liée à une action de la ville, mais tout simplement à une amélioration de nos droits de mutation, dont nous avons déjà parlé. C'est une augmentation des bases taxables aux impôts locaux. C'est également une actualisation, sous la responsabilité de l'État, de 0,9 % pour ces bases. Ensuite, à la ligne en dessous, les dotations et subventions vont augmenter de 1,9 %. Il y a une petite augmentation de la DGF. Cela nous fait plaisir, parce que nous avons quand même connu plusieurs années de diminution importante de la DGF. Il recommence à y avoir une petite augmentation. Mais c'est aussi et surtout le dynamisme du contrat enfance jeunesse qui a permis de contracter auprès de la CAF les subventions supplémentaires. Les autres produits de fonctionnement courant vont augmenter de 12,7 %. C'est essentiellement des loyers, à nos partenaires Agglo en particulier. C'est également une augmentation des redevances du délégataire du chauffage urbain. Nous passons maintenant aux charges de fonctionnement. Vous vous souvenez que les recettes ont augmenté de 1,6 %. Les charges vont augmenter de 0,5 %, passant à 56,6 millions là où elles étaient à 56,3 millions. Pour nous, il est donc satisfaisant de voir que l'augmentation de nos charges est inférieure à l'augmentation des recettes. J'attire votre attention sur le caractère assez rigide de ces charges, puisque 62 % de ces dépenses de fonctionnement sont des charges salariales, et 6 % sont des charges de dette. Vous savez que les charges rigides sont des charges sur lesquelles nous ne pouvons pas avoir d'action à court terme et qui engagent à long terme les finances d'une mairie. Il faut donc y être très vigilant. Tout d'abord, concernant les charges à caractère général, elles augmentent de 3,9 %, essentiellement en lien avec l'augmentation du coût de l'alimentation bio et de qualité que nous nous attachons à fournir aux personnes à qui nous proposons des repas. Mais il y a également une augmentation du carburant, des salaires que nous versons aux apprentis. Il y a également le coût du recours à l'agence qui permet de recouvrer les forfaits post stationnement. Il y a également eu de l'entretien des défibrillateurs. Les autres charges de gestion sont stables, pour ainsi dire. Ensuite, nous passons aux charges financières. C'est un point qui nous tient à cœur, avec une diminution de 7 % des charges financières. Cette année, nous ne payons « que » 3 230 000 €, alors qu'en 2019, nous payions 3,47 millions d'euros aux banques. Je rappelle pour mémoire qu'en 2015, c'était 6,4 millions, les charges financières. Concernant les charges exceptionnelles, elles sont essentiellement marquées par une augmentation de la subvention parking, du budget principal au budget parking, qui est rendue nécessaire par une petite diminution de la fréquentation du parking sud à cause de travaux et également par une élévation actualisée du seuil de déclenchement de l'indemnité par le délégataire.

Cette diapositive vous explique l'autofinancement. Ce que je ne vous ai pas dit à propos de la capacité d'autofinancement nette, c'est que la capacité d'autofinancement nette négative ne veut pas dire qu'une ville n'a pas la capacité d'investir. Simplement, il existe des ressources d'investissement qui ne participent pas au calcul de la capacité d'autofinancement nette, parce que ce ne sont pas des ressources pérennes. Je veux parler des cessions, du FC TVA et des subventions. Il n'empêche que ces ressources d'investissement participent tout de même à l'équilibre budgétaire et à dégager un autofinancement qui permet évidemment de ne pas emprunter la totalité de nos investissements. Vous avez donc sur cette diapositive le mécanisme de fabrication de notre disponible pour le financement. Vous voyez nos dépenses de fonctionnement qui sont soustraites de nos recettes de fonctionnement, avec les 6 millions de capacité d'autofinancement brute dont je vous parlais, desquels nous retirons le remboursement en capital, qui augmente de plus en plus. Mais c'est à la fois bon et mauvais. C'est mauvais parce que cela charge un peu l'équilibre budgétaire. Mais c'est bon parce que cela désendette la ville, si on a la sagesse de ne pas réemprunter autant. Nous arrivons à la capacité d'autofinancement nette, dont je vous ai dit qu'elle restait négative et qu'elle s'améliorait de 600 000 €. Elle deviendra positive et fortement positive dans les six ans qui viennent. Vous avez le FC TVA et la taxe d'aménagement, pour 980 000 €. Vous avez les cessions, que nous inscrivons à hauteur de 2 millions d'euros. Nous prévoyons donc moins de cessions qu'en 2019. Ceci nous dégage un autofinancement de 1 million d'euros, comme cela a été présenté au DOB.

Voici un petit focus sur la dette. Vous avez, sur la partie gauche de la diapositive, le capital remboursé, de 8 millions d'euros. Vous avez, juste à côté, l'investissement en emprunt et le remboursement que nous faisons. Vous voyez donc qu'entre les 8 millions que nous remboursons et les 3,5 millions d'euros que nous empruntons, il y a 4,5 millions d'euros de désendettement. C'est ce dont je vous ai parlé pour arriver à 71,7 millions d'euros. L'encours, dont je vous ai parlé également, était de 76,3 millions d'euros en 2019 et ne sera plus que de 71,7 millions d'euros en 2020. Il apparaît donc dès lors difficile de dire que nous ne désendettions pas.

Cette diapositive fait un focus sur le coût moyen de notre dette. Comme je vous le disais, elle est passée de 3 % à 2,7 %. C'est encore à perfectionner. Il y a encore du travail à faire. Mais bien évidemment, moins nous avons de capital de dette, moins nous avons d'intérêts de dette, moins la dette est chère et plus il restera de l'autofinancement pour que notre ville puisse investir dans des investissements structurants pour sa population. Sur la partie droite de la diapositive, vous avez le temps de désendettement dont je vous ai parlé, qui arrive à 11 ans en 2020 alors qu'il était à 14 ans en 2019, et qu'il est attendu en dessous de 7 ans à partir de 2025.

Sur cette diapositive, vous avez le financement des politiques publiques. C'est après cette diapositive que je passerai la parole à chaque élu qui a la charge de chaque politique publique. Simplement, je voudrais faire remarquer que les priorités qui ont été affichées sont tenues. À savoir qu'en matière d'éducation et de famille, nous consacrons toujours 20 millions d'euros à cette politique, qui est évidemment essentielle. Sur l'espace public et l'environnement, qui est pour nous aussi une priorité, nous sommes pratiquement à 10 millions d'euros.

Pour les autres politiques, l'administration générale, nous sommes à 9,6 millions d'euros, la vie quotidienne, la vie démocratique et la citoyenneté, 5,6 millions d'euros, la culture, 4,8 millions d'euros, le sport, 2,6 millions d'euros, la solidarité et la santé, 2,3 millions d'euros, le pilotage stratégique et la performance, 1,8 million d'euros, le tourisme et le patrimoine, 1,2 million d'euros, l'aménagement, 900 000 €, le reste concernant des politiques publiques tout à fait techniques, étant hors politiques publiques, ou d'autres recettes et fiscalités, pour 600 000 €.

Je passe la parole aux conseillers.

Marie-Cécile Clavreul : *Comme il a été indiqué tout à l'heure, c'est la poursuite d'une action très ambitieuse concernant l'éducation et la famille. Puisque c'est le premier poste de dépenses de la ville, à 36 % de dépenses. Un élément important : plus de 19 millions d'euros sont consacrés de 0 à 25 ans, mais avec une forte présence sur les 0/12/15 ans, notamment au travers des accueils petite enfance et des écoles. 9,5 millions d'euros sont consacrés à l'accueil des 2/12 ans. C'est donc tous les enfants scolarisés, 4900 sur la ville de Laval, dans 24 groupes scolaires. Ce sont des chiffres importants. C'est la poursuite de cette action. Concernant la partie investissements, il convient de souligner, outre les chiffres qui vous sont présentés ici sur le tableau, que la rénovation de l'école de la Senelle se poursuit, tout comme la réalisation du restaurant et la mise en accessibilité du bâtiment élémentaire, qui seront closes au mois de juin l'année prochaine. Nous travaillerons avec tous les intervenants de l'école à la deuxième partie du projet, puisque nous travaillons sur site occupé. Il est donc forcément compliqué de l'organiser. Mais nous travaillerons avec toutes les équipes présentes, avec l'aide d'un programmiste, sur la prochaine phase des travaux sur l'école de la Senelle. Voilà pour quelques focus.*

Xavier Dubourg : *C'est un budget total de 9,6 millions d'euros qui est consacré à cette thématique de l'espace public et de l'environnement, qui recouvre de multiples aspects. Il y a 8,3 millions d'euros de dépenses en fonctionnement, dont bien entendu le travail des agents, qui est valorisé ici. Il y a 1,3 million d'euros en matière de dépenses. Sur la partie de fonctionnement, nous retrouvons notamment 1,5 million en matière de sécurisation et de réglementation. Cette dépense fait aussi écho à l'accompagnement de l'ensemble des manifestations publiques qui sont organisées sur la voie publique. Je pense par exemple aux illuminations qui ont été inaugurées la semaine dernière, qui mobilisent beaucoup les services techniques. Je tiens à cette occasion à remercier l'ensemble des services pour sécuriser les manifestations publiques. C'est une préoccupation très importante et légitime d'arriver à avoir des manifestations publiques qui soient sécurisées pour les personnes qui viennent y participer. La qualité des espaces publics, nous y consacrons pratiquement 7 millions d'euros de budget de fonctionnement.*

En matière d'investissement, nous retrouvons là encore 100 000 € pour la sécurisation et la réglementation, et 1,3 million pour la qualité des espaces publics. Nous citerons notamment 68 000 € pour la rénovation des espaces verts, 913 000 € pour la voirie, dont 135 000 € sur la rue de Bretagne. Mais nous pourrions citer également la dernière phase de la réfection de la rue du Vieux Saint-Louis et l'ensemble du plan de rénovation des trottoirs. Je tiens à remercier en particulier Damiano Macaluso sur la partie espaces verts et Bruno de Lavenère-Lussan sur l'ensemble des réalisations de travaux.

Chantal Grandière : *La vie démocratique et citoyenneté est un budget de 5,6 millions d'euros. Les dépenses de fonctionnement s'articulent avec la vie associative. Là, c'est à Alexandre.*

Alexandre Lanoë : *Oui, il y a une partie sur la vie associative qui concerne le fonctionnement. Mais c'est principalement les dépenses de personnel, et une autre partie sur l'investissement, afin de conclure sur cette partie vie associative, d'un peu plus de 360 000 €, qui correspond au premier étage de la maison des associations. Puisque comme cela a été rappelé dans cette même salle, nous avons voté il y a trois ans une autorisation de programme concernant la réalisation d'une maison des associations. Nous en avons livré le rez-de-chaussée. À terme, à l'issue des travaux, ce seront plus de 70 associations à demeure qui seront accueillies.*

Chantal Grandière : *Maintenant, sur la vie de quartier et les commerces, ce sont essentiellement des frais de personnel. Il y a les subventions qui sont données et attribuées au comité d'animation, au CLEP. Il y a le droit des femmes, les projets collaboratifs. Sur la partie investissement, cela concerne essentiellement la maison de quartier de Grenoux et les recettes de la CAF. Sur la deuxième diapositive, sur la vie associative et les plans qualité maisons de quartier, ce sont tous les travaux d'amélioration, les changements de fenêtres, les travaux d'embellissement à la maison de quartier des Pommeraies, l'ascenseur de la maison de quartier d'Avesnières, des agrandissements sur la maison de quartier de Grenoux, des cuisines sur le Tertre et la maison de quartier des Fourches. Sur la vie citoyenne, c'est aussi l'amélioration des accueils dans les maisons de quartier, les équipements et des logiciels, et puis les projets collaboratifs qui se font dans tous les quartiers, avec de beaux projets comme la fête d'Avesnières, la semaine de santé au travail. Il y a les travaux qui sont faits aussi avec l'EHPAD sur la maison de quartier du Pavement. Il y a les journées citoyennes. Cela concerne aussi la réalisation des conseils des sages, tous les projets qui sont menés en cours. Il y en a 14. Ils ont été aussi cités en exemple par la Fédération des villes et le Conseil des sages pour leur dynamisme et leurs projets innovants. Il y a également la généralisation des contrats pour les activités techniques avec le PEP 53, qui est un groupement d'employeurs.*

Didier Pillon : *Vous avez ici un récapitulatif. Il s'agit de savoir que pour la culture et le patrimoine, la ville de Laval engage 5 700 000 €, auxquels il convient d'ajouter 400 000 € de recettes. Ces 400 000 € de recettes sont essentiellement des subventions que l'État nous accorde dans des opérations monuments historiques. Sur ces 5 700 000 €, il faut que vous pensiez également qu'au niveau de l'agglomération, il y a à peu près 4 millions pour le conservatoire. Puisque je rappelle que pour tout ce qui est enseignement artistique, la compétence a été totalement envoyée vers l'agglomération, de sorte qu'aujourd'hui, il reste dans nos compétences environ 900 000 € qui correspondent à tout ce qui est animation, conservation du patrimoine et toutes les animations également touristiques en lien avec le patrimoine. C'est donc un petit 900 000 €. Pour la lecture publique, c'est 1,6 million d'euros. C'est essentiellement la part de la ville de Laval dans le fonctionnement de la bibliothèque municipale et de ses deux antennes. Étant précisé que maintenant, l'agglomération a également pris une partie de cette compétence.*

Il y a donc des dépenses en fonctionnement qui n'apparaissent pas ici. Il reste donc environ 3 100 000 € autour de ce qu'on appelle la création et la diffusion artistiques. C'est bien l'implication de la ville de Laval dans les services. C'est-à-dire que tout à l'heure, il y a également un sujet qui sera important, les associations. Il est donc bien clair que tout ce qui est associations culturelles, soutien aux compagnies n'apparaît pas dans ces 3 100 000 €. C'est essentiellement le fonctionnement du musée le MANAS. C'est essentiellement le théâtre. Il y a également une opération importante que nous avons lancée depuis quelques années, je vous le rappelle, qui est le fameux contrat local d'éducation artistique et culturelle, passé avec le ministère de la Culture et le ministère de l'Éducation nationale. Ce sont donc toutes les actions de sensibilisation qui se font notamment à travers des écoles. Voilà, en gros, pour le fonctionnement autour de la culture.

S'agissant de l'investissement, juste à côté, c'est environ 3 900 000 €. Bien évidemment, la très grosse partie des investissements en termes culturels est liée au chantier dont a parlé François tout à l'heure, c'est-à-dire le Crédit foncier. Les travaux ont véritablement commencé. Je rappelle que c'est l'agglomération qui a la maîtrise d'ouvrage. Mais c'est donc bien la participation de la ville dans une première grande tranche importante. Le reste des investissements en matière culturelle est essentiellement lié à ce qu'on appelle le plan qualité équipements culturels pluriannuel. Vous savez que c'est cette somme d'environ 200 à 250 000 € qui nous permet d'engager les dépenses de maintien des monuments historiques ou des équipements culturels. C'est donc aussi un moyen de réagir rapidement à des besoins quand il y a des problèmes de toiture ou de fenêtres. Voilà donc essentiellement les deux dépenses. Les petites dépenses dans le domaine de la lecture publique et dans le domaine de l'animation touristique et du patrimoine, c'est vraiment du petit matériel qui accompagne les animations dans ce domaine.

Alexandre Lanoë : *Pour la partie sportive, nous sommes sur un budget d'à peu près 3 millions d'euros répartis en fonctionnement et en investissement. Il y a un peu plus de 2 millions d'euros en fonctionnement, représenté à peu près à parts égales, avec quand même quelques deltas, entre 1,2 million d'euros pour les équipements sportifs de proximité. C'est principalement du fonctionnement. Ce sont les dépenses de personnels qui sont à l'entretien, au sein de la direction des sports, de ces équipements, ainsi que les coûts de fluides. L'autre partie concerne principalement des subventions portant tant sur le soutien à la pratique et à l'événementiel sportif que sur le soutien au sport de haut niveau. Ce sont des dépenses de subventions assez importantes depuis un certain nombre d'années, voire même depuis plusieurs dizaines d'années sur cette partie en fonctionnement pour le sport. Puisque le choix des différentes équipes qui se sont succédé depuis de nombreuses années a été de dire que nous avons un tissu associatif, en l'occurrence sportif, très riche, très dynamique, et qu'il faut travailler en partenariat, ou comme on dit aujourd'hui, en coconstruction.*

Sur la partie investissement, nous nous retrouvons avec un budget qui est plus conséquent que les années passées. Vous noterez que sur le budget primitif 2020, nous sommes sur une somme de 565 000 €, répartis, d'une part, avec le traditionnel plan qualité des équipements sportifs, ainsi que sur ce qu'on a dénommé le plan gymnase, à hauteur cette année de 325 000 €. Car sur les années 2019, 2020, 2021, nous avons engagé un montant de travaux d'un peu plus d'un million d'euros dans le cadre d'une stratégie pluriannuelle d'investissement. Puisque c'est ainsi que le patrimoine doit être géré.

En l'occurrence, sur le plan sportif, nous le gérons de cette manière. Nous pouvons aussi investir autant sur ces trois prochaines années grâce au soutien d'une structure, en l'occurrence le conseil départemental. Je ne tiens pas forcément à jeter des lauriers aux uns et aux autres, mais nous savons que sur le domaine de la politique sportive, nous sommes sur des situations assez particulières puisque nous ne bénéficions pas des mannes régulières de l'agence régionale de santé ou des mannes régulières de la CAF. Je me réjouis donc qu'aujourd'hui, nous puissions investir massivement dans l'entretien et la rénovation de notre patrimoine sportif.

Gwendoline Galou : *Il y a deux choses assez distinctes dans le budget solidarité/santé. Tout d'abord, sur la santé, vous voyez 100 000 € qui correspondent à des frais de personnels uniquement. Les recettes sont de 200 000 € et correspondent à des subventions de l'agence régionale de santé. Le gros de la subvention est pour le CCAS, 2 millions d'euros. Mais cela ne rend pas honneur à notre politique sociale. La réalité, c'est un budget de 14 millions d'euros, répartis en quatre budgets. Le budget des EHPAD est de près de 6,4 millions d'euros. Le budget du service infirmier à domicile est de 1,6 million d'euros. Il y a un nouveau budget qui est celui de l'accueil de jour, attendant à la plate-forme de répit des aidants. Et il y a le budget principal, qui est de 5 millions d'euros. Ce budget principal nous permet de réaliser notre action sociale, que ce soit l'accompagnement des réfugiés, des personnes en logement temporaire, le RSA, le fonds d'aide aux jeunes, le maintien à domicile, la livraison des repas, la téléalarme, l'équipe d'appui en adaptation et réadaptation, ainsi que l'aide au fonctionnement du centre Henri Dunant, qui nous coûte environ 60 000 € par an, avec la mise à disposition d'un agent, le règlement du loyer et des travaux qui ont permis de s'y installer.*

Xavier Dubourg : *La rubrique aménagement concerne en fait les projets urbains que même la collectivité de longue haleine. Il y a 300 000 € de dépenses de fonctionnement et 600 000 € de dépenses d'investissement, auxquels il conviendrait là aussi d'ajouter les budgets qui sont hébergés à la SPL, qui est concessionnaire des deux ZAC. C'est pour cela que vous voyez apparaître en dépenses uniquement les projets concernant le projet action cœur de ville du centre-ville, pour 420 000 €, dont nous avons eu l'occasion de prendre une délibération sur l'APCP, lors du dernier conseil municipal. Vous voyez un budget de 666 000 € pour le projet de Saint-Nicolas. Là encore, il faut rappeler que le projet ANRU de Saint-Nicolas est très massivement porté par les deux bailleurs Méduane Habitat et Méduane Habitat, qui vont investir dans le cadre du projet ANRU plus de 80 millions d'euros pour la réhabilitation des logements et la résidentialisation. La collectivité accompagne ces travaux de réhabilitation et de résidentialisation, notamment par la réfection des voiries. En l'occurrence, l'année prochaine, il s'agira du boulevard Kellermann et de la rue Soulte, qui feront l'objet de travaux pour accompagner les opérations de Méduane habitat.*

Danielle Jacoviac : *Pour le fonctionnement de l'administration générale, au niveau des dépenses, nous sommes à 8,1 millions d'euros qui se déclinent, comme vous le voyez dans la diapositive, sur la partie en haut à droite, entre les moyens généraux pour 2 millions d'euros, la sécurité juridique et la commande publique pour 0,2 million d'euros, la gestion du patrimoine bâti et foncier pour 3,2 millions d'euros, les systèmes d'information et de communication pour 0,3 million d'euros, la gestion des ressources humaines pour 1,7 million d'euros, la gestion budgétaire et financière pour 0,7 million d'euros. Quant aux recettes, toujours pour le fonctionnement, elles s'élèvent à 2,9 millions d'euros. Pour l'investissement, les dépenses sont de 1,5 million d'euros, les recettes de 0,1 million d'euros. Pour les dépenses, vous avez le détail sur la diapositive suivante. Pour les moyens généraux, c'est 389 000 € avec le parc véhicules pour 375 000 €, la sécurité juridique et la commande publique pour 76 000 €, la gestion du patrimoine bâti et foncier pour 743 000 €, avec dans cette somme l'accessibilité aux bâtiments à hauteur de 150 000 €, le plan qualité équipements publics pour 200 000 € et le centre administratif municipal pour 230 000 €. Le système d'information et de télécommunication est à 246 000 €, la gestion des ressources humaines à 25 000 €. La gestion budgétaire et financière est à 20 000 €.*

Philippe Habault : *Concernant le pilotage stratégique et la performance, il s'agit d'une mission support. C'est essentiellement de la masse salariale que nous devons constater. En fonctionnement, vous voyez les dépenses de 1,8 million d'euros, qui se décomposent en 630 000 € pour la communication externe et l'animation commerciale et 1,2 million d'euros en vie communale et communautaire. Il y a fort peu de recettes : 30 000 €. Il y a également fort peu de dépenses d'investissement : 10 000 €. Il y a peu de recettes d'investissement. Je terminerai donc cette présentation du BP par un petit mot de deux budgets annexes que nous avons encore. Le budget Beauregard : vous le savez, nous avons toujours ce terrain dans notre portefeuille. Rien ne bouge : aucune inscription. Il n'y a donc rien de nouveau sur le budget Beauregard. Enfin, sur le budget parking, le seul changement est une augmentation de la subvention du BP à ce budget annexe, de 45 000 €, pour combler la diminution du reversement du délégataire.*

Claude Gourvil : *Comme vous le savez tous, je ne suis pas un spécialiste du budget. Donc, je voulais remercier Monsieur Habault, qui, à chaque fois, nous explique les tenants et les aboutissants de la politique budgétaire. Je prends cela comme une action plus pédagogique que condescendante. Même si la dernière fois, vous m'avez dit, Monsieur Habault, que nous n'étions pas sur les mêmes bases intellectuelles. Et vous avez raison, j'y ai longuement réfléchi. Nous ne parlons pas de la même chose. C'est normal. Tout adjoint aux finances présente, grâce aux chiffres, grâce à l'échelle des graphiques par exemple, une situation positive. C'est tout à fait normal. Nous serions étonnés que vous nous présentiez une situation très négative. Il y a un certain nombre de choses que chaque collectivité fait, qui sont des choses presque régaliennes des municipalités. Vous les faites. C'est normal également. Mais ce qui m'intéresse, au-delà des chiffres, c'est ce qu'on fait avec l'argent public ou ce qu'on ne fait pas. Vous avez parlé de la capacité d'autofinancement brute, de l'autofinancement net. Tout cela, nous connaissons. Mais que faisons-nous avec, ou que ne faisons-nous pas ? Cela ne va pas être très long. Ce que je remarque, c'est que votre budget ressemble au budget des années précédentes nous pourrions saluer votre persévérance.*

Sauf que cela signe quand même une politique. Je prends par exemple la disparition des agents de BCD bibliothèque centre documentaire dans les écoles. Ils ont disparu. Quand reviendront-ils ? Sans doute jamais, sauf s'il y a un changement de municipalité en mars. Les bibliothèques de quartier ont disparu également. Les écoles non refaites malgré les promesses... c'est vrai que là, vous nous parlez de la Senelle, mais ce sera peut-être fait l'année prochaine, dans trois ans. Ce sera peut-être fini. Depuis quasiment le début du mandat, vous dites que la Senelle était prioritaire. Prioritaire veut dire que cela aurait déjà dû être fait. Depuis presque le début du mandat, vous nous parlez, et les parents l'attendaient et vous ont cru, sans doute comme les enseignants, de l'école d'Hilard. Elle va être refaite l'année prochaine. Seulement, tous les ans, c'est l'année prochaine. Puis à un moment donné, l'année prochaine n'existe plus, parce que cela n'a toujours pas bougé. Vous avez par exemple précipité les cessions. Il y a trois cessions sur Méduane Habitat, au dernier conseil municipal. C'est précipité. Peut-être que cela aurait pu être un peu plus étalé. Nous comprenons que vous ayez besoin de boucler vos budgets. Nous remarquons quand même qu'avec cet argent, même si vous avez des plans qualité espaces publics, etc., qui coûtent entre 200 et 300 000 €, et qui sont assez pauvres finalement, les quartiers, malgré tout, ne sont pas très bien entretenus, et quelquefois même très mal. Ce n'est pas la faute des personnes qui nettoient. C'est sans doute « la faute » des personnes qui salissent. Mais c'est la responsabilité de ceux qui nettoient. Et ceux qui nettoient ne sont plus assez nombreux. Ils sont mal outillés. Ils sont démotivés. Les quartiers ne sont pas très bien entretenus. Monsieur Fouquet, tout à l'heure, vous avez « stigmatisé » trois quartiers, Hilard, les Fourches et Saint-Nicolas, sous prétexte qu'il ne faudrait pas faire trop de mixité sociale. La mixité sociale, c'est chacun dans son immeuble. Ce n'est pas un partage des tâches ni des escaliers, j'ai bien compris. Mais au regard de certains quartiers, et le quartier d'Hilard, que je connais bien, c'est jonché quelquefois de déchets. Vous savez que je collectionne numériquement les photos de canettes. J'en ai quelques centaines, à titre plus artistique qu'autre chose, comme une installation que ferait l'ensemble des habitants. Il y a des endroits où elles sont tout le temps là. Je les repère. Il y en a qui sont très belles. J'attends qu'elles soient parfaitement écrasées quelquefois trois mois, six mois. Elles deviennent de la vraie dentelle. Et je me demande s'il n'y a personne pour ramasser cela. Que font nos services ? Ils font ce qu'ils peuvent, avec ce qu'ils ont. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas assez.

Vous parliez des espaces verts, du plan qualité espaces verts, mais l'effectif des espaces verts est en récession importante. Je regarde ce que vous m'avez dit tout à l'heure, ce que vous nous avez présenté, avec 68 000 € sur la qualité des espaces verts. Vous vous rendez compte que dans les marchés publics et accords-cadres, sur lesquels nous ne sommes pas intervenus, vous avez acquis une tondeuse hélicoïdale pour 10 000 € de plus ? C'est-à-dire que pour une tondeuse, on va dépenser 10 000 € de plus que pour l'ensemble de l'entretien et du plan qualité des espaces verts. Une tondeuse hélicoïdale, pour ceux qui savent, c'est essentiellement pour les terrains de sport, de foot. Vous voyez un peu la différence ? Certes, c'est un investissement qui va durer un certain nombre d'années. Mais il n'empêche que je vois une sacrée différence : 10 000 € de plus pour une tondeuse que pour l'ensemble des espaces verts. Nous sommes déjà intervenus dans le débat d'orientations budgétaires sur la hausse des tarifs de cantine, de la restauration scolaire, qui est inversement proportionnelle aux revenus des familles.

Puis il y a une dernière chose qui nous reste vraiment en travers de la gorge et qui est sans doute un peu symbolique de votre démarche en faveur ou en non-faveur des Lavallois. C'est la décision que vous avez prise, sur laquelle vous n'êtes toujours pas revenus dessus, d'augmenter de 169 % le tarif de location de la salle familiale du cimetière des Faluères. Nous considérons que là, c'est une sorte de prise en otage des familles, qui sont captives, dans la douleur, et qui sont obligées d'accepter ces 169 % d'augmentation. Alors que vous auriez pu revenir dessus depuis deux ou trois ans, puisque cela a été décidé.

Tout cela est symbolique de votre politique, au-delà de certaines choses que vous faites et que d'autres équipes auraient pu faire, de toute façon. Voilà l'essentiel de ce que je voulais dire. Je pense qu'on ne fait pas suffisamment au service des Lavalloises et des Lavallois. On ne fait pas suffisamment. C'est vrai qu'à gauche, on veut toujours dépenser plus, hein ? On ne fait pas suffisamment pour les gens les plus fragiles. Un chiffre quand même : 17 % des Lavalloises et des Lavallois sont en dessous du seuil de pauvreté. C'est beaucoup. Pour rappel, ce que nous ne faisons pas, par exemple, pour les élèves, malgré qu'il y ait un certain nombre de choses... si, Madame Clavreul, on est toujours à 3/0 pour les rénovations d'école. Je n'en dirai pas plus sur l'archéologie politique. Je rappelle que les investissements d'aujourd'hui sont les économies de demain, qu'ils soient des investissements physiques ou des investissements sur les jeunes. Nous pensons qu'on ne fait pas assez, au-delà de ce qui peut être dépensé, au-delà des chiffres, au-delà du redressement des finances, etc.

Georges Poirier : *Vous pouvez affirmer ce que vous voulez, Monsieur Habault. Parce que tout ce que vous dites, en général, a été démenti par le récent rapport de la chambre régionale des comptes. Je rappelle qu'elle a quand même dit que la situation était préoccupante. Cela reste un échec patent de votre mandat.*

Vous évoquez la capacité d'autofinancement, qui n'avait pas bougé depuis quelques années. Vous dites qu'elle s'améliore. Vous parlez même d'assainissement. Mais à quoi est-ce dû ? C'est d'abord dû aux truchements de l'amortissement et surtout à la baisse des taux moyens. Cette baisse des taux moyens, vous n'y êtes pour rien. Ils ne font que suivre le marché. Passer à un taux moyen de 2,7 %, ce n'est pas un exploit. D'ailleurs, un taux de 2,7 % aujourd'hui, cela mériterait d'être encore retravaillé.

Quant aux investissements, je vous cite, vous admettez que l'investissement net de 4,5 millions est inférieur aux années précédentes. Ce qui prépare très mal à l'avenir de Laval. Certes, vous ajoutez aussitôt la part de l'investissement sur le conservatoire, dont la maîtrise est faite par l'agglomération. Cela vous arrange d'ailleurs bien que l'enseignement artistique soit désormais passé à l'agglomération.

Sur le conservatoire, je voudrais quand même rappeler, et j'ai récupéré ce que vous aviez dit en 2014, que vous aviez dit qu'on allait faire un conservatoire à Saint-Julien. Vous l'aviez écrit. Je continue. Vous aviez dit que 25 millions, c'était trop cher. « Un vrai quartier pour la culture », c'est écrit noir sur blanc. Vous aviez dit que 25 millions, c'était trop cher, et que vous alliez faire un projet à 10 millions d'euros. Je rappelle qu'au dernier conseil d'agglomération, l'autorisation de programme pour le conservatoire de la rue du Britais était chiffrée à 27 millions. Comme quoi les évaluations n'étaient pas si fausses que cela.

Vous pensez bien que je vais quand même dire un mot des associations. Jusqu'à présent, dans votre budget primitif, il y avait toujours une annexe spécifique aux associations. Aujourd'hui, et c'est peut-être une nouvelle mode comptable... jusqu'à présent, nous avons les associations classées par thématique. Cette fois-ci, nous avons un tableau unique, qui est quand même assez curieux. Parce que le tableau des subventions commence par la subvention d'équilibre au CCAS et se termine par la subvention d'équilibre au budget parking. Cela veut dire que les associations sont prises en sandwich entre les deux. C'est une nouveauté. C'est la première fois que je vois cela dans un document budgétaire. Comme nous n'avons donc pas le tableau habituel, je prends acte du chiffre que vous avez donné, Monsieur Habault, dans votre rapport, qui est donc de 2 250 000 € pour 2020.

C'est l'occasion de regarder tous les budgets primitifs, tous vos budgets primitifs sur cette partie des subventions aux associations : 2020, 2 250 000 €, 2019, 2 219 000 €, 2018, 2 233 000 €, 2017, 2 419 000 €, 2016, 2 500 000 €, 2015, 2 526 000 €. Et je rappelle qu'en 2014, c'était 2 596 000 €. Ce qui veut dire qu'il y a eu une baisse constante, sauf la dernière année. Mais nous savons bien pourquoi. En suivant, il faut toujours se rapporter à ce qui s'était passé en 2014. En six ans, la première année, vous avez baissé de 70 000 €. La deuxième année, vous avez baissé de 96 000 €, etc. Sur six ans, vos budgets primitifs, c'est 1 430 672 € de moins pour les associations. Et je parle bien des budgets primitifs. Je l'avais déjà dit l'année dernière, cela se répète cette année. Vous n'avez pas augmenté d'un centime depuis six ans les subventions aux associations caritatives, alors qu'au mois de novembre, la précarité gagnait du terrain disait le Secours Catholique. Mais aucun geste de votre part, jamais un coup de pouce. Cela a duré quand même pendant six ans.

Puis il y a un point que je n'ai jamais abordé, c'est le service minimum d'information sur les associations. Depuis 2015, vous ne donnez aux élus que le total de l'aide attribuée. En 2014, c'était la loi. Il fallait détailler la part fixe, la part développement, les projets d'exception, les mises à disposition de personnel et l'aide à l'emploi. C'est ce qui a été publié sur les sites. Ce qui doit être connu du public, c'est le montant, non seulement de la subvention financière, mais aussi les aides en nature et les conditions de versement. Je suis donc allé voir sur le site d'un certain nombre de villes similaires. J'ai pris la ville de Saint-Brieuc, 45 000 habitants, maire UDI. Sur son site, pour chaque association, ce qui n'est pas notre cas ici, vous avez le total des aides en nature, la valorisation des bâtiments et le total des subventions. C'est sur le site de Saint-Brieuc. Sur le site de Cholet, ville de 53 000 habitants, divers droite, il y a 30 pages. Je n'en ai pris que deux, parce qu'il y en avait 30. C'est classé par thèmes et vous avez pour chaque association son nom, son adresse, sa subvention, ses avantages en nature. Puis je me suis un peu renseigné. Ce qui est considéré comme le modèle en France dans le milieu associatif, c'est la ville de Douai, qui a 40 000 habitants, divers gauche. Il y a neuf pages. Je suis obligé de beaucoup la réduire parce qu'il y a énormément de cases, sur le site de la ville. Il donne le nom de l'association, le siège social, le Siret, la date de la convention s'il y en a une, la subvention de fonctionnement financière, la subvention action ou la part développement, la subvention investissement s'il y en a une, le subventionnement total, les modalités de versement et les avantages en nature détaillés. C'est la dernière colonne. C'est un modèle du genre. Il donne même les jours et les heures des locaux utilisés. C'est sur le site. Bref, cela fait un gros déficit d'information que vous devez aux Lavallois. La chambre régionale des comptes vous a déjà dit qu'il y avait un gros déficit d'information sur d'autres sujets. Cela continue.

M. le Maire : *Qui d'autre souhaite intervenir ? Marie-Cécile Clavreul.*

Marie-Cécile Clavreul : *Monsieur Gourvil, vous êtes intervenu concernant les travaux dans les écoles. C'est vrai que quand nous sommes arrivés, nous avons dû faire un constat d'une certaine dégradation des équipements scolaires. Je pense qu'aujourd'hui, on peut dire que nos schémas de programmation, qui sont serrés et assez précis, nous ont permis de faire des interventions en termes d'investissement dans toutes les écoles lavalloises, et avec des résultats qui sont assez satisfaisants. Je pense que vous pourriez aller en visiter quelques-unes. Vous seriez assez étonné.*

Autre point, concernant la Senelle, je vous ai déjà dit que nous étions en site occupé. Le bâtiment élémentaire de l'école de la Senelle est bouclé quasiment en termes de rénovation. Puisque son accessibilité sera terminée dès le mois de juin l'année prochaine. Par contre, nous le poursuivons puisque nous le faisons en même temps que l'accueil des enfants. Vous avez pu constater au mois de juin dernier qu'il n'était pas toujours facile de gérer des travaux avec la présence d'enfants. Ces points doivent donc être gérés au plus près bien évidemment des travaux réalisés.

Autre élément important, mais c'est vrai qu'il peut paraître moins visible mais si vous y regardez d'un peu plus près, notamment les façades des écoles, il y a près de 650 000 € qui ont été consacrés à toutes les rénovations de portes et fenêtres. Puisque tout a été enlevé. Nous sommes passés sur un schéma de portes et fenêtres nettement plus satisfaisant du point de vue de l'étanchéité. C'est donc 650 000 € et ce n'est pas rien en termes d'investissement dans les écoles.

Autre point, vous indiquez que les agents de BCD ont disparu. Je serais inquiète pour eux, mais non, ils n'ont pas disparu. Ils sont à la lecture publique, à la direction des affaires culturelles. Ils sont passés sous une autre direction, avec une redéfinition de leur mission et aussi une formation plus adaptée au service dans lequel ils ont été intégrés. Nous avons proposé aux écoles, comme nous le faisons pour les autres activités culturelles ou sportives, des interventions sur le temps scolaire qui, je le rappelle, avaient été supprimées par votre équipe quand vous étiez en place. Nous les avons donc réintroduites et complétées avec les interventions des médiateurs de bibliothèque. À la demande des projets d'école, chaque année, nous les déterminons. Il y a près de 200 projets d'école qui sont faits par nos agents municipaux, médiateurs culturels, sportifs, sur le temps scolaire. Il y a des interventions concernant la lecture et des prêts de livres, avec une mise à disposition d'un service qui est professionnel sur le sujet et qui peut apporter tous les conseils nécessaires aux enseignants et aux directeurs d'école. Je pense plutôt que nous avons amélioré le service, que nous avons évité que des agents se retrouvent seuls dans des écoles où ils n'avaient pas toujours trouvé leur place. Ils ont là, pour le coup, intégré une vraie mission d'intervention auprès des écoles.

Xavier Dubourg : *Monsieur Gourvil, Monsieur Poirier, vous jouez à un jeu dangereux. Nous sommes en train de parler du budget primitif 2020, et vous vous lancez dans une opération, comme vous l'avez dit, Monsieur Gourvil, d'archéologie politique. Puisque vous êtes en train de passer en revue l'ensemble des budgets depuis le début de notre mandat, pour voir ce que nous avons fait. Nous n'allons pas reprendre la liste, parce que cela va être très long. Vous citez allègrement, comme cela vous arrange, des extraits choisis du rapport de la chambre régionale des comptes. Vous jouez à un jeu là encore très dangereux.*

Je vous rappelle que la période d'analyse du rapport de la chambre régionale des comptes débute en 2013. C'est donc deux budgets, un peu plus d'un an. Les observations portent sur l'ensemble de la période. Et bizarrement, il n'y a pas de réponse sur cette période.

Oui, ce que dit la chambre régionale des comptes doit être vrai, puisque personne n'argumente contre. Nous, nous avons donné des éléments de réponse sur le budget. Vous ne pouvez donc pas allègrement mélanger ce qui ressort du budget prévisionnel 2020, ce qui ressort d'un rapport qui couvre la période 2013-2018, en omettant allègrement ce qui s'est passé en 2019. C'est sans doute une année où il ne s'est rien passé. Mais vous mélangez un peu des arguments qui ne sont pas vraiment comparables.

Monsieur Gourvil, vous évoquez le fait de trop faibles investissements, qui ne serait pas porteur d'économies pour demain. Lorsque nous gérons activement, comme nous l'avons fait depuis le début du mandat, le patrimoine municipal, en procédant à des acquisitions et à des cessions... nous avons procédé à l'acquisition de l'immeuble de la rue du Britais, pour le rentrer dans le patrimoine public. Nous avons effectivement vendu des biens que vous n'avez pas su entretenir, non plus. Nous avons donc fait une gestion dynamique du patrimoine municipal. Quand, comme Marie-Cécile Clavreul le dit, nous avons changé cette année plus de 600 fenêtres, nous générons des économies pour demain. Parce que c'est, outre un confort pour les occupants de ces locaux municipaux, des économies de chauffage aussi pour les bâtiments.

Puis une petite pique personnelle, Monsieur Gourvil, vous ne pouvez pas m'en empêcher. Nous y sommes habitués. Vous nous dites que vous collectionnez allègrement les photos de canettes dans les rues de la ville. Je vous invite juste à faire un geste citoyen, Monsieur : plutôt que de prendre en photo la même canette trois semaines de suite, ramassez-la, mettez-la dans la poubelle.

Alexandre Lanoë : *Comme d'habitude avec Monsieur Poirier, il est toujours question d'argent. Puisque Monsieur Poirier doit croire qu'avec les associations, il ne doit être question que d'argent. À juste titre, et c'est le jeu en période préélectorale et lors d'un dernier budget de mandature, vous reprenez les années qui se passent. Il y a des fluctuations, effectivement. Vous les notez à juste titre. Moi, je veux juste vous interpeller sur un certain nombre de sujets. Je pense que mes autres collègues en charge des différentes politiques publiques, étant en relation très étroite avec les associations concernant lesdites politiques publiques, pourront vous répondre dans le détail. Il y a eu des mises à disposition de personnel qui ont été retirées, parce qu'il n'y avait plus besoin de faire des mises à disposition de personnel, ou que l'association n'en avait plus besoin. Vous aviez l'association Altercité qui avait une subvention. Elle est passée par le truchement d'un marché. Vous aviez une fameuse association départementale pour laquelle la ville de Laval payé 15 000 € en subvention annuelle, concomitamment avec le département, pour payer la location. Autant de sujets sur lesquels nous pourrions rentrer dans le détail. Mais cela ne sert à rien, nous y passerions la soirée.*

Sur la question du manque de transparence, sur la question de la présentation dans les documents annexes du budget primitif, je ne peux pas vous répondre. Je pense que Philippe Habault saura mieux le faire que moi. Si vous considérez qu'il y a un manque de transparence, Monsieur Poirier, je vous invite soit à saisir les services de la ville, soit à saisir la commission d'accès aux documents administratifs. Parce que nous ne sommes pas dans une république bananière, ici.

Philippe Habault : *Je trouve que ce soir, il y a quand même une nouveauté. À titre personnel, j'en suis un peu déçu. C'est que vous ne m'avez pas qualifié de faiseur de numéros de claquettes. Monsieur Poirier, je suis très déçu, je l'attendais. Quoi qu'il en soit, je suis déçu parce que c'est essentiellement un inventaire à la Prévert que vous nous avez fait. Nous avons l'impression que vous ne savez pas réellement où nous attaquer. Alors, vous nous attaquez partout. C'est la technique du moustique : je pique là, je pique ici, mais cela ne vaut pas la technique du bombardier.*

Vous avez parlé de persévérance dans nos budgets primitifs. Je dois dire que je suis tout à fait d'accord. Effectivement, nous sommes persévérants, parce qu'il faut très peu de temps pour dégrader les finances d'une collectivité. Par contre, il faut beaucoup de temps pour les remettre en état. C'est quelque chose dont il faut tenir compte et dont j'espère, nous tiendrons compte à l'avenir.

Sinon, au hasard, quelques mots relevés : vous avez parlé des cessions. C'est peut-être un dada. Nous, les cessions, nous y croyons. Les cessions, c'est quelque chose qui est de la bonne gestion. C'est quelque chose qui diminue les charges pour la ville, qui crée des emplois, qui crée des logements. Nous continuerons donc à faire des cessions, même si elles ne sont plus indispensables à l'équilibre budgétaire.

Vous avez parlé d'une tondeuse. Peut-être imaginez-vous que nous avons une forme de gouvernement de type monarchie totalitaire et que nous disons aux agents « voilà une tondeuse, débrouillez-vous avec » ? Non, ce n'est pas comme cela que cela se passe. Nous allons voir au travers de nos services. Nous faisons remonter les demandes, ce qu'ils veulent, ce qui leur est nécessaire, ce qu'ils considèrent comme nécessaire dès lors qu'il nous reste un peu d'argent, comme j'avais déjà eu l'occasion de vous l'expliquer il n'y a pas si longtemps. Et on nous a dit « on voudrait bien cette tondeuse, parce que c'est quelque chose qui nous manque ». Nous avons donc acheté la tondeuse. Ce n'était donc pas du tout une décision qui pouvait aller à l'encontre du bien-être des agents.

Sur la baisse des taux, vous avez dit que ce n'était pas grâce à nous. Effectivement, entre 2,7 et 3 %, ce n'est pas grâce à nous. Mais entre 7,9 et 3 %, c'est grâce à nous. C'est nous qui avons supprimé les deux emprunts toxiques de la ville. Je vous rappelle que le dernier que nous avons supprimé, c'était quand même 3,8 millions d'euros par an d'intérêts. Vous voyez qu'avec cela, nous pouvons quand même considérer que la baisse des taux, c'est un peu nous qui nous en sommes occupés. Nous avons aussi, en cours, des compactages d'emprunts. Vous l'avez peut-être vu dans la DM. Nous avons aujourd'hui recompacté un emprunt qui était à un taux d'inflation à plus 3,44 %, soit de l'ordre de 4,5 à 5 %. Nous l'avons renégocié avec un taux à 2 %. C'est quand même aussi une action pour nous.

Puis vous parlez des budgets des associations en disant que ce n'est pas bien, ce qu'on fait. Mais si j'ai bien compris, vous nous reprochez de ne pas valoriser ce que nous faisons en plus de la subvention, c'est bien cela ? Moi, je crois que nous allons refaire parce que cela va beaucoup augmenter facilement tout ce que nous donnons aux associations. Si nous comptons l'EDF.. vous qui avez été très attentif à la lecture du rapport de la Cour des comptes, vous avez vu que la juge a listé toutes les dépenses EDF de tous les bâtiments. Effectivement, si nous nous mettons à ajouter cela aux subventions que nous donnons aux associations, nous allons avoir encore des sommes beaucoup plus favorables à déclarer. Je pense que cela n'ira pas dans votre sens. Pour moi, je suis donc un peu déçu, quand même.

Didier Pillon : *Je voudrais moi aussi revenir sur un certain nombre « d'inexactitudes », on va être gentil, pour ne pas dire « contrevérités », bien que je le pense. Il s'agit de revenir sur deux sujets qui ont été évoqués par Monsieur Gourvil sur la lecture publique, auxquels Marie-Cécile a bien répondu.*

Je crois pouvoir vous dire que les agents qui étaient un peu isolés dans les écoles sont très contents maintenant de faire partie de l'équipe intégrée de la lecture publique et de la bibliothèque. Les postes n'ont donc pas disparu. Ils ont été transférés d'un service à un autre, et notamment dans le service culturel de la lecture publique. Là encore, Marie-Cécile a parfaitement raison : on ne peut pas dire que les postes ont diminué. Ce n'est pas vrai.

Ensuite, on parle également de grands projets comme le Crédit Foncier. Monsieur Poirier, je voudrais quand même vous dire que vous n'avez pas le droit de dire que nous avons transféré à l'agglomération et que cela nous fait bien plaisir, sous-entendu « vous ne payez rien ». Je crois quand même aujourd'hui qu'il faut bien avoir conscience que ce qu'on attend de nous, c'est que les services soient identiques sur toute l'agglomération. Je reviens donc à dire que ce transfert des enseignements artistiques de la ville vers l'agglomération ne peut que rendre service à toute une population, et que la part de la ville de Laval n'a évidemment pas diminué. Puisque nous avons des phénomènes qui sont beaucoup plus maîtrisés par François Zocchetto et Philippe Habault, qui s'appellent la CLECT, où il y a un jeu de compensations financières qui fait que bien évidemment, et vous le pensez aussi, l'agglomération ne va pas prendre des dépenses sans avoir des recettes. La part de la ville de Laval sur les enseignements artistiques n'a donc absolument pas diminué. Nous ne pouvons que nous réjouir que le transfert des enseignements artistiques se fasse sur la totalité de l'agglomération. Parce que cela s'appelle la solidarité. Cela me paraît fondamental.

Enfin, je vais justement terminer sur le chantier du conservatoire et de Saint-Julien. On peut, en 2014, croire à un certain nombre de choses, puisque de toute façon, nous avons aussi, de mémoire... en décembre 2013, et je ne vais pas revenir sur l'échec dramatique du concours qui voulait mettre à Saint-Julien, non seulement les enseignements artistiques, mais une médiathèque et tout un tas d'équipements, qui n'était absolument pas financé, qui n'était que l'affichage. De toute façon, le concours, à la demande du ministère de la Culture, avait été annulé. Nous étions en décembre 2013. Nous, nous sommes arrivés en mars-avril 2014. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'on croyait, dans l'équipe, à la nécessité d'un bâtiment culturel. Mais on diminuait le projet de Saint-Julien. Quand nous avons été véritablement dans le dossier, nous nous sommes dit que ce n'était pas là qu'il fallait le faire. Parce que contrairement à votre vision des choses, il ne fallait pas tout concentrer à un seul endroit de la ville, mais réfléchir sur un rayonnement et un réseau de différents équipements culturels. C'est comme cela que nous sommes partis.

Et pour revenir sur le Crédit foncier, personne ne nous a attaqués, même vous, puisque vous avez voté à l'unanimité ce grand chantier qui, encore une fois, permettait de redonner un sens à du patrimoine. C'est cela aussi, la nécessité de la réflexion. Nous permettions d'avoir un équipement qui n'était pas aussi large que le vôtre, puisque nous y concentrons, ce qui est déjà énorme, tous les enseignements artistiques. Vous me permettrez de dire qu'entre le moment où nous sommes arrivés, où nous croyions peut-être encore qu'il fallait faire quelque chose à Saint-Julien... quand nous avons eu des opportunités, nous sommes tous allés vers le Crédit foncier. Personne ne nous l'a reproché, puisque vous avez voté le projet à l'unanimité avec nous. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que des responsables politiques s'adaptent, profitent d'un certain nombre d'occasions. Le Crédit foncier était totalement inattendu début 2014. Nous étions à la recherche de bâtiments.

Quand nous avons eu l'opportunité du Crédit foncier, tout le monde l'a prise et je crois qu'aujourd'hui, tout le monde s'en réjouit.

Heureusement donc que nous ne sommes pas non plus attachés à une programmation qui serait interchangeable et que nous sommes en train de comprendre et de nous adapter à des opportunités qui se présentent. Je crois que nous avons eu cette réactivité. Je pense qu'elle n'était pas si mauvaise que cela, puisqu'encore une fois, et j'insiste, vous avez voté avec nous à l'unanimité ce projet.

Claude Gourvil : *Monsieur Pillon parle d'inexactitudes. C'est possible, cela peut arriver. Mais Madame Clavreul, je retiens bien ce que j'ai dit, puisque je l'ai même écrit. J'ai dit tout à l'heure que les agents de BCD avaient disparu des écoles. Je n'ai pas dit qu'ils avaient disparu du circuit. Effectivement, ils sont dans le service lecture publique. Mais ils ne sont plus en face des élèves. C'est ce qui compte. Il n'y a plus d'agent de BCD dans les écoles enfin des élèves. J'ai fréquenté quand même un certain nombre d'écoles. Forcément, si votre fils y est, c'est très bien. Mais il n'y a plus d'agent de BCD dans les écoles comme il y en avait avant. Certes, c'était mieux avant, forcément. Mais il n'y a plus de permanence et c'est ce qui compte, la permanence dans les équipes, la permanence des éducateurs. Ils sont dans le service de la lecture publique. Ils vont venir en fonction des projets, des multiples projets qu'il va falloir rédiger un an à l'avance. Cela ne fonctionne pas, ce truc-là. Sincèrement, cela ne fonctionne pas. Les bibliothèques des écoles sont en complète déshérence. Allez visiter toutes les écoles. Il y en a peut-être une ou deux, par-ci, par-là, qui fonctionnent encore. Le reste est en déshérence complète. Bref, chacun son avis, c'est comme cela. Concernant l'histoire de la tondeuse, j'ai pris cela comme une comparaison, Monsieur Habault. On met 68 000 € dans la qualité des espaces verts sur l'ensemble de la ville et on met 79 000 € sur une seule tondeuse. C'est juste pour comparer. Évidemment, ce n'est pas la même chose. Je ne suis pas zinzin. Je sais que ce n'est pas la même chose, mais cela donne quand même une idée entre un investissement pour des terrains de foot et une dépense de fonctionnement pour l'ensemble des espaces publics. Pour finir, Monsieur Dubourg, parce que là, évidemment, on est entre nous, de façon un peu sympa même, quelquefois. Même si nous sommes dans l'opposition et vous dans la majorité. Vous me proposez d'aller ramasser les canettes que je photographie toutes les trois semaines. Premièrement, je ne photographie pas les canettes toutes les trois semaines. Je ne le fais qu'une fois pour chaque canette. Il faut bien comprendre les choses. Oui, je les regarde au fur et à mesure de mes pérégrinations pédestres. Il y en a certaines qui ne bougent pas pendant trois semaines, trois mois, six mois. Cela arrive. Et je suis fort aise qu'elles ne bougent pas, parce qu'elles sont régulièrement piétinées. On roule dessus. Je vous l'ai dit, cela devient de la vraie dentelle. De ce point de vue, c'est donc très beau. Du point de vue de la propreté, c'est autre chose. Moi, je considère, Monsieur Dubourg, et je l'ai dit tout à l'heure, que c'est comme une œuvre d'art contemporaine collective, et peut-être que Monsieur Pillon sera sensible à cela. C'est comme une installation collective. Il ne viendrait à l'idée de personne d'aller, sous prétexte que cela ne nous plaît pas, retirer une œuvre d'art de l'espace public. Je ne le fais donc pas. C'est conceptuel.*

Isabelle Beaudouin : *Juste par rapport à tout ce qui est budget primitif, par rapport au sport, cela fait cinq ans que les jeunes de Laval aimeraient un skate parc. Je vais enfin prendre la parole à ce sujet, même si tout le monde pense qu'il y a tellement de choses beaucoup plus importantes qu'un skate parc. Quand on habite au bord de la mer, les jeunes prennent leur planche et vont surfer. Quand on habite à la montagne, ils prennent leur planche et vont sur les pentes pour dévoiler la montagne. Chez nous, à Laval, ils prennent leur planche et ils essayent de faire du skate. Monsieur Alexandre Lanoë, vraiment, je vous avais déjà interpellé maintes fois. Vous le savez. À chaque fois, c'est du virtuel. Est-ce qu'à un moment donné, on va penser aux jeunes lavallois ? Merci.*

Alexandre Lanoë : *Vous avez raison d'en reparler. C'est vrai que cinq ans, c'est long, mais en même temps, cinq ans, il faut aussi pallier aux urgences. Je ne vais pas revenir sur le discours habituel. Si, malheureusement, les bâtiments ont un certain âge et parfois, quand vous avez un toit-terrasse qui fuit et qu'il faut mettre 30 000 €, ou une installation de chauffage qui vient de tomber et que vous avez un budget à 130 000 €, c'est un peu compliqué. Pour autant, il y a deux projets qui commencent à être menés de front. Le premier est un parcours urbain avec du mobilier urbain en centre-ville, dans le cadre du réaménagement du centre-ville. C'est un premier aspect. J'ai d'ailleurs rencontré les jeunes qui m'ont sollicité la semaine dernière. Mon collègue Florian Marteau a rencontré un certain nombre de jeunes depuis plus de six mois sur le sujet, pour travailler avec eux. Il les a amenés également sur les ateliers de concertation, sur les aménagements urbains de centre-ville. Il y a un deuxième projet, beaucoup plus spécifique, beaucoup plus dans le sens d'un skate parc, qui serait situé sur le quartier Ferrié. Parce que c'est aussi une demande de ces nombreux jeunes. Moi, j'ai le document, j'ai la lettre, j'ai toute la liste des demandeurs. Cela ciblait deux espaces : soit le centre-ville, soit le quartier Ferrié. Comme nous sommes dans cette démarche de faire plutôt un parcours urbain avec du mobilier urbain aménagé, comme dans un certain nombre de villes, et je pense, en l'occurrence, derrière la gare, à Rennes, dans le cadre de la réhabilitation du quartier de la gare de Rennes... l'autre espace beaucoup plus spécifique, sur un skate parc, sur le quartier Ferrié. Après, il restera à déterminer si nous faisons un bowl enterré ou pas, si nous faisons des choses aériennes comme Saint-Nazaire ou Vannes. Mais sur Vannes, je tiens quand même à le préciser, cela a été un coût de 500 000 € pour la collectivité. Les jeunes ne demandent pas forcément cela, mais cela a aussi un coût.*

M. le Maire : *Merci. Y a-t-il d'autres interventions ? Non. En vous écoutant, les uns et les autres, mais en particulier en entendant les propos de l'opposition, j'ai vraiment l'impression qu'ici, tout le monde, et c'est heureux, est convaincu que la situation financière de la ville s'améliore année après année, et que la situation compromise, comme le disait aussi la chambre régionale des comptes, que nous avons trouvée en 2014, aujourd'hui, est certes encore difficile, mais prometteuse pour les années qui viennent. Je n'ai pas entendu de critiques sur le fait que les dépenses de fonctionnement étaient maîtrisées, avec une évolution à 0,5 %. Je n'ai pas entendu de critiques sur le fait que les recettes étaient en progression. Je n'ai pas entendu de critiques sur le fait que pour la sixième année consécutive, nous n'augmentons pas les impôts après les avoir baissés.*

Je n'ai pas entendu de critiques sur le fait que l'investissement est maintenu à un niveau élevé, avec 9,3 millions de sommes consacrées qui viennent s'ajouter au budget que nous allons voter, je l'espère, lundi prochain, à l'agglomération, qui viennent s'ajouter, comme cela a été dit tout à l'heure, aux investissements faits par la société d'économie mixte et la SPL LMA, qui viennent s'ajouter aux nombreux travaux des bailleurs sociaux qui sont initiés dans le cadre du programme ANRU pour la plus grande partie, programme pour lequel c'est la ville et l'agglomération qui ont contractualisé.

Je n'ai pas entendu de critiques non plus sur la baisse significative du montant de la dette, avec une baisse sur un an de 4,5 millions d'euros du stock d'emprunts et une baisse beaucoup plus importante encore si on se réfère à 2014. Finalement donc, je me dis que tout le monde ici devrait voter ce budget. Certes, tout n'est pas parfait. Le service à la population mérite d'être toujours amélioré. Nous avons le souci de produire le meilleur service à un coût maîtrisé. C'est ce qui nous guide. Nous avons le souci d'investir pour préparer l'avenir. On parlera des gros investissements lundi prochain à l'agglomération. Je rappelle que le budget d'investissement de l'agglomération, c'est 57 millions. De façon à éviter toute ambiguïté, pour être clair, parce que je devine ce qui pourra être dit par ailleurs, et notamment à l'extérieur de cette enceinte, nous faisons 4 millions d'euros de sommes consacrées, dans le budget de la ville de Laval, aux travaux du CRD. Nous retrouvons cette somme en effet dans le budget de l'agglomération. Mais le total des investissements de l'agglomération, c'est 57 millions d'euros. Donc, 57 000 000 - 4 000 000 d'euros, car il ne faut pas compter deux fois la même chose, cela fait 53 millions d'euros que l'agglomération va investir en 2020. Sachez que plus de la moitié de cette somme se fera sur la ville de Laval.

Donc, cette amélioration de la situation est le reflet d'un travail important, au jour le jour, pour lequel je remercie les élus de la majorité, pour lequel je remercie les services qui, souvent, dans l'ombre et dans des situations qui ne sont pas faciles, œuvrent en permanence. Ce travail long, progressif doit être poursuivi, comme dit la chambre régionale des comptes. C'est le vœu que je fais pour les années qui viennent. Merci.

Je vais mettre aux voix ce budget 2020. Il est donc adopté.

Nous passons tout de suite autour des impôts directs locaux. C'est assez simple d'ailleurs.

N° S495 - PAGFGV - 2

BUDGET PRIMITIF 2020

Rapporteur : Philippe Habault,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2311-1 et suivants,

Vu le projet de budget primitif 2020, ainsi que la présentation générale, la récapitulation des propositions et les états complémentaires qui y sont annexés,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le projet de budget primitif 2020 est approuvé.

Article 2

Les différents budgets se présentent de la manière suivante :

I - BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

Dépenses

| chapitre | montant |
|---|-------------------|
| 011-CHARGES A CARACTERE GENERAL | 11 443 000 |
| 012-CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 34 886 000 |
| 014-ATTENUATIONS DE PRODUITS | 71 000 |
| 023-VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 4 094 000 |
| 042-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 1 956 000 |
| 65-AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 6 575 000 |
| 66-CHARGES FINANCIERES | 3 300 000 |
| 67-CHARGES EXCEPTIONNELLES | 2 772 000 |
| 68-DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | 10 000 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 65 107 000 |

Recettes

| chapitre | montant |
|---|-------------------|
| 013-ATTENUATIONS DE CHARGES | 193 000 |
| 042-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 178 000 |
| 70-PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 6 501 000 |
| 73-IMPOTS ET TAXES | 37 856 000 |
| 74-DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 17 483 000 |
| 75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 490 000 |
| 76-PRODUITS FINANCIERS | 68 000 |
| 77-PRODUITS EXCEPTIONNELS | 10 000 |
| 78-REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 2 328 000 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 65 107 000 |

Section d'investissement
Dépenses

| chapitre | montant |
|---|-------------------|
| 040-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 178 000 |
| 041-OPERATIONS PATRIMONIALES | 1 000 000 |
| 10-DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 20 000 |
| 16-EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 16 684 000 |
| 20-IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 25 000 |
| 5001-PLAN QUALITE VOIRIE | 913 000 |
| 5002-PLAN QUALITE ESPACES VERTS | 112 000 |
| 5003-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS | 227 000 |
| 5004-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS | 543 000 |
| 5005-PLAN QUALITE ECOLES | 260 000 |
| 5006-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE | 117 000 |
| 5007-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS | 474 000 |
| 5008-PROGRAMME ACCESSIBILITE | 200 000 |
| 5009-DOTATION EQUIPEMENTS | 1 064 000 |
| 5010-DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS | 215 000 |
| 5011-AMENAGEMENTS CENTRE VILLE | 420 000 |
| 5012-PRU SAINT NICOLAS | 66 000 |
| 5024-SECURISATION ESPACES PUBLICS | 50 000 |
| 5028-CUISINE CENTRALE | 30 000 |
| 5029-ESPACE ASSOCIATIF | 360 000 |
| 5100-EAUX PLUVIALES | 190 000 |
| TOTAL DEPENSES DE INVESTISSEMENT | 23 148 000 |

Recettes

| chapitre | montant |
|---|-------------------|
| 021-VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 4 094 000 |
| 024-PRODUITS DES CESSIONS | 2 000 000 |
| 040-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 1 956 000 |
| 041-OPERATIONS PATRIMONIALES | 1 000 000 |
| 10-DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 1 000 000 |
| 13-SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 350 000 |
| 16-EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 12 076 000 |
| 27-AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 81 000 |
| 5001-PLAN QUALITE VOIRIE | 52 000 |
| 5004-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS | 215 000 |
| 5006-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE | 15 000 |
| 5007-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS | 100 000 |
| 5009-DOTATION EQUIPEMENTS | 20 000 |
| 5011-AMENAGEMENTS CENTRE VILLE | 60 000 |
| 5029-ESPACE ASSOCIATIF | 129 000 |
| TOTAL RECETTES DE INVESTISSEMENT | 23 148 000 |

II - BUDGETS ANNEXES**BUDGET LOTISSEMENT DE BEAUREGARD**

Section de fonctionnement
Dépenses

| chapitre | montant |
|--|------------------|
| 042-OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 1 620 000 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 1 620 000 |

Recettes

| chapitre | montant |
|--|------------------|
| 042-OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 1 620 000 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 1 620 000 |

Section d'investissement
Dépenses

| chapitre | montant |
|--|------------------|
| 040-OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 1 620 000 |
| TOTAL DEPENSES DE INVESTISSEMENT | 1 620 000 |

Recettes

| chapitre | montant |
|--|------------------|
| 040-OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 1 620 000 |
| TOTAL RECETTES DE INVESTISSEMENT | 1 620 000 |

BUDGET PARKINGS

Section de fonctionnement

Dépenses

| chapitre | montant |
|---|----------------|
| 042-OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 442 000 |
| 66-CHARGES FINANCIERES | 198 000 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 640 000 |

Recettes

| chapitre | montant |
|---|----------------|
| 042-OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 128 000 |
| 74-SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 344 000 |
| 75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 168 000 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 640 000 |

Section d'investissement

Dépenses

| chapitre | montant |
|---|----------------|
| 040-OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 128 000 |
| 16-EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 314 000 |
| TOTAL DEPENSES DE INVESTISSEMENT | 442 000 |

Recettes

| chapitre | montant |
|---|----------------|
| 040-OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 442 000 |
| TOTAL RECETTES DE INVESTISSEMENT | 442 000 |

Article 3

Le maire est autorisé à verser les subventions aux associations conformément à l'annexe budgétaire figurant dans le budget primitif 2020.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, neuf conseillers municipaux ayant voté contre (Claude Gourvil, Isabelle Beaudouin, Georges Poirier, Isabelle Eymon, Aurélien Guillot, Catherine Romagné et Pascale Cupif).



BUDGET PRIMITIF 2020

Rapport de présentation

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Introduction | 1 |
| 1. Le budget principal | 2 |
| 1.1. Les équilibres financiers | 2 |
| 1.2. Les produits de fonctionnement..... | 4 |
| 1.3. Les charges de fonctionnement..... | 6 |
| 1.4. Le budget par politique publique..... | 8 |
| 1.4.1. Education et famille | 8 |
| 1.4.2. Espaces publics et environnement..... | 9 |
| 1.4.3. Vie démocratique et citoyenneté | 10 |
| 1.4.4. Culture et patrimoine | 11 |
| 1.4.1. Sport | 11 |
| 1.4.2. Solidarité et santé | 12 |
| 1.4.1. Aménagement | 12 |
| 1.4.1. Administration générale | 13 |
| 1.4.2. Pilotage stratégique et performance..... | 14 |
| 2. Les budgets annexes | 15 |
| 2.1. Le budget parkings | 15 |
| 2.2. Budget lotissement Beauregard | 15 |

INTRODUCTION

Le budget primitif (BP) 2020 montre des chiffres en amélioration par rapport au BP 2019.

- **La capacité d'autofinancement brute progresse de 12,4%**

Cet indicateur exprime ce qui reste des recettes pérennes une fois payées les dépenses de fonctionnement et les intérêts de la dette.

En période de raréfaction des recettes, une augmentation de la CAF brute traduit une diminution des dépenses de fonctionnement et/ou une diminution des intérêts versés aux banques par la commune.

- **La capacité d'autofinancement nette s'améliore de 600K€**

Cet indicateur, obtenu en retirant de la CAF brute le capital de dette remboursé dans l'année, montre essentiellement le poids de l'encours de cette dette.

La CAF nette à vocation à rester fortement positive. Pour notre commune, cet indicateur s'améliore de 600K€ mais reste encore négatif. Cette négativité montre que nous devons encore réduire l'encours de notre dette.

Conformément aux données du DOB, nous fixons à 2023 le retour à la positivité de la CAF nette.

Une CAF nette négative n'empêche pas la commune d'investir car il existe des ressources propre à l'investissement (Fond de compensation de la TVA, Subventions, cessions) qui ne participent pas au calcul de la CAF nette.

- **L'encours de dette baisse de 4,5M€ à 71,7M€**

Depuis 2014, l'encours de dette de notre ville sera passé de 84,7M€ à 71,7M€ soit une baisse de 15,4%.

Le montant de l'annuité de dette supporté par la ville est passé de 13,4 M€ en 2015 à 10,3M€ en 2020.

- **Le taux moyen de la dette passe de 3% à 2,7%**

Depuis que la ville a pu négocier sa sortie du dernier « emprunt toxique », le taux moyen de sa dette est passé de 7,9% à 2,7%.

La baisse du poids de la dette constatée en 2020 résulte non seulement de la diminution de l'encours mais aussi de l'optimisation de ses taux d'intérêt.

Ce travail sur la dette doit être poursuivi.

- **Le temps de désendettement de BP à BP passe de 14 ans à 11 ans.**

Le temps de désendettement diminue de manière proportionnelle à l'amélioration des finances d'une collectivité.

Compte tenu de notre politique de contrôle de la dette et des dépenses de fonctionnement, nous attendons encore une amélioration très significative de cet indicateur dans les années à venir.

Dans le même temps :

- **Les taux d'imposition restent abaissés.**

Les taux d'imposition actuels sont suffisants pour que la commune s'acquitte de ses devoirs de service public.

La situation financière de la ville s'améliorant nettement, il n'est pas prévu de les augmenter.

- **Les investissements progressent de 1,1M€ à 9,3M€**

La ville remboursant moins d'intérêt aux banques, c'est fort logiquement que sa capacité à investir augmente.

L'année 2020 verra un investissement en hausse significative sans pour autant augmenter le poids de la dette.

Ces indicateurs convergent pour démontrer l'amélioration de la santé financière de notre commune qui est donc capable de gérer l'argent public en diminuant les coûts liés à la dette et aux dépenses de fonctionnement tout en augmentant les investissements, bénéfiques au territoire et à ses habitants.

Le recours à l'emprunt reste pertinent pour le financement d'investissements structurants dont le coût nécessite un étalement sur plusieurs années. La ville devra cependant veiller à dégager suffisamment d'autofinancement pour éviter le recours excessif à l'emprunt et le retour d'une situation financière dégradée.

1. LE BUDGET PRINCIPAL

1.1. Les équilibres financiers

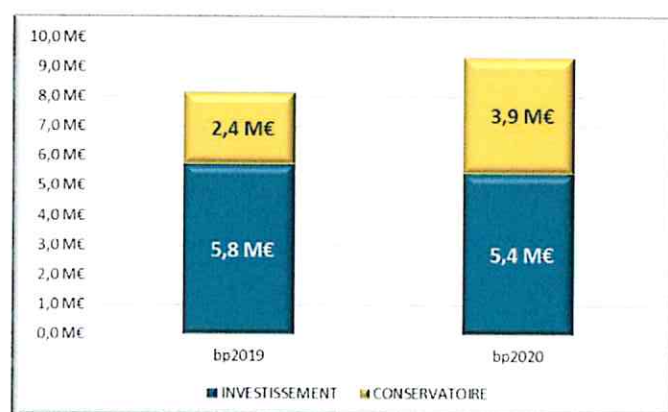
Les produits de fonctionnement s'élèvent à 62,7 M€ pour 56,7 M€ de dépenses de fonctionnement, soit une CAF brute de 6,0 M€. Elle est en progression de 0,7 M€ par rapport à 2019 (5,4 M€) et conforme aux orientations du DOB.

Le remboursement de capital progressant de 0,1M€, la CAF nette progresse de 0,6 M€ et se fixe à - 2,0 M€. Le FCTVA et la taxe d'aménagement devraient être relativement stable et s'élever à 1 M€. Les cessions sont fixées à 2,0 M€.

Au final, l'objectif de disponible pour financement de 1 M€ est atteint.

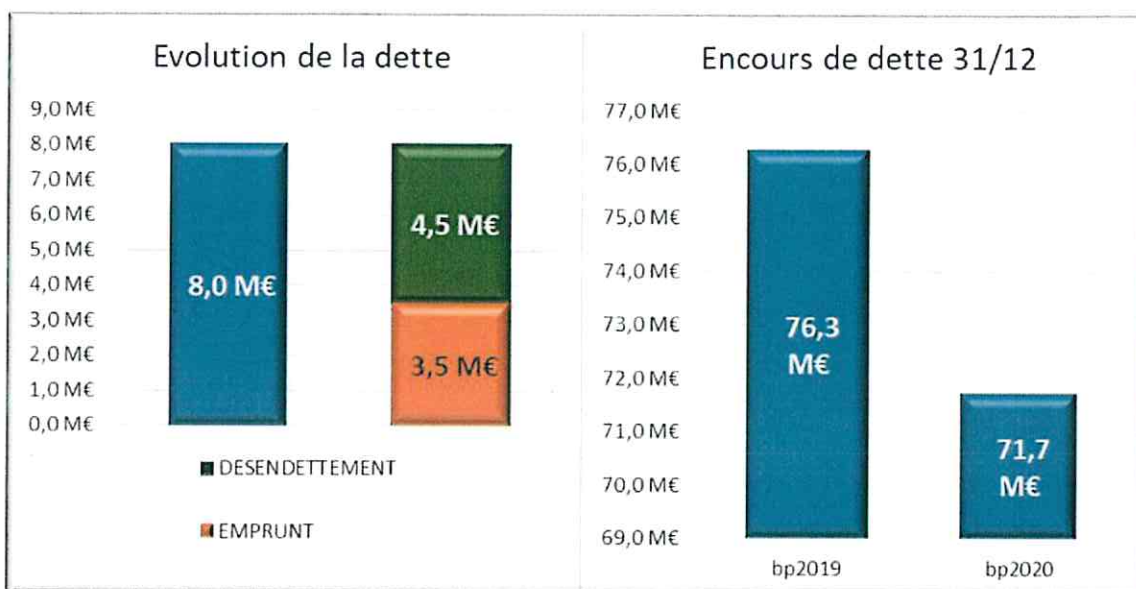
| en milliers d'euro | bp2019 | bp2020 |
|--|---------------|---------------|
| PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (a) | 61 737 | 62 708 |
| PRODUIT DES SERVICES (70) | 6 431 | 6 501 |
| TRAVAUX EN REGIE (72) | 175 | 175 |
| IMPOTS ET TAXES (73) | 37 355 | 37 856 |
| DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74) | 17 149 | 17 483 |
| AUTRES PRODUITS COURANTS (75) | 434 | 490 |
| ATTENUATION DE CHARGES (013) | 188 | 193 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS (77) | 5 | 10 |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT (b) | 56 357 | 56 661 |
| CHARGES A CARACTERE GENERAL (011) | 11 013 | 11 443 |
| CHARGES DE PERSONNEL (012) | 34 660 | 34 886 |
| ATTENUATION DE PRODUIT (014) | 251 | 71 |
| AUTRES CHARGES DE GESTION (65) | 6 558 | 6 575 |
| CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76) | 3 477 | 3 232 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)* | 388 | 444 |
| PROVISIONS (68) | 10 | 10 |
| * Hors reversement des excédents eau et assainissement à l'agglomération financé par une reprise sur provision | | |
| CAF BRUTE (d = a + c - b) | 5 380 | 6 047 |
| - REMBOURSEMENT CAPITAL | 7 960 | 8 027 |
| CAF NETTE (e) | -2 580 | -1 980 |
| RESSOURCES PROPRES D'INVESTISSEMENT (g) | 3 580 | 2 980 |
| FCTVA | 800 | 800 |
| TAXE AMENAGEMENT NET | 180 | 180 |
| CESSIONS | 2 600 | 2 000 |
| DISPONIBLE POUR FINANCEMENT (h = e - f + g) | 1 000 | 1 000 |

Les investissements s'élèvent à 5,4 M€ pour 0,9 M€ de subventions, soit un investissement net de 4,5 M€. Ce niveau, comparable à celui de 2019, est inférieur aux années précédentes, du fait que la maîtrise d'ouvrage du conservatoire est assurée par Laval Agglomération et que la participation de la ville se fait par un prélèvement sur l'attribution de compensation de l'annuité qui en découle. Les dépenses prévues en 2020 pour cette opération par l'agglomération devraient s'élever à 13 M€, soit 3,9 M€ à la charge de la ville portant l'investissement à 9,3 M€.



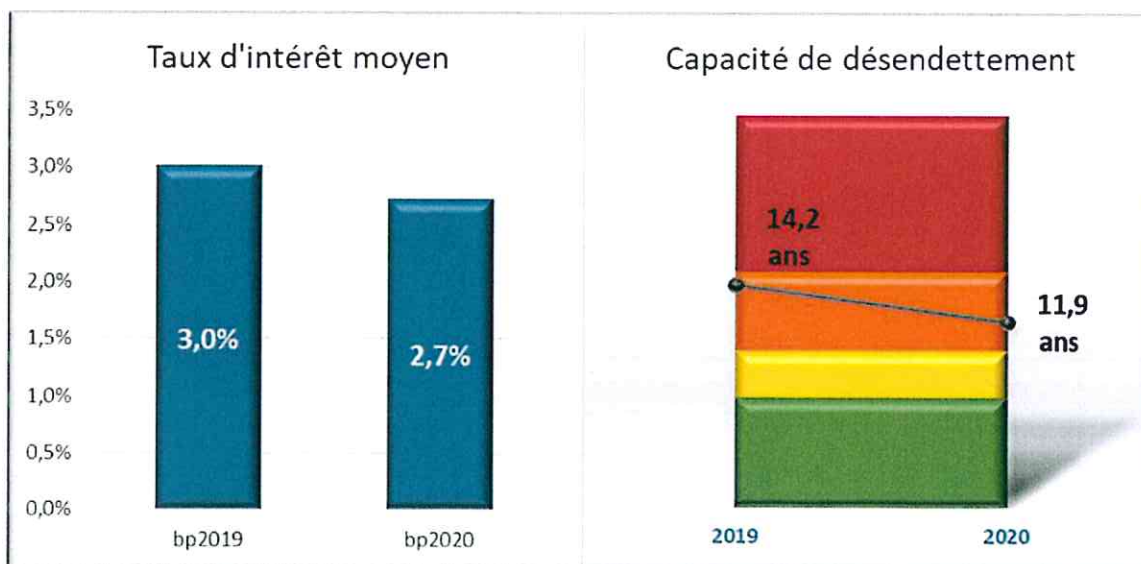
L'investissement net est financé à hauteur de 1 M€ par le disponible pour financement des investissements et 3,5 M€ par des emprunts. Le remboursement de capital s'élevant à 8,0 M€, cela signifie un désendettement de la commune de 4,5 M€. L'encours de dette se fixerait alors à 71,7 M€ au 31 décembre contre 76,3 M€ au 31 décembre 2019.

| en milliers d'euro | bp2019 | bp2020 |
|---------------------------------|--------|--------|
| DISPONIBLE POUR FINANCEMENT (h) | 1 000 | 1 000 |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 5 760 | 5 441 |
| SUBVENTION D'INVESTISSEMENT | 1 150 | 941 |
| INVESTISSEMENTS NETS (i) | 4 610 | 4 500 |
| EMPRUNT D'EQUILIBRE (j = i - h) | 3 610 | 3 500 |



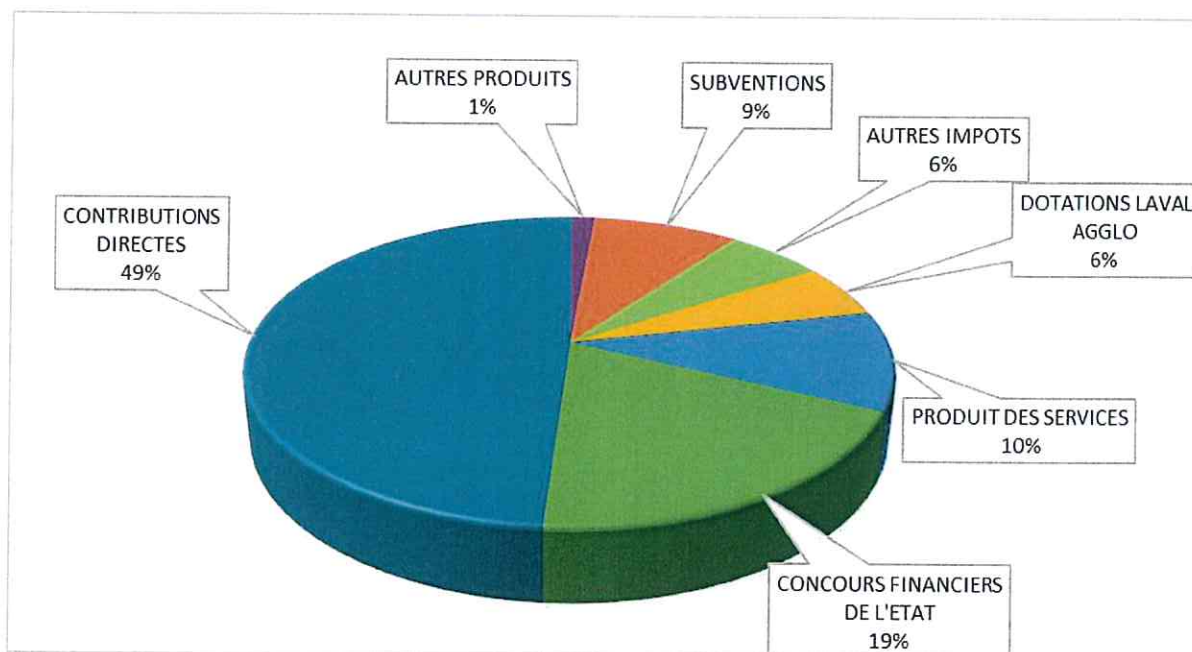
Cette baisse de l'encours conjointe à la progression de la CAF brute permettent une amélioration du délai de désendettement qui passerait de 14,2 années à 11,9 ans.

La faiblesse actuelle des taux d'intérêt va permettre une baisse du taux d'intérêt moyen qui passe de 3,1% à 2,7%.



1.2. Les produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement se composent principalement des contributions directes, des concours financiers de l'Etat et des dotations de Laval Agglomération qui en représentent globalement 74%.



| en milliers d'euro | bp2019 | bp2020 | EVOL° |
|---|---------------|---------------|-------------|
| TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT | 61 737 | 62 708 | 1,6% |
| PRODUIT DES SERVICES (70) | 6 431 | 6 501 | 1,1% |
| TRAVAUX EN REGIE (72) | 175 | 175 | 0,0% |
| IMPOTS ET TAXES (73) | 37 355 | 37 856 | 1,3% |
| DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74) | 17 149 | 17 483 | 1,9% |
| AUTRES PRODUITS COURANTS (75) | 434 | 490 | 12,9% |
| ATTENUATION DE CHARGES (013) | 188 | 193 | 2,7% |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS (77) | 5 | 10 | 100,0% |

- **Les produits des services**

Les produits des services sont en progression de 1,1%. Cette hausse résulte essentiellement des remboursements de carburant par Laval Agglomération et le CCAS du fait de la hausse des prix ainsi que de la restauration scolaire suite à la revalorisation des tarifs nécessaire au financement de l'élargissement d'aliments issus de l'agriculture biologique.

| en milliers d'euro | bp2019 | bp2020 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|
| PRODUIT DES SERVICES (70) | 6 431 | 6 501 |
| MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL | 535 | 549 |
| REMBOURSEMENT DE FRAIS | 615 | 671 |
| REDEVANCE PERISCOLAIRE | 1 474 | 1 515 |
| OCCUPATION DOMAINE PUBLIC TELEPHONIE | 43 | 45 |
| PRESTATION DE SERVICE ARCHEOLOGIE | 0 | 10 |
| REDEVANCE GYMNASSES | 22 | 12 |
| REDEVANCE MAISONS DE QUARTIER | 115 | 53 |
| REDEVANCE CENTRES DE LOISIRS | 280 | 276 |
| REDEVANCE PETITE ENFANCE | 709 | 735 |
| UNIVERSITE POPULAIRE | 23 | 22 |
| AUTRES | 2 615 | 2 615 |

- **Les impôts et taxes :**

Les impôts et taxes sont en progression de 1,3% ceci résultant :

- de l'évolution des contributions directes liée à des constructions nouvelles et à l'actualisation décidée par la Parlement (0,9%),
- des droits de mutation qui sont particulièrement dynamiques ces dernières années,
- le FPIC, le territoire étant redevenu bénéficiaire à compter de 2019.

A l'inverse, les dotations communautaires sont en baisse en raison du financement du conservatoire.

| <i>en milliers d'euro</i> | bp2019 | bp2020 |
|-----------------------------|---------------|---------------|
| IMPOTS ET TAXES (73) | 37 355 | 37 856 |
| CONTRIBUTIONS DIRECTES | 30 000 | 30 700 |
| DOTATIONS COMMUNAUTAIRES | 4 180 | 3 521 |
| DROITS DE MUTATION | 1 250 | 1 500 |
| TAXE ELECTRICITE | 900 | 900 |
| FPIC | 375 | 595 |
| TAXE SUR LA PUBLICITE | 550 | 550 |
| AUTRES | 100 | 90 |

- **Les dotations et participations :**

Elles augmentent de 1,9% par rapport au budget 2019 en raison de la progression des concours financiers de l'Etat et des subventions dans le domaine de la petite enfance, du temps péri-scolaire et du temps extra-scolaire lié à un nouveau contrat enfance jeunesse avec la CAF.

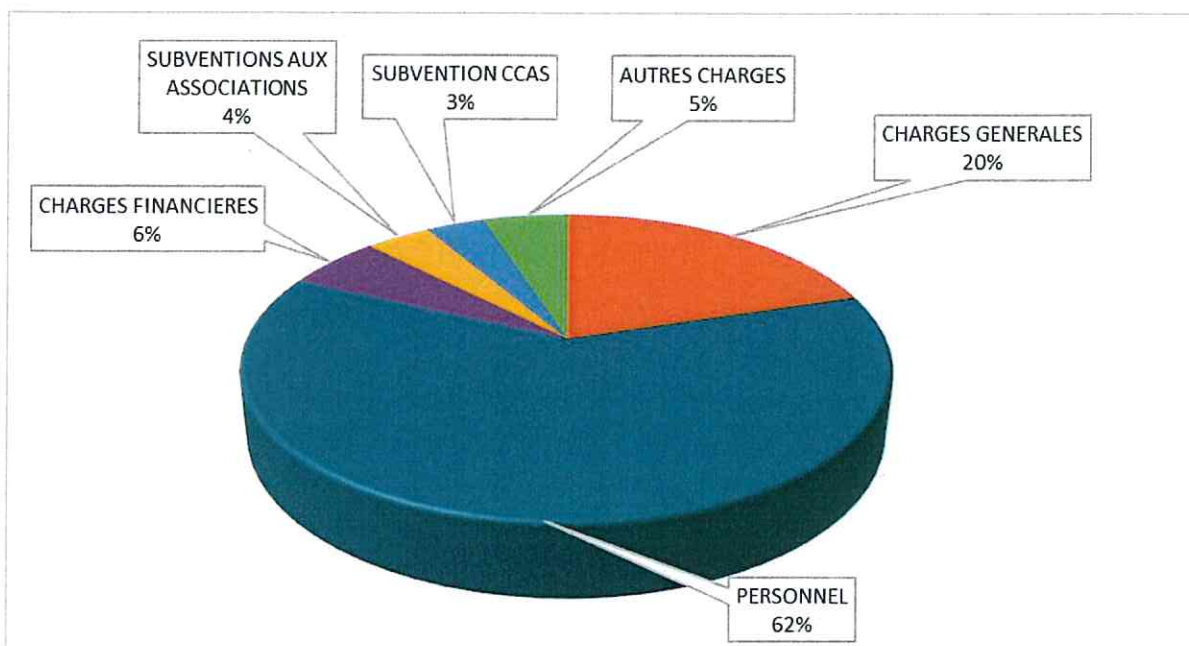
| <i>en milliers d'euro</i> | bp2019 | bp2020 |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74) | 17 149 | 17 483 |
| DOTATION FORFAITAIRE | 7 715 | 7 615 |
| DOTATION SOLIDARITE URBAINE | 1 925 | 2 020 |
| DOTATION PEREQUATION | 610 | 735 |
| COMPENSATIONS FISCALES | 1 630 | 1 670 |
| FONDS DE CONCOURS INTERCOMMUNAL | 500 | 500 |
| SUBVENTIONS PERI SCOLAIRE (TAP) | 926 | 970 |
| SUBVENTIONS EXTRA SCOLAIRE | 524 | 580 |
| SUBVENTIONS PETITE ENFANCE | 2 340 | 2 430 |
| AUTRES | 980 | 964 |

- **Les autres produits de fonctionnement courant :**

Les autres produits de fonctionnement courant sont en progression de 12,9% du fait de l'actualisation de la redevance du délégataire du chauffage urbain et de la progression des loyers..

| <i>en milliers d'euro</i> | bp2019 | bp2020 |
|---|------------|------------|
| AUTRES PRODUITS DE FONCT. COURANT (75) | 434 | 490 |
| LOYERS | 269 | 302 |
| LOCATION SALLE POLYVALENTE | 50 | 50 |
| LOCATION AUTRES SALLES | 20 | 23 |
| REDEVANCE DSP CHAUFFAGE | 80 | 100 |
| AUTRES | 15 | 15 |

1.3. Les charges de fonctionnement



Par rapport à 2019, les charges de fonctionnement sont en progression de 0,5%.

| en milliers d'euro | bp2019 | bp2020 | EVOL° |
|--|---------------|---------------|-------------|
| TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT | 56 357 | 56 661 | 0,5% |
| CHARGES A CARACTERE GENERAL (011) | 11 013 | 11 443 | 3,9% |
| CHARGES DE PERSONNEL (012) | 34 660 | 34 886 | 0,7% |
| ATTENUATION DE PRODUIT (014) | 251 | 71 | -71,7% |
| AUTRES CHARGES DE GESTION (65) | 6 558 | 6 575 | 0,3% |
| CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76) | 3 477 | 3 232 | -7,0% |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES (67) | 388 | 444 | 14,4% |
| PROVISIONS (68) | 10 | 10 | 0,0% |

- **Les charges à caractère général :**

| en milliers d'euro | bp2019 | bp2020 |
|------------------------------------|---------------|---------------|
| CHARGES A CARACTERE GENERAL | 11 013 | 11 443 |
| ALIMENTATION RESTAURATION | 1 196 | 1 317 |
| CARBURANT | 550 | 604 |
| STATIONNEMENT | 472 | 539 |
| FORMATION DES APPRENTIS | 0 | 35 |
| CONTROLES TECHNIQUES BATIMENTS | 42 | 62 |
| MAINTENANCES INFORMATIQUES | 150 | 172 |
| INTERMITTENTS | 10 | 25 |
| PROJETS VIE DE QUARTIER | 23 | 53 |
| ERADICATION NUISIBLES | 15 | 26 |
| FOURRIERE VEHICULES | 18 | 25 |
| PROJET CLEAC | 0 | 18 |
| AUTRES | 8 537 | 8 567 |

Les charges à caractère général sont en augmentation de 3,9%. Cette évolution s'explique principalement par le développement d'aliments issus de l'agriculture biologique dans la restauration, la hausse des prix des carburants, le changement du mode de financement de la formation des

apprentis, le recours à l'ANTI pour les forfaits post stationnement ainsi que la nécessité d'effectuer des contrôles au niveau des bâtiments des défibrillateurs.

- **Les dépenses de personnel :**

Les dépenses de personnel s'élèvent à 34 886 m€, soit une hausse de 0,7%. Ces dépenses intègrent :

- la participation de la collectivité à la mutuelle santé : 110 m€,
- le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) : 167 m€,
- le « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) : 78 m€,
- l'impact de la hausse de taux de cotisation à la CNRACL (47 m€).

- **Les autres charges de gestion :**

Les autres charges de gestion sont globalement stables (+0,3%).

| <i>en milliers d'euro</i> | bp2019 | bp2020 |
|---------------------------------------|--------------|--------------|
| AUTRES CHARGES DE GESTION (65) | 6 558 | 6 575 |
| SUBVENTION CCAS | 1 965 | 1 965 |
| SUBVENTION THEATRE | 640 | 650 |
| SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS | 2 219 | 2 250 |
| <i>dont contrat de ville</i> | <i>40</i> | <i>40</i> |
| CONTRIBUTION ECOLES PRIVEES | 1 058 | 1 058 |
| ELUS | 612 | 612 |
| ORGANISMES DE REGROUPEMENT | 4 | 0 |
| PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES | 60 | 40 |
| AUTRES | 0 | 0 |

- **Les charges financières :**

Les frais financiers sont en diminution de 7%, ce qui s'explique par la faiblesse des taux d'intérêt qui perdure faisant que les nouveaux emprunts ont des taux d'intérêt de l'ordre de 1,9% ainsi que de la diminution de l'encours de dette.

| <i>en milliers d'euro</i> | bp2019 | bp2020 |
|---------------------------|--------------|--------------|
| FRAIS FINANCIERS | 3 477 | 3 232 |
| INTERETS DE LA DETTE | 2 254 | 2 004 |
| SWAP NETS | 73 | 73 |
| INDEMNITE DEFFA | 1 095 | 1 095 |
| AUTRES | 55 | 60 |

- **Les charges exceptionnelles :**

Les dépenses exceptionnelles sont en hausse de 14% principalement en raison de la subvention parking suite à une baisse de la redevance versée par le délégataire.

| <i>en milliers d'euro</i> | bp2019 | bp2020 |
|---------------------------------|------------|------------|
| DEPENSES EXCEPTIONNELLES | 388 | 444 |
| SUBVENTION PARKING | 299 | 344 |
| BONIFICATION INTERETS MEDUANES | 10 | 10 |
| AUTRES | 79 | 90 |

1.4. Le budget par politique publique

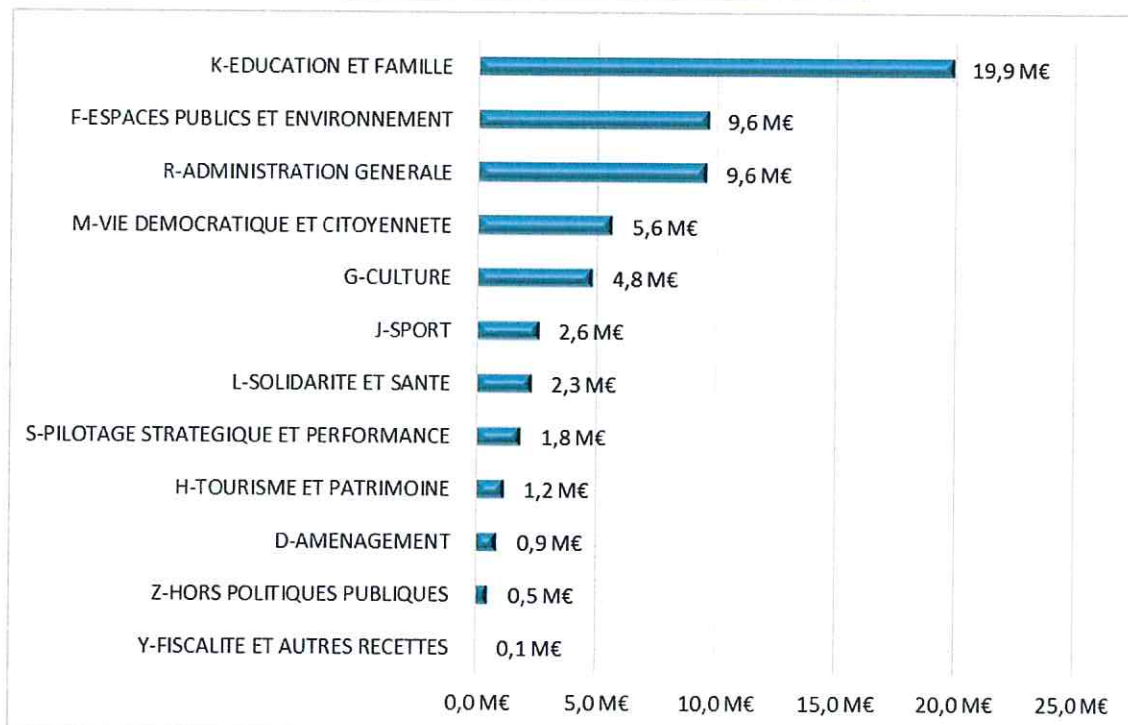
- **Les dépenses de fonctionnement :**

Hors dette, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 53,4 M€. Avec un total de 19,9 M€, la mission "éducation famille" représente 36% de ces dépenses.

- **Les dépenses d'investissement :**

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 5,4 M€. Avec un total de 1,3M€, la mission "espaces publics et environnement" représente 24% de ces dépenses.

Investissement + fonctionnement par mission



1.4.1. EDUCATION ET FAMILLE

Les dépenses de fonctionnement de la politique "éducation et familles" s'élèvent à 19,4 M€ dont 4,7 M€ pour la petite enfance, 9,5 M€ pour l'enfance (écoles et ALSH) et 4,8 M€ pour la restauration collective.

| FONCTIONNEMENT | | |
|-----------------------------------|---------------|--------------|
| en milliers d'euro | DEPENSES | RECETTES |
| KK1-Petite enfance 0-3 ans | 4 710 | 3 166 |
| DONT PERSONNEL | 4 457 | |
| KK2-Enfance 2-12 ans | 9 519 | 2 186 |
| DONT PERSONNEL | 7 410 | |
| KK3-Jeunesse 12-25 ans | 400 | 153 |
| DONT PERSONNEL | 363 | |
| KK5-Restauration collective | 4 752 | 1 715 |
| DONT PERSONNEL | 3 245 | |
| TOTAL EDUCATION ET FAMILLE | 19 381 | 7 219 |

L'investissement s'élève à 0,5 M€ avec notamment des frais de programmistes pour la crèche à Tire d'Aile, les écoles de la Senelle et Hilard et la cuisine centrale.

| INVESTISSEMENT | | |
|---|-----------------|-----------------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| KK1-Petite enfance 0-3 ans | 48 | 0 |
| PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE | 48 | 0 |
| PLAN QUALITE PETITE ENFANCE | 18 | 0 |
| CRECHE A TIRE D'AILE | 30 | 0 |
| KK2-Enfance 2-12 ans | 340 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 44 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 30 | 0 |
| EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS | 14 | 0 |
| PLAN QUALITE ECOLES | 260 | 0 |
| EQUIPEMENT INFORMATIQUE ECOLES | 50 | 0 |
| ECOLE SENELLE | 30 | 0 |
| ECOLE HILARD | 30 | 0 |
| PLAN QUALITE ECOLES | 150 | 0 |
| PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE | 36 | 0 |
| PLAN QUALITE ALSH | 36 | 0 |
| KK3-Jeunesse 12-25 ans | 3 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 3 | 0 |
| KK5-Restauration collective | 90 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 60 | 0 |
| CUISINE CENTRALE | 30 | 0 |
| TOTAL EDUCATION ET FAMILLE | 481 | 0 |

1.4.2. ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de la politique des espaces publics représentent 8,3 M€ dont 6,6 M€ au titre des espaces publics. La sécurité et réglementation représente une dépense de 1,5 M€ pour 2 M€ de recettes apportées notamment par les recettes des horodateurs, le forfait post stationnement et la taxe locale sur la publicité.

| FONCTIONNEMENT | | |
|---|-----------------|-----------------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| FF1-Qualite des espaces publics | 6 829 | 375 |
| DONT PERSONNEL | 5 468 | |
| FF2-Securite et reglementation | 1 489 | 1 920 |
| DONT PERSONNEL | 773 | |
| TOTAL ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT | 8 317 | 2 295 |

En matière d'investissement, il s'élève à 1,3 M€ dont 1,1 M€ au titre de la qualité des espaces publics. En 2020, la rénovation de la rue de Bretagne sera poursuivie.

| INVESTISSEMENT | | |
|---|--------------|------------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| FF1-Qualite des espaces publics | 1 263 | 402 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 42 | 0 |
| PLAN QUALITE ESPACES VERTS | 68 | 0 |
| PLAN QUALITE ESPACES VERTS | 68 | 0 |
| PLAN QUALITE VOIRIE | 913 | 52 |
| PLAN QUALITE ECLAIRAGE PUBLIC | 177 | 0 |
| PLAN QUALITE SIGNALISATION | 30 | 0 |
| PLAN QUALITE VOIRIE | 204 | 0 |
| RUE DE BRETAGNE | 135 | 52 |
| REAMENAGEMENT DE RUES | 367 | 0 |
| PROGRAMME ACCESSIBILITE | 50 | 0 |
| ACCESSIBILITE VOIRIE | 50 | 0 |
| PLUVIAL | 190 | 0 |
| AMENDES DE POLICE | 0 | 350 |
| FF2-Securite et reglementation | 64 | 0 |
| PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS | 14 | 0 |
| POTEAUX INCENDIE | 14 | 0 |
| SECURISATION ESPACES PUBLICS | 50 | 0 |
| MOBILIER URBAIN | 50 | 0 |
| TOTAL ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT | 1 327 | 402 |

1.4.3. VIE DÉMOCRATIQUE ET CITOYENNETÉ

Les dépenses de fonctionnement de la politique "vie démocratique et citoyenneté" s'élèvent à 5,1 M€ dont 2,6 M€ pour la vie des quartiers et des commerces.

| FONCTIONNEMENT | | |
|--|--------------|--------------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| MM1-Democratie locale | 611 | 9 |
| DONT PERSONNEL | 435 | |
| MM2-Vie Citoyenne | 1 644 | 173 |
| DONT PERSONNEL | 1 568 | |
| MM3-Vie des quartiers et commerces | 2 535 | 902 |
| DONT PERSONNEL | 1 932 | |
| MM4-Vie associative | 319 | 4 |
| DONT PERSONNEL | 173 | |
| TOTAL VIE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNETE | 5 110 | 1 087 |

L'investissement s'élève à 0,5 M€ et comprends notamment une nouvelle tranche pour l'espace associatif (0,4 M€).

| INVESTISSEMENT | | |
|--|------------|------------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| MM1-Democratie locale | 32 | 15 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 17 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 2 | 0 |
| EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS | 15 | 0 |
| PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE | 15 | 15 |
| PROJETS COLLABORATIFS | 15 | 15 |
| MM2-Vie Citoyenne | 44 | 0 |
| PLAN QUALITE ESPACES VERTS | 44 | 0 |
| PLAN QUALITE CIMETIERES | 24 | |
| CIMETIERE VAUFLEURY | 20 | |
| MM3-Vie des quartiers et commerces | 43 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 25 | 0 |
| PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE | 18 | 0 |
| PLAN QUALITE MAISONS QUARTIER | 18 | 0 |
| MM4-Vie associative | 362 | 129 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 2 | 0 |
| ESPACE ASSOCIATIF | 360 | 129 |
| TOTAL VIE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNETE | 481 | 144 |

1.4.4. CULTURE ET PATRIMOINE

Les dépenses de fonctionnement de la politique culturelle et du patrimoine représentent 5,7 M€ dont 3,2 M€ pour la création et la diffusion artistiques.

| FONCTIONNEMENT | | |
|--|--------------|------------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| GG2-Creation et diffusion artistiques | 3 220 | 347 |
| DONT PERSONNEL | 1 346 | |
| GG3-Lecture publique | 1 554 | 7 |
| DONT PERSONNEL | 1 369 | |
| HH1-Animation touristique et patrimoniale | 540 | 38 |
| DONT PERSONNEL | 82 | |
| HH4-Gestion / conservation du patrimoine | 361 | 0 |
| DONT PERSONNEL | 303 | |
| TOTAL CULTURE ET PATRIMOINE | 5 675 | 391 |

Les investissements vont s'élever à 0,3M€. A noter que Laval Agglomération est maître d'ouvrage du conservatoire pour lequel la ville participe via un prélèvement sur son attribution de compensation.

| INVESTISSEMENT | | |
|--|------------|-----------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| GG2-Creation et diffusion artistiques | 41 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 26 | |
| SALLE POLYVALENTE | 15 | |
| GG3-Lecture publique | 2 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 2 | |
| HH1-Animation touristique et patrimoniale | 7 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 7 | |
| HH4-Gestion / conservation du patrimoine | 256 | 20 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 44 | 20 |
| PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS | 212 | |
| TOTAL CULTURE ET PATRIMOINE | 307 | 20 |

1.4.1. SPORT

Les dépenses de fonctionnement de la politique sportive s'élèvent à 2,0 M€ dont 1,2 M€ au titre des équipements sportifs de proximité.

| FONCTIONNEMENT | | |
|---|--------------|------------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| JJ2-Equipements sportifs de proximite | 1 219 | 109 |
| DONT PERSONNEL | 670 | |
| JJ3-Soutien au sport de haut niveau | 138 | 0 |
| JJ4-Soutien a la pratique et a l'évènementiel sportif | 701 | 3 |
| DONT PERSONNEL | 148 | |
| TOTAL SPORT | 2 057 | 112 |

L'investissement est prévu à hauteur de 0,6 M€ avec notamment 0,3 M€ pour le plan gymnases.

| INVESTISSEMENT | | |
|---------------------------------------|------------|------------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| JJ2-Equipements sportifs de proximite | 565 | 215 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 22 | 0 |
| PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS | 128 | 0 |
| PLAN GYMNASES | 325 | 215 |
| SOCIETE DES COURSES | 30 | 0 |
| TERRAIN SYNTHETIQUE | 60 | 0 |
| TOTAL SPORT | 565 | 215 |

1.4.2. SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Les dépenses de fonctionnement de la politique "solidarité et santé" s'élèvent à 2,3 M€ dont 2 M€ pour la subvention au CCAS.

| FONCTIONNEMENT | | |
|----------------------------------|--------------|------------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| LL1-Actions sociales | 205 | 171 |
| LL5-Moyens generaux CCAS | 1 955 | 0 |
| LL6-Sante | 132 | 40 |
| DONT PERSONNEL | 87 | |
| TOTAL SOLIDARITE ET SANTE | 2 292 | 211 |

1.4.1. AMÉNAGEMENT

En fonctionnement, la politique de l'aménagement porte essentiellement sur le personnel de l'urbanisme payé par la ville ainsi que sur des opérations de fouille archéologique, ce qui s'élève à 0,3 M€.

| FONCTIONNEMENT | | |
|---------------------------|------------|----------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| DD3-Amenagement urbain | 290 | 0 |
| DONT PERSONNEL | 187 | |
| TOTAL AMENAGEMENT | 290 | 0 |

L'investissement s'élève à 1,1 M€, les principales opérations portant sur la ZAC Ferrié, la finition de la voie nouvelle des Pommeraies, les études du centre-ville et le début des travaux du PRU St Nicolas.

| INVESTISSEMENT <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
|--|-----------------|-----------------|
| DD3-Amenagement urbain | 601 | 60 |
| AMENAGEMENTS CENTRE VILLE | 420 | 60 |
| CENTRE VILLE | 420 | 60 |
| DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS | 115 | 0 |
| EXTENSION ERDF | 85 | 0 |
| SUBVENTIONS FACADES | 30 | 0 |
| PRU SAINT NICOLAS | 66 | 0 |
| BD KELLERAMNN | 42 | 0 |
| RUE SOULT | 24 | 0 |
| TOTAL AMENAGEMENT | 601 | 60 |

1.4.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Les dépenses d'administration générale s'élèvent à 8,1 M€ dont 3,2 M€ pour la gestion du patrimoine et 2,0 M€ aux moyens généraux (garage, imprimerie,...).

| FONCTIONNEMENT <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
|--|-----------------|-----------------|
| RR1-Gestion budgétaire et financière | 742 | 0 |
| DONT PERSONNEL | 16 | |
| RR2-Gestion des Ressources Humaines | 1 712 | 571 |
| DONT PERSONNEL | 1 175 | |
| RR3-Systemes d information et telecommunicat ions | 282 | 86 |
| RR4-Gestion du patrimoine bati et foncier | 3 160 | 1 907 |
| DONT PERSONNEL | 1 820 | |
| RR5-Securite juridique et commande publique | 196 | 5 |
| RR6-Moyens generaux | 1 971 | 348 |
| DONT PERSONNEL | 923 | |
| TOTAL ADMINISTRATION GENERALE | 8 063 | 2 915 |

Les investissements s'élèvent à 1,5 M€ dont 375 m€ de véhicules pour l'ensemble des services, 230 m€ pour le centre administratif et 150m€ pour l'accessibilité des bâtiments.

| INVESTISSEMENT | | |
|---|--------------|------------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| RR1-Gestion budgetaire et financiere | 20 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 20 | 0 |
| EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS | 20 | |
| RR2-Gestion des Ressources Humaines | 25 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 25 | 0 |
| EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS | 25 | |
| RR3-Systemes d information et telecommunicat ions | 246 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 246 | 0 |
| EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS | 201 | |
| PHOTOCOPIEURS | 45 | |
| RR4-Gestion du patrimoine bati et foncier | 743 | 100 |
| DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS | 100 | 0 |
| GESTION FONCIERE | 100 | |
| PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS | 493 | 100 |
| CENTRE ADMINISTRATIF | 230 | 100 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 33 | |
| PLAN QUALITE EQUIPTS PUBLICS | 230 | |
| PROGRAMME ACCESSIBILITE | 150 | 0 |
| ACCESSIBILITE BATIMENTS | 150 | |
| RR5-Securite juridique et commande publique | 76 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 51 | 0 |
| HORS OPERATIONS | 25 | 0 |
| FRAIS INSERTION | 25 | |
| RR6-Moyens generaux | 389 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 389 | 0 |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 14 | |
| PARC VEHICULES | 375 | |
| TOTAL ADMINISTRATION GENERALE | 1 499 | 100 |

1.4.2. PILOTAGE STRATÉGIQUE ET PERFORMANCE

Les dépenses pour le pilotage stratégique s'élèvent à 1,8 M€ en fonctionnement et 9 m€ en investissement.

| FONCTIONNEMENT | | |
|--|--------------|-----------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| SS1-Vie communautaire et communale | 1 197 | 23 |
| DONT PERSONNEL | 546 | |
| SS2-Communication externe et animation commerciale | 632 | 5 |
| DONT PERSONNEL | 390 | |
| TOTAL PILOTAGE STRATEGIQUE ET PERFORMANCE | 1 829 | 28 |

| INVESTISSEMENT | | |
|--|----------|----------|
| <i>en milliers d'euro</i> | DEPENSES | RECETTES |
| SS2-Communication externe | 6 | |
| DOTATION EQUIPEMENTS | 6 | 0 |
| TOTAL PILOTAGE STRATEGIQUE ET PERFORMANCE | 6 | 0 |

2. LES BUDGETS ANNEXES

2.1. Le budget parkings

| <i>en milliers d'euro</i> | bp2019 | bp2020 |
|--|------------|------------|
| PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (a) | 509 | 512 |
| PRODUIT DES SERVICES (70) | | |
| SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (74) | 299 | 344 |
| AUTRES PRODUITS COURANTS (75) | 210 | 168 |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT (b) | 202 | 198 |
| CHARGES A CARACTERE GENERAL (011) | 0 | 0 |
| CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76) | 202 | 198 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES (67) | 0 | 0 |
| EPARGNE BRUTE (c = a - b) | 307 | 314 |
| - REMBOURSEMENT CAPITAL | 299 | 314 |
| CAPACITE AUTOFINANCEMENT (d) | 8 | 0 |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 8 | 0 |
| SUBVENTION D'INVESTISSEMENT | 0 | 0 |
| INVESTISSEMENTS NETS (e) | 8 | 0 |
| EMPRUNT D'EQUILIBRE (f = e - d) | 0 | 0 |
| DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS | 307 | 314 |

Le budget parkings retrace les opérations suivantes :

- Annuités de dette des emprunts conservés par la ville,
- Redevance du délégataire,
- Amortissements des dépenses et subventions d'investissement réalisées.

La diminution de la redevance versée par le délégataire conduit à augmenter la subvention d'équilibre.

2.2. Budget lotissement Beauregard

Seules des écritures d'ordre budgétaire sont inscrites au budget primitif à hauteur de 1 620 m€ correspondant à l'ensemble des dépenses réalisées.

TAUX DES IMPÔTS DIRECTS LOCAUX 2020

Rapporteur : Philippe Habault

I - Présentation de la décision

Le budget primitif 2020 s'équilibre avec un produit des contributions directes de 30 700 m€ qui se fonde sur des taux d'imposition inchangés par rapport à 2015, à savoir 19,96 % pour la taxe d'habitation, 25,91 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties et 35,96 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Il vous est donc proposé de voter le renouvellement de ces mêmes taux d'imposition pour l'année 2020.

II - Impact budgétaire et financier

Les crédits seront inscrits sur le chapitre 73 "Impôts et taxes" du budget principal de la ville de Laval.

Il vous est donc proposé de voter, pour l'année 2020, les taux d'imposition suivant à savoir :

- 19,96 % pour la taxe d'habitation,
- 25,91 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties,
- 35,96 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Philippe Habault : *Monsieur le Maire, sans surprise, nous n'avons pas l'intention d'augmenter les impôts. Nous vous proposons de reconduire les taux actuels : taxe d'habitation, 19,96 %, foncier bâti, 25,91 %, foncier non bâti, 35,96 %. La prospective budgétaire prévoit de ne pas augmenter non plus ces taux sur les six prochaines années.*

M. le Maire : *Merci. Qui est le contre le fait de ne pas augmenter les impôts ? Chacun prend ses responsabilités. Qui est contre le fait de ne pas augmenter les impôts et donc de voter la délibération ? La délibération est assez claire. Je vais donc le dire autrement. Qui est contre la délibération ? Qui s'abstient ? Merci.
Garanties d'emprunt pour la ZAC Laval grande vitesse.*

N° S495 - PAGFGV - 3

TAUX DES IMPÔTS DIRECTS LOCAUX 2020

Rapporteur : Philippe Habault

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29 et les articles L2331-1 et suivants,

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1636B sexies,

Vu le budget primitif 2020 de la ville de Laval,

Considérant que l'équilibre du budget principal de la ville de Laval est assuré, pour partie, par la recette du produit des impôts locaux,

Qu'il convient de fixer le taux d'imposition à 19,96 % pour la taxe d'habitation, 25,91 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties et 35,96 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour obtenir le produit attendu,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Les taux d'imposition, pour l'année 2020, de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties sont les suivants :

- taxe d'habitation : 19,96 %,
- taxe foncière sur les propriétés bâties : 25,91 %,
- taxe foncière sur les propriétés non bâties : 35,96 %.

Article 2

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, trois conseillers municipaux s'étant abstenus (Aurélien Guillot et Catherine Romagné).

GARANTIES D'EMPRUNT POUR LA ZAC LAVAL GRANDE VITESSE ACCORDÉE À LA SPLA LMA

Rapporteur : Danielle Jacoviac

I - Présentation de la décision

La SPLA Laval Mayenne Aménagements (LMA) sollicite la ville de Laval pour une garantie d'emprunt, à hauteur de 40 %, de deux prêts de 1 M€ chacun, sur 7 ans, obtenu auprès du Crédit Agricole du Maine Anjou et de la Banque Populaire Grand Ouest pour le portage des travaux de la ZAC Laval Grande Vitesse (LGV).

Chaque prêt sera constitué d'une phase de mobilisation de 24 mois et d'une phase de remboursement de 6 ans.

Le taux d'intérêt sera un taux fixe de 0,87 % pour chacun des prêts.

Cette garantie se doit de respecter les ratios dits Galland qui plafonne les engagements des collectivités locales en matière de garanties d'emprunts :

- les annuités déjà garanties, majorées de l'annuité de la collectivité et de l'annuité entière de la nouvelle garanties ne doivent pas excéder 50 % des recettes réelles de fonctionnement de la collectivité,
- les annuités garanties pour une même entité ne doivent pas excéder 5 % des recettes réelles de fonctionnement de la collectivité.

en milliers d'euro

| | |
|--|--------|
| Recettes réelles de fonctionnement (RRF) | 61 632 |
| Capacité à garantir (RRF x 50%) | 30 816 |

| | |
|--|---------------|
| Annuité de la collectivité(1) | 11 397 |
| + Annuité déjà garanties | 536 |
| - Annuité déjà garanties ayant fait l'objet de provision | 39 |
| + Annuité garantie nouvel emprunt | 137 |
| = Annuités consolidées | 12 109 |

| | |
|---|--------|
| Capacité à garantir (CG) | 30 816 |
| Capacité individuelle à garantir (CG x 10%) | 3 082 |

| | |
|---|------------|
| Annuité déjà garanties pour la SPLA LMA | 136 |
| + Annuité garantie nouvel emprunt | 137 |
| = Annuité à garantir SPLA LMA | 273 |

Au vu des éléments ci-dessus, cette garantie respecte les ratios Galland.

II -Impact budgétaire et financier

Néant.

Il est proposé d'accorder une garantie, à hauteur de 40 %, à la SPLA LMA, pour le remboursement de deux emprunts de 1 000 000 €, à contracter auprès de la Banque Populaire Grand Ouest et du Crédit Agricole du Maine Anjou, sur une durée de 7ans dont 1 an de mobilisation, pour le financement de la ZAC « LGV ».

Danielle Jacoviac : *Merci, Monsieur le Maire. La SPLA LMA sollicite la ville de Laval pour une garantie d'emprunt à hauteur de 40 %, de deux prêts d'un million d'euros chacun, sur sept ans.*

Ces prêts ont été obtenus auprès, d'une part, du Crédit Agricole du Maine Anjou, d'autre part, de la Banque populaire Grand Ouest, pour le portage des travaux de la Zac LGV.

Je voudrais faire remarquer aux services que dans la délibération, le titre doit être modifié puisque dans la première délibération, c'est bien la BPGO, mais dans l'autre, vous répétez BPGO : il faut transformer en Crédit Agricole Maine Anjou.

Chaque prêt sera constitué d'une phase de mobilisation de 12 mois. Attention, il y a une erreur ici. Ce n'est pas 24, mais 12. Il y aura une phase de remboursement de six ans. Le taux d'intérêt sera un taux fixe de 0,87 % pour chacun des prêts. Cette garantie se doit de respecter les ratios dits Galland qui plafonnent les engagements des collectivités locales en matière de garanties d'emprunts. En dessous, vous avez les critères de ces ratios. Le tableau qui vous est présenté en dessous vous donne les sommes en milliers d'euros et montre que ces garanties respectent ces ratios.

Il vous est donc proposé d'accorder une garantie à hauteur de 40 % à la SPLA LMA, pour le remboursement de deux emprunts de 1 000 000 €, à contracter auprès de la Banque Populaire Grand ouest et de la banque Crédit Agricole Maine Anjou, pour une durée de sept ans dont un an de mobilisation pour le financement de la Zac LGV.

M. le Maire : *Merci. Des questions ? Non, alors je précise que ne participent pas au vote Madame Romagné, Messieurs Dubourg, Habault, Lavenère-Lussan, Aubry, Fouquet et moi-même. C'est adopté.
Reversement 2020 des excédents eau et assainissement, et plus précisément reprise de la provision qui avait été constituée. Philippe Habault.*

N° S495 - PAGFGV - 4

GARANTIES D'EMPRUNT POUR LA ZAC LAVAL GRANDE VITESSE ACCORDÉES À LA SPLA LMA

Rapporteur : Danielle Jacoviac

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29, L2252-1 et L2252-2,

Vu l'article 2298 du code civil,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 février 2014 approuvant la création de la ZAC Laval Grande Vitesse (LGV) sur le site de la gare,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 décembre 2014 approuvant le projet de concession d'aménagement entre la ville de Laval et la société publique locale Laval SPLA,

Vu la demande formulée par la SPLA LMA tendant à obtenir la garantie de la ville de Laval pour l'obtention d'un prêt auprès de la Banque Populaire Grand Ouest et d'un prêt auprès du Crédit Agricole Maine Anjou pour le financement de la ZAC « LGV »,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval accorde sa garantie, à hauteur de 40 %, à la SPLA LMA, pour le remboursement d'un emprunt de 1 000 000 €, à contracter auprès de la Banque Populaire Grand Ouest, sur une durée de 7ans, dont 1 an de mobilisation, pour le financement de la ZAC « LGV ».

Les caractéristiques du prêt consenti par la Banque Populaire Grand Ouest sont les suivantes :

- montant : 1 000 000 €,
- frais de dossier : 1 500 €,
- taux d'intérêt : taux fixe de 0,87 %.

Article 2

La ville de Laval accorde sa garantie, à hauteur de 40 %, à la SPLA LMA, pour le remboursement d'un emprunt de 1 000 000 €, à contracter auprès de Crédit Agricole Maine Anjou, sur une durée de 7 ans, dont 1 ans de mobilisation, pour le financement de la ZAC «LGV».

Les caractéristiques du prêt consenti par le Crédit Agricole Maine Anjou sont les suivantes :

- montant : 1 000 000 €,
- frais de dossier : 1 500 €,
- taux d'intérêt : taux fixe de 0,87 %.

Article 3

La garantie de la ville est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 400 000 € pour chacun des prêts.

Article 4

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout acte à cet effet.

Article 5

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

François Zocchetto, Xavier Dubourg, Philippe Habault, Bruno de Lavenère-Lussan, Patrice Aubry, Catherine Romagné et Jean-Pierre Fouquet ne prennent pas part au vote en leur qualité d'administrateurs de Laval SPLA désormais dénommée SPL LMA.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

REVERSEMENT 2020 DES EXCÉDENTS EAU ET ASSAINISSEMENT ET REPRISE SUR PROVISION

Rapporteur : Philippe Habault

I - Présentation de la décision

Lors du conseil municipal du 19 décembre 2016, le principe de reversement des excédents de l'eau et de l'assainissement a été approuvé.

Après le reversement effectué à Laval Agglomération en 2017, 2018 et 2019 et le prélèvement réalisé au titre des admissions en non valeurs de l'eau et l'assainissement, le solde des excédents qui ont été provisionnés s'élève à 2 327 489,97 €.

Pour 2020, il vous est proposé de reverser ce solde pour financer des travaux sur le territoire de la ville de Laval. Le financement sera assuré par une reprise sur la provision qui a été constituée. Ce reversement s'effectuera sur le premier trimestre 2020.

II - Impact budgétaire et financier

Les dépenses étant financées par une reprise sur la provision qui a été constituée, ceci est neutre budgétairement mais aura un impact sur la situation de la trésorerie de la ville.

Il vous est donc proposé de reverser, en 2020, 2 327 489,97 € à Laval Agglomération, au titre des excédents de l'eau et l'assainissement et d'effectuer une reprise sur provision pour financer cette dépense.

Philippe Habault : *En effet, lors du transfert de la compétence eau et assainissement, les budgets annexes eau et assainissement ont été clos. Ils ont mis en évidence un excédent de fonctionnement. Cet excédent, il a été décidé de le transférer à l'agglomération. Ceci étant, il a été décidé de le transférer en quatre annuités, de manière, d'une part, à ne pas nuire aux besoins d'investissement de l'agglomération par ce délai, et d'autre part, à permettre à la ville de conserver une capacité de trésorerie sans avoir besoin de faire une ligne de trésorerie. Au total, il y avait 7 millions d'euros. Nous sommes à la dernière année de reversement. Cette dernière année de reversement porte sur 2,327 millions d'euros. Vous pouvez compter sur nous pour nous assurer qu'ils participeront bien à des travaux pour la ville de Laval.*

Claude Gourvil : *Monsieur Maurin, au dernier conseil communautaire, vous avez dit que vous saviez à l'avance ce que j'allais dire. Donc vous pouvez faire un petit somme pendant 10 ou 15 secondes. Cela ne va pas être long ni très douloureux. Ce que je remarque, ce que je rappelle, c'est que ces sommes, les excédents du budget annexe eau et assainissement sont les économies par les abonnés sur leur facture. Les années précédentes, vous refusiez le fait que ces excédents soient fléchés vers les Lavallois. Puisque c'était leur argent, finalement. Je remarque donc il y a un changement de cap, que je peux apprécier, même si nous n'avons pas véritablement de projet. Est-ce que c'est du renouvellement, du renforcement, des nouveautés ? On peut aussi faire confiance aux équipes, qui connaissent le sujet et les besoins en termes d'entretien patrimonial des réseaux notamment. Je voulais juste souligner ce changement de cap. Vous reconnaissez finalement que j'avais raison, les années précédentes. Oui, j'avais raison les années précédentes. C'est l'argent des Lavallois. Ce n'est pas l'argent de l'ensemble de Laval agglomération, même si nous avons un devoir de solidarité, j'en conviens, avec les autres communes, et notamment celles qui sont le plus en difficulté avec leur réseau. Malgré que quelquefois, elles aient la responsabilité du non-entretien de leur réseau, soit par elles-mêmes, soit avec leur délégataire qu'elles n'ont pas su contrôler.*

M. le Maire : *Monsieur Gourvil, ne créez pas de disparité là où il n'y en a pas. Nous partageons le même point de vue. D'abord, je rappelle que si nous avons dû faire le transfert de l'eau et de l'assainissement, c'était parce que la loi nous y obligeait, que nous nous serions bien dispensés de cette complexité extrême. Mais je pense qu'au final, tout le monde y gagne, parce que nous améliorons la durée du renouvellement des réseaux, nous optimisons la production d'eau potable et l'assainissement sur toute l'agglomération. Soyez convaincus que les élus de Laval, et notamment Philippe Habault... je ne peux pas trop dire pour Bruno Maurin, puisqu'il est vice-président de l'agglomération. Mais ils sont très vigilants sur le fait que les Lavallois doivent... je m'exprime prudemment, parce que si je disais « au moins récupérer », cela voudrait dire qu'on prendrait un peu plus. Mais la réalité est que vous savez très bien qu'il y a eu plus de travaux de faits sur le territoire de la ville de Laval, avec en particulier la rue de Bretagne et d'autres gros chantiers, que d'argent qui a été reversé. Ne créons donc pas de disparité et votons tous ces délibérations. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Merci. Provision relative au compte épargne temps.*

N° S495 - PAGFGV - 5

REVERSEMENT 2020 DES EXCÉDENTS EAU ET ASSAINISSEMENT ET REPRISE SUR PROVISION

Rapporteur : Philippe Habault

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R2321-2,

Vu la délibération du conseil municipal du 27 juin 2016 approuvant le transfert des compétences eau et assainissement à Laval Agglomération,

Vu les résultats budgétaires arrêtés au 31 décembre 2016 aux budgets de l'eau et de l'assainissement pour un total de 7 522 876,25 €,

Vu la délibération du conseil municipal du 19 décembre 2016 approuvant le principe de reversement des résultats de l'eau assainissement,

Vu la délibération du conseil municipal du 18 décembre 2017 approuvant le versement à Laval Agglomération d'un montant de 2 259 598,90 €, dont 2 200 000 € au titre des résultats de l'eau et de l'assainissement et 59 598,90 € de la neutralisation des rattachements,

Vu la délibération du conseil municipal du 18 décembre 2017 constituant une provision des excédents de l'eau et l'assainissement pour un total de 5 322 876,25 €,

Vu la délibération du conseil municipal du 17 décembre 2018 approuvant le versement à Laval Agglomération d'un montant de 900 000 € au titre des résultats de l'eau et de l'assainissement financé par une reprise équivalente sur la provision constituée et prélevant sur la provision un montant de 95 386,28 € au titre des admissions en non valeurs,

Vu la délibération du conseil municipal du 24 juin 2019 approuvant le versement à Laval Agglomération d'un montant de 2 000 000 € au titre des résultats de l'eau et de l'assainissement financé par une reprise équivalente sur la provision constituée,

Considérant que la provision s'élève à 2 327 489,97 €,

Qu'il est prévu de reverser ces résultats,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval reverse à Laval Agglomération 2 327 489,97 € en 2020 au titre des excédents de l'eau et de l'assainissement réparti de la manière suivante :

| | Eau | Assainissement | Total |
|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|
| Fonctionnement | 1 787 020,89 | 540 469,08 | 2 327 489,97 |

Article 2

Le versement s'effectuera sur le 1er trimestre 2020.

Article 3

Il est repris sur l'exercice 2020 un montant de 2 237 489,97 € sur la provision constituée au titre des excédents de l'eau et de l'assainissement.

Article 4

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 5

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

PROVISION RELATIVE AU COMPTE ÉPARGNE TEMPS 2019

Rapporteur : Philippe Habault

I - Présentation de la décision

Le règlement du compte épargne temps (CET) prévoit que les 15 premiers jours épargnés sur le CET sont obligatoirement pris sous forme de congés. Pour les jours épargnés au-delà de 15, l'agent a le choix entre :

- en prendre sous forme de congés,
- le paiement de ces jours, ces jours étant valorisés à 135 € pour les catégories A, 90 € pour les catégories B et 75 € pour les catégories C,
- le versement au titre du régime de retraite additionnel.

Les CET, pouvant faire l'objet d'une compensation financière, constituent une charge susceptible de progresser significativement. C'est la raison pour laquelle, il est préférable de la provisionner chaque année. La situation au 31 décembre 2019 n'étant pas connue, nous pouvons nous fonder que sur celle constatée au 31 décembre 2018.

Ainsi, à cette date, la situation des jours épargnés sur les CET excédents 15 jours était la suivante :

- catégorie A : 107,5 jours,
- catégorie B : 310 jours,
- catégorie C : 1 120,5 jours.

Soit au total 1 538 jours susceptibles d'être payés et qui représentent un montant de 126 450 €.

Il est proposé de constituer une provision représentant 100 % de cette somme.

II - Impact budgétaire et financier

Cette provision va constituer une charge de 126 450 € sur le budget 2019.

Il est donc proposé de constituer, au titre de l'année 2019, une provision de 126 450 € représentant 100% du montant des jours épargnés payables constatés au 31 décembre 2018.

Philippe Habault : *Oui, il s'agit de provisionner ce droit réglementaire qu'ont les agents à avoir un compte épargne temps. Ce compte épargne temps, réglementairement, doit être soldé pour ses 15 premiers jours en congés payés. Et pour les jours supplémentaires, le choix est offert aux agents soit de payer les jours de compte épargne temps, soit de verser les sommes en question sur des cotisations retraite. Pour mémoire, un jour de compte épargne temps pour un agent de catégorie A, c'est 135 €. Pour un agent de catégorie B, c'est 90 €. Pour un agent de catégorie C, c'est 75 €. La Cour des comptes, craignant vraisemblablement un risque que tous les CET soient pris en même temps, nous a demandé de faire une provision. Ce que nous allons faire, après avoir tenu compte qu'en décembre 2018, pour les agents de catégorie A, il y avait 107,5 jours de CET prévus, soit 14 512,50 €. Pour les agents de catégorie B, il y avait 310 jours à 90 €, soit 27 900 €. Pour les agents de catégorie C, il y avait 1120,5 jours à 75 €, soit 84 037,50 €. Au total, c'est une provision à passer de 126 450 € que nous vous proposons de passer.*

M. le Maire : *C'est une approche prudente, puisque dans d'autres circonstances, si nous avions un système d'assurance classique, nous ne provisionnerions pas autant. Mais il vaut mieux être plus prudent. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Merci. Avenant numéro deux à la charte financière de la mutualisation des fonctions supports administratives.*

N° S495 - PAGFGV - 6

PROVISION RELATIVE AU COMPTE ÉPARGNE TEMPS 2019

Rapporteur : Philippe Habault

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que le règlement du compte épargne temps (CET) prévoit, notamment, qu'au-delà des 15 premiers jours épargnés sur le CET, l'agent peut demander le paiement de ses jours épargnés,

Que la ville souhaite provisionner, chaque année, le montant susceptible de lui être demandé, à ce titre, par les agents,

Qu'au titre de l'année 2019, il convient d'effectuer la prévision en prenant comme référence la situation au 31 décembre 2018,

Qu'au 31 décembre 2018, 1 538 jours épargnés sur les comptes épargne temps pouvaient faire l'objet d'une indemnisation financière,

Que ces jours se répartissaient de la manière suivante : 107,5 jours pour les catégories A, 310 jours pour les catégories B et 1 120,5 jours pour les catégories C,

Que le barème en vigueur est de 135 € pour les catégories A, 90 € pour les catégories B et 75 € pour les catégories C,

Que ces jours représentent donc un total de 126 450 €,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Il est constitué, au titre de l'année 2019, une provision de 126 450 € représentant 100 % du montant des jours épargnés payables constatés au 31 décembre 2018.

Article 2

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

ADOPTION DE L'AVENANT N° 2 À LA CHARTE FINANCIÈRE DE LA MUTUALISATION DES FONCTIONS SUPPORTS ADMINISTRATIVES

Rapporteur : Philippe Habault

I - Présentation de la décision

La démarche de mutualisation initiée en novembre 2014, et exposée dans le schéma de mutualisation, connaît, depuis 2018, une phase de consolidation.

La fusion entre Laval Agglomération et le Pays de Loiron amène néanmoins à réviser le montage financier de la mutualisation, conformément à l'article 3 de la charte financière de la mutualisation des fonctions supports administratives.

De plus, l'élargissement du service commun culture tourisme sport prévoit une bascule du suivi de la taxe de séjour de la direction générale adjointe (DGA) ressources mutualisée vers la DGA culture tourisme sport mutualisée au 1er janvier 2021.

Aussi, est-il proposé d'adopter un avenant n° 2 à la charte financière de la mutualisation des fonctions supports administratives pour acter la nouvelle clé de répartition financière entre la ville de Laval et Laval Agglomération prenant en compte, dans un premier temps les effectifs de l'ex communauté de communes du Pays de Loiron qui ont intégré des services communs, puis le transfert du suivi de la taxe de séjour entre deux services mutualisés mais ne relevant pas de la même clé de répartition financière.

Pour les fonctions supports administratives, un poste est concerné au sein de la DGA ressources.

II - Impact budgétaire et financier

Pour mémoire, avant la fusion :

| | | |
|----------------------------|----------------|--------------------|
| Masse salariale mutualisée | 5 288 748,35 € | Clé de répartition |
| Part Ville de Laval | 3 816 360,81 € | 72,16% |
| Part Laval Agglomération | 1 472 387,54 € | 27,84% |

Nouvelle clé de répartition financière à compter du 1er janvier 2019 :

| Masse salariale mutualisée | 5 337 557,35 € | Clé de répartition |
|----------------------------|----------------|--------------------|
| Part Ville de Laval | 3 816 360,81 € | 71,50% |
| Part Laval Agglomération | 1 521 196,54 € | 28,50% |

Pour le suivi de la taxe de séjour, 70 % d'un emploi temps plein (ETP) est concerné par le transfert de la DGA ressources mutualisée vers la DGA culture tourisme sport mutualisée au 1er janvier 2021.

Nouvelle clé de répartition financière à compter du 1er janvier 2021 :

| Masse salariale mutualisée | 5 320 057,35 € | Clé de répartition |
|----------------------------|----------------|--------------------|
| Part Ville de Laval | 3 816 360,81 € | 71,74% |
| Part Laval Agglomération | 1 503 696,54 € | 28,26% |

La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a été informée, lors de sa dernière réunion le 13 novembre 2019, de ces modifications.

Il vous est demandé d'approuver l'avenant n° 2 à la charte financière de la mutualisation des fonctions supports administratives et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Philippe Habaut : *Il s'agit d'un service mutualisé. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire à de multiples reprises, le service mutualisé continue à coûter le même prix pour la ville ou pour l'Agglo, en fonction d'une clé de répartition. Cette clé de répartition a été bâtie initialement sur la masse salariale historique. C'est-à-dire qu'au moment de la mutualisation du service, nous avons regardé quelle était la masse salariale de la ville, quelle était la masse salariale de l'agglomération, et nous avons déterminé une clé de répartition. Aujourd'hui, il y a une chose qui change, et dans le futur, une deuxième chose va changer. La première chose qui change, c'est l'arrivée de la communauté de communes du pays de Loiron, qui modifie bien évidemment le rapport entre la masse salariale de la ville et la masse salariale de l'agglomération. Puisque nous allons intégrer la masse salariale de la CCPL. Cette arrivée de masse salariale, qui est une arrivée en charge pour l'agglomération, entraîne une modification de la clé entre 2019 et 2021. Nous proposons pour la ville 71,5 % de prise en charge des dépenses du service mutualisé, alors que jusque-là, c'était 72,16 %. Pour l'Agglo, évidemment, c'est 28,5 %, alors que c'était 27,84 %. Dans un premier temps, il y a donc une augmentation de la part de l'agglomération et une diminution de la part de la ville. Mais dans un deuxième temps, à partir de janvier 2021, il va y avoir le transfert de 0,70 ETP de la DGA ressource vers la DGA mutualisée culture. C'est dans le but de pouvoir gérer les taxes de séjour. Cette modification entraînera donc une nouvelle modification de la clé, qui passera pour la ville à 71,74 %, alors qu'elle était à 71,5 % auparavant. Pour l'agglomération, elle passera à 28,26 % alors qu'elle était à 28,5 % auparavant. Nous vous demandons donc à l'approbation de ces clés.*

M. le Maire : *Avez-vous des questions ? Non. C'est adopté.*

Danielle Jacoviac, modification du tableau des emplois permanents. C'est une délibération que nous avons très régulièrement.

N° S495 - PAGFGV - 7

ADOPTION DE L'AVENANT N° 2 À LA CHARTE FINANCIÈRE DE LA MUTUALISATION DES FONCTIONS SUPPORTS ADMINISTRATIVES

Rapporteur : Philippe Habault

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-9, L5211-1 et L5211-4-2,

Vu les arrêtés préfectoraux des 27 février et 26 octobre 2018 portant fusion entre la communauté de communes du Pays de Loiron et Laval Agglomération,

Vu le schéma de mutualisation adopté le 29 juin 2015,

Vu la charte financière de la mutualisation des fonctions supports administratives, adoptée par délibérations des 12 et 19 décembre 2016 du conseil communautaire de Laval Agglomération, puis par le conseil municipal de la ville de Laval,

Vu l'avenant n° 1 adopté en conseil municipal du 19 novembre 2018 et en conseil communautaire du 10 décembre 2018,

Considérant que le projet d'avenant n° 2 à la charte financière de la mutualisation des fonctions supports administratives est joint en annexe de la présente délibération,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

L'avenant n° 2 à la charte financière de la mutualisation des fonctions supports administratives, au 1er janvier 2019, joint en annexe, est approuvé.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**Charte financière de la mutualisation des fonctions supports administratives
entre la ville de Laval et Laval Agglomération
AVENANT N° 2**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-4-2,
Vu le projet de territoire adopté le 26 janvier 2015,
Vu le schéma de mutualisation adopté le 29 juin 2015,
Vu la charte financière de la mutualisation des fonctions supports administratives entre la ville de Laval et Laval Agglomération, adoptée par délibération du conseil municipal du conseil communautaire du 12 décembre 2016 et du 19 décembre 2016,
Vu l'avenant n° 1 adopté en conseil municipal du 19 novembre 2018 et en conseil communautaire du 10 décembre 2018,
Vu les arrêtés préfectoraux en date des 27 février 2018 et 26 octobre 2018 portant fusion entre Laval Agglomération et la Communauté de communes du Pays de Loiron,

Préambule

Dans un premier temps, la clé de répartition financière entre la ville de Laval et Laval Agglomération doit être recalculée pour tenir compte des effectifs mutualisés dans le cadre de la fusion de Laval Agglomération et la Communauté de communes du Pays de Loiron, conformément à la charte financière de la mutualisation des fonctions supports administratives entre la ville de Laval et Laval Agglomération.

Dans un second temps, cette même clé doit évoluer pour tenir compte du transfert du suivi de la taxe de séjour de la direction générale adjointe (DGA) ressources mutualisée vers la DGA culture tourisme sport mutualisée à compter du 1er janvier 2021.

Article 1 :

L'article 3-1 (Principes de base, définition d'une clé commune de répartition) est complété in fine par la phrase suivante :

« Au 1er janvier 2019, la clé de répartition est arrêtée à hauteur de 71,50 % pour la ville de Laval et 28,50 % pour Laval Agglomération ».

« Au 1er janvier 2021, la clé de répartition est arrêtée à hauteur de 71,74 % pour la ville de Laval et 28,26 % pour Laval Agglomération ».

Article 2 :

Le présent avenant n° 2 à la charte financière s'applique à compter du 1er janvier 2019.

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Rapporteur : Danielle Jacoviac

I - Présentation de la décision

Il convient de mettre à jour le tableau des emplois permanents de la ville de Laval afin de prévoir l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services.

Conformément à l'article 34 de la loi modifiée n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant qui fixe l'effectif des emplois ; en cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du comité technique. Aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas. L'état du personnel fait donc partie des annexes obligatoires jointes au budget.

Il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois. Le tableau ci-joint fait état des indications suivantes :

- 4 créations liées à des réorganisations de services,
- 77 créations liées à des ajustements suite à avancement,
- 4 créations liées à des changements de filière,
- 76 suppressions liées à des ajustements suite à avancement
- 4 suppressions liées à des changements de filière
- 30 postes vacants du fait des départs en disponibilité et en détachement ou en cours de recrutements.

De plus, en fonction des éléments précités, le présent tableau récapitule les suppressions et les créations de postes et précise les postes pourvus.

Il vous est proposé d'adopter la délibération suivante :

Il convient de créer 85 emplois et d'en supprimer 80 et d'arrêter le tableau des emplois permanents conformément au tableau joint.

Danielle Jacoviac : *Merci, Monsieur le Maire. C'est évidemment une délibération récurrente, tous les ans, puisqu'il s'agit de mettre à jour le tableau des emplois permanents de la ville de Laval pour prévoir les effectifs nécessaires au fonctionnement des services. Le conseil municipal doit fixer ces effectifs. Le tableau ci-joint vous permet de faire état des indications suivantes : 4 créations liées à des réorganisations de services, 77 créations liées à des ajustements suite à avancement, 4 créations liées à des changements de filière, 76 suppressions liées à des ajustements suite à avancement, 4 suppressions liées à des changements de filière, 30 postes vacants du fait des départs en disponibilité et en détachement ou en cours de recrutements. Si nous regardons de plus près le tableau, il nous permet de constater que les effectifs pourvus sont de 791. Le total des emplois est fixé à 826, avec un écart de 35 s'expliquant, d'une part, par les 30 postes vacants, et par le différentiel que constituent les 85 créations de postes et les 80 suppressions.*

M. le Maire : *Merci. C'est assez clair, comme résumé. Il n'y a pas de questions, je propose de passer au vote. C'est adopté.
C'est toujours Danielle Jacoviac, pour l'extension du service commun DGA culture tourisme sport.*

N° S495 - PAGFGV - 8

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Rapporteur : Danielle Jacoviac

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des communes, Livre IV,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire du 26 novembre 2019,
Considérant qu'il y a lieu de modifier le tableau des emplois permanents afin de prévoir l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Il convient de créer 85 emplois et d'en supprimer 80 (cf. tableau ci-joint).

Article 2

Le tableau des emplois permanent est arrêté comme suit (cf. tableau ci-joint).

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

| Filière / Cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la sif. admin. | Statut TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emploi |
|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|----------|---|------------------------|------------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|--------------|
| D.G.A. 40 A 150.000 | A | D.G.A. 40 A 150.000 | 11488 | Directeur général adjoint secrétaire général et prestations administratives | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | D.G.A. 40 A 150.000 | 11489 | Directrice animation et démocratie locale | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | |
| ADMINISTRATEUR | A | ADMINISTRATEUR HORS CLASSE | | Directeur Général délégué | 200,00 | | 2 | 2 | 2 | | | 2 | | | | | | 2 |
| | A | ADMINISTRATEUR | | | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| ATTACHE TERRITORIAL | A | ADMINISTRATEUR | | | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | DIRECTEUR TERRITORIAL | 11375 | Chef de projet patrimoine | 100,00 | | 2 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 2 |
| ATTACHE TERRITORIAL | A | DIRECTEUR TERRITORIAL | 11356 | Directrice du secrétariat général | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | ATTACHE PRINCIPAL | 11357 | Directrice de la petite enfance | 200,00 | | 2 | 1 | 2 | | | 2 | | | | | | 2 |
| ATTACHE PRINCIPAL | A | ATTACHE PRINCIPAL | 11354 | Directeur de la démocratie locale | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | ATTACHE PRINCIPAL | 11334 | Responsable du patrimoine foncier | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| ATTACHE PRINCIPAL | A | ATTACHE PRINCIPAL | 11356 | Directrice enfance éducation | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | ATTACHE PRINCIPAL | 11013 | Responsable du service communication | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| ATTACHE PRINCIPAL | A | ATTACHE PRINCIPAL | | | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | ATTACHE PRINCIPAL | | | 500,00 | | 6 | 2 | 3 | 4 | | 5 | 1 | | | | | 6 |
| ATTACHE TERRITORIAL | A | ATTACHE TERRITORIAL | 11448 | Chargé de mission commerce | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 11359 | Responsable du pôle santé | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| ATTACHE TERRITORIAL | A | ATTACHE TERRITORIAL | 11950 | Responsable du service relation à l'usager et démarches administratives | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 10683 | Directeur des Sports | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| ATTACHE TERRITORIAL | A | ATTACHE TERRITORIAL | 10755 | Bibliothécaire | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 11236 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| ATTACHE TERRITORIAL | A | ATTACHE TERRITORIAL | 12111 | Responsable édition mult média | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 12056 | Chef de projet cœur de ville | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| ATTACHE TERRITORIAL | A | ATTACHE TERRITORIAL | 11254 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | | Responsable de maison de quartier | 800,00 | | 10 | 4 | 4 | 5 | | 3 | 8 | 1 | | | | 1 |
| REDACTEUR TERRITORIAL | B | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11023 | Responsable du personnel des écoles | 1500,00 | | 16 | 7 | 8 | 11 | | 4 | 15 | 2 | | | | 18 |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11965 | Assistant administratif | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL | B | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11639 | assistant administratif | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11455 | Responsable du service en charge de la réglementation des ERP | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL | B | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 10827 | Responsable du service état civil et démarches | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 10919 | Responsable administratif et financier | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL | B | REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL | 11654 | Responsable administratif et financier | 600,00 | | 5 | 5 | 5 | | | 5 | | | | | | 5 |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL | 10919 | Responsable administratif et financier | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL | B | REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL | 10826 | Responsable du service réglementation et élections | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL | 11654 | Responsable administratif et financier | 80,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| REDACTEUR | B | REDACTEUR | 11343 | Chargé de mission relations intercommunales et coopération décentralisée | 280,00 | | 3 | 1 | 2 | 3 | | 3 | | | | | | 3 |
| | B | REDACTEUR | 10453 | gestionnaire administratif | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| REDACTEUR | B | REDACTEUR | 11209 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | REDACTEUR | | | 300,00 | | 3 | 3 | 3 | | | 3 | | | | | | 3 |
| ADJOINT ADMINISTRATIF TER. | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TER. | 11395 | Assistant administratif | 1080 | | 11 | 9 | 2 | 11 | | 11 | | | | | | 11 |
| | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TER. | 11174 | Animateur socio-éducatif | 80,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| ADJOINT ADMINISTRATIF TER. | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TER. | 10816 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TER. | 10818 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| ADJOINT ADMINISTRATIF TER. | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TER. | 10824 | Assistante de direction | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TER. | 10682 | Assistante administrative | 100,00 | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

| Flotte /cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de fait admin. | \$ Taux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emploi |
|----------------------|------------------------------|-------|---|--------|---------------------|-------------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|--------------|
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11126 | Documentaliste CIJ | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10600 | Assistant administratif | 90,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11006 | Assistant de communication | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10916 | Assistant administratif | 90,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10914 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11252 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11926 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11535 | Assistant de direction | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10728 | Gestionnaire courrier | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 12092 | Assitant administrative mutualisé | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 12051 | Gestionnaire administratif du numéro vert | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10614 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11312 | Assistant administratif | | | | | | | | | | 1 | | | CAP | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11235 | Assistant administratif | | | | | | | | | | 1 | | | CAP | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10810 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11451 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11021 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11123 | Assistant administratif | 80,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10813 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11259 | Assistant de direction | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11029 | assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10803 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10804 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11223 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11693 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10814 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10815 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11381 | Agent de gestion budgétaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10905 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11454 | Assistant administratif | 90,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11215 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11020 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10808 | Assistante de direction | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10762 | Gestionnaire administratif du numéro vert | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10812 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11454 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11228 | Assistant administratif | 80,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11638 | Chargé de mission Attractivité-Laval à la Mode | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11312 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11251 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11655 | Régisseur placier - coordinateur des manifestations sur espace public | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11370 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11020 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11658 | Aide bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11958 | Gestionnaire du suivi de la réglementation des ERP | 90,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10893 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 11205 | Assistante au pôle comptabilité pour les comités d'animation | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E | 10699 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | 1640,00 | 16,8 | 15 | 2 | 17 | 1 | 5 | 17 | 1 | 5 | | | | 23 |

| Filière / Cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la sit. admin. | \$ Taux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Moif Création | Moif suppression | Total emploi |
|------------------------|------------------------------|-------|---|---------|------------------------|-------------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|---------------|------------------|--------------|
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 1124 | Coordinateur du Centre Information Jeunesse (CIJ) | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11619 | Responsable de secteur des accueils périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11618 | Responsable de secteur des accueils périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11218 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11621 | Responsable de secteur des accueils périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11018 | Coordinateur de projets culturels / Rattaché à la Direction culturelle | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11622 | Responsable de secteur des accueils périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11209 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11360 | Chargé de mission seniors-responsable de l'espace seniors | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 10896 | Responsable du service partenariat associatif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11620 | Responsable de secteur des accueils périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL | 11125 | Directeur adjoint à la jeunesse | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 2EME CL | | Animateur CLAS | 1200,00 | 12 | 5 | 7 | 12 | 12 | | | 12 | 1 | | | | | 13 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 2EME CL | | Animateur | 25,00 | 0,25 | 1 | | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 2EME CL | 11243 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 2EME CL | 11139 | Chargé de projets culture jeunesse | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 2EME CL | 11254 | Responsable Maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 2EME CL | 11342 | Chargé de mission démocratie locale et citoyenneté | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 2EME CL | 11913 | Chargé de projets | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11499 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11419 | Aide bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11196 | Responsable Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11666 | Chargé de mission logement et précarité | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11136 | Chargé de projets culture jeunesse | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 10917 | Animateur de relais Assistante maternelle | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11615 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11342 | Chargé de mission démocratie locale et citoyenneté | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11514 | Animateur référent famille | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11513 | Animateur référent famille | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11256 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 10775 | Employé de bibliothèque | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11173 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11133 | Responsable pôle jeunesse 16-25 ans | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11130 | Responsable pôle jeunesse 12-15 ans | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | 11248 | Chargé de mission lutte contre les discriminations et à l'égalité femmes-hommes | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR | | | 1500,00 | 16 | 10 | 5 | 10 | 4 | 1 | 15 | 1 | 1 | | | | | 15 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11047 | Animateur socio-éducatif | 3025 | 31 | 18 | 14 | 26 | 4 | 2 | 32 | 2 | 2 | | | | | 35 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11061 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11505 | Référent périscolaire | 68,00 | 0,68 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11146 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11246 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11507 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11506 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11504 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11170 | Animateur socio-éducatif | 90,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11500 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11498 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11509 | Référent périscolaire | | | | | | | | | | 1 | | | CAP | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 1E CL | 11183 | Animateur socio-éducatif | | | | | | | | | | 1 | | | CAP | | 1 |
| C | ADJOINT TER ANIM PPAAL 2E CL | 11502 | Référent périscolaire | | | | | | | | | | 1 | | | CAP | | 1 |

| Flutere /cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la sit. admin. | \$Taux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Moif création | Moif suppression | Total emploi |
|--------------------------|--------------------|------------------------------|----------|---|------------------------|------------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|---------------|------------------|--------------|
| ADJOINT TER. D'ANIMATION | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11598 | Référent périscolaire | 100,00 | 10,68 | 9 | 2 | 11 | | | 11 | | 4 | | | | 15 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11188 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11498 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11162 | Animateur socio-éducatif | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11053 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11062 | Animateur socio-éducatif | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11039 | Animateur socio-éducatif | 85,00 | 0,85 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11161 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11046 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11150 | Animateur socio-éducatif | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11166 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11202 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11165 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11226 | Animateur référent famille | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11217 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11509 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11153 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 10676 | Agent de surveillance du poste de sécurité (palindrome) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11148 | Animateur socio-éducatif | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11152 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11503 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11610 | Référent périscolaire | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11183 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11597 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11430 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11502 | Référent périscolaire | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11070 | Animateur référent famille | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11176 | Animateur socio-éducatif | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11497 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11418 | Animateur référent famille | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11212 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11600 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11511 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11420 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11169 | Animateur socio-éducatif | | | | | | | | | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11140 | Animateur socio-éducatif | | | | | | | | | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11067 | Animateur socio-éducatif | | | | | | | | | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11038 | Animateur socio-éducatif | | | | | | | | | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11155 | Animateur socio-éducatif | | | | | | | | | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11584 | Agent d'animation polyvalent | | | | | | | | | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11039 | Animateur socio-éducatif | | | | | | | | | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11160 | Animateur socio-éducatif | | | | | | | | | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11604 | Référent périscolaire | | | | | | | | | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11633 | Animateur socio-éducatif | | | | | | | | | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. ANIM PPAL 2E CL | 11580 | Agent d'animation polyvalent | | | | | | | | | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11070 | Animateur socio-éducatif | 3245,00 | 33,65 | 27 | 7 | 34 | | | 34 | | 11 | 4 | | | 41 |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11169 | Animateur socio-éducatif | 0,72 | | | | | | | | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11140 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11065 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11951 | Agent de surveillance du poste de sécurité (palindrome) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11067 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 10113 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

| Filière/cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la stc admin | \$ Taux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel TEP | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emploi |
|----------------------|--------------------|-------------------------|----------|---|----------------------|-------------|-------|-------|-----------|-----------|-----------------|-------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|--------------|
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11147 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11038 | Animateur socio-éducatif | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11155 | Animateur socio-éducatif | 75,00 | 0,75 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11593 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11584 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11039 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11189 | Animateur socio-éducatif | 80,00 | 0,8 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 10756 | employé de bibliothèque | 90,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11093 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11145 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11222 | Animateur socio-éducatif | 57,00 | 0,57 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11132 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11171 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11173 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | 1 | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11086 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11131 | Animateur socio-éducatif | 50,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11602 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11447 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11562 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11644 | Animateur socio-éducatif | 56,00 | 0,56 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11600 | Animateur socio-éducatif | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11160 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11230 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11085 | Animateur socio-éducatif | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11057 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11629 | Animateur socio-éducatif | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11075 | Animateur socio-éducatif | 90,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11589 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11632 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11604 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11231 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11588 | Animateur référent famille | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11588 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11134 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11100 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11603 | Référent périscolaire | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11599 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11633 | Animateur culture jeunesse | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11137 | Animateur culture jeunesse | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11567 | Assistant de puéricultrice | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11581 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 12023 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11225 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11592 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11579 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11512 | Animateur référent famille | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11580 | Agent d'animation polyvalent | 90,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11583 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11634 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11213 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11626 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11221 | Animateur référent famille | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11801 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11605 | Référent périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | 11220 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TER D'ANIMATION | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

| Filière/cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de tit. admin. | \$ Taux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emploi | |
|--------------------------------|--------------------|--------------------------------|----------|--|---------------------|-------------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|----------------------|-------------------|--------------|--|
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 12066 | Animateur référent famille | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11591 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11630 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11154 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11239 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11506 | Référént périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11501 | Référént périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | 11498 | Référént périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TER. D'ANIMATION | | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| | | | 6318 | | 68,30 | 45 | 22 | 59 | 7 | 7 | 1 | 67 | 3 | 11 | 11 | | | 99 | |
| | | | 10621 | | 113 | 81 | 31 | 104 | 7 | 7 | 1 | 112 | 3 | 15 | 15 | | | 115 | |
| | | | | | 144 | 59 | 45 | 130 | 11 | 11 | 3 | 144 | 5 | 17 | 16 | | | 160 | |
| TOTAL FILIERE ANIMATION | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| FILIERE CULTURELLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | A | ATTACHE CONSERV.PAT | 10722 | responsable du service Lecture publique | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE PPAL CONS PAT | 11373 | Responsable du service des musées | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | | | | | 200,00 | 2 | 1 | 1 | 2 | | | 2 | | | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE CONSERV.PAT | 11566 | Responsable de collections scientifiques | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE CONSERV.PAT | 11918 | Archéologue | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE CONSERV.PAT | | Chef de projet patrimoine | | | | | | | | | | 1 | | organisation service | | 1 | |
| | A | ATTACHE CONSERV.PAT | | Archéologue | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | A | CONSERVATEUR BIB EN CHEF | 11345 | Chargé d'étude | 300,00 | 3 | 1 | 2 | 1 | 2 | 2 | 3 | 1 | 1 | 1 | | | 4 | |
| | | | | | 500 | 5 | 2 | 3 | 3 | 3 | 2 | 5 | 1 | 1 | 1 | | | 6 | |
| | | | | | 60,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | | | | | 60,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | A | BIBLIOTHECAIRE | 10719 | Bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | A | BIBLIOTHECAIRE | 10745 | Bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| | | | | | 200,00 | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | | | | | | 1 | |
| | | | | | 260 | 3 | 3 | 2 | 1 | 1 | 3 | 3 | | | | | | 2 | |
| | B | ASSISTANT CONS PPL IERE CL | 10759 | Bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | ASSISTANT CONS PPL IERE CL | 10730 | Bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | ASSISTANT CONS PPL IERE CL | 10737 | Bibliothécaire | 90,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | ASSISTANT CONS PPL IERE CL | 11263 | Animateur adjoint du patrimoine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | ASSISTANT CONS PPL IERE CL | 10749 | Bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | ASSISTANT CONS PPL 2EME CL | 10749 | Bibliothécaire | 390,00 | 4 | 3 | 1 | 4 | | | 4 | | 1 | 1 | CAP | | 5 | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | ASSISTANT DE CONSERVATION | 10727 | Bibliothécaire | 60,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | ASSISTANT DE CONSERVATION | 11436 | Bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | ASSISTANT DE CONSERVATION | | Assistant au responsable musée des sciences | | | | | | | | | | 1 | | organisation service | | 1 | |
| | B | ASSISTANT DE CONSERVATION | | Chargé de médiation et de communication | | | | | | | | | | 1 | | organisation service | | 1 | |
| | B | ASSISTANT DE CONSERVATION | 11577 | Assistant territorial des bibliothèques | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | | | | | 260,00 | 3 | 2 | 1 | 2 | | | 1 | 3 | 2 | 2 | | | 5 | |
| | | | | | 770 | 8 | 5 | 3 | 7 | | | 1 | 8 | 3 | 1 | | | 10 | |
| | C | ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E | 11901 | Agent d'accueil polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E | 10747 | employé de bibliothèque | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E | 11280 | Agent chargé de la conservation et de l'inventaire du Patrimoine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E | 10606 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E | 10753 | employé de bibliothèque | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E | 11278 | Médiateur du patrimoine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E | 11275 | Responsable archéologie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL | 10684 | Agent d'accueil | 500,00 | 6 | 4 | 2 | 6 | | | 6 | | 1 | | CAP | | 7 | |
| | C | ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL | 11371 | Agent d'accueil et de médiation | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL | 10760 | employé de bibliothèque | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |

| Filière / cadre emploi / | Catégorie de grade / | Grade / | N° Poste / | Poste / | Taux de la sit. adm. / | \$ Taux TEP / | Femme / | Homme / | Titulaire / | Stagiaire / | Contractuel / | Effectifs pourvus / | Vacant / | Création / | Suppression / | Meuf Création / | Meuf suppression / | Total emploi / |
|--------------------------|----------------------|---------|------------|---|------------------------|---------------|---------|---------|-------------|-------------|---------------|---------------------|----------|------------|---------------|-----------------|--------------------|----------------|
| | | | | Auxiliaire de puériculture | 660,00 | 6 | 6 | | 6 | | | 6 | | 9 | | | | 15 |
| | | | 10950 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10945 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10976 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | CAP | 1 |
| | | | 10974 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 |
| | | | 10939 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10946 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10954 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 |
| | | | 10944 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10926 | Auxiliaire de puériculture | 90,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 |
| | | | 10960 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 |
| | | | 10931 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10958 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10961 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10965 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10941 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10969 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10973 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 |
| | | | 10933 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10942 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10977 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10932 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10936 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10955 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10930 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10956 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10934 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10962 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10968 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10957 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | 1 | | | | 1 |
| | | | 10935 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10952 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10964 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10927 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10966 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10951 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10953 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10970 | Auxiliaire de puériculture | 50,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10937 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10938 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10972 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10959 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 11397 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 11595 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10975 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | 1 | | | | 1 |
| | | | 10949 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 11590 | Agent d'animation polyvalent | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10967 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10943 | Auxiliaire de puériculture | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 11607 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | 10963 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | Chargé de mission reclatement, cloyement des personnes en situation de handicap | 4260,00 | 50 | 47 | | 47 | | | 47 | 3 | 9 | | | | 41 |
| | | | 11652 | | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

| Filière / cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la sit. admin. | Tous TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emploi |
|---------------------------------------|--------------------|--------------------------------|----------|--|------------------------|----------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|--------------|
| TOTAL FILIERE MEDICO SOCIALE | | | | | 4800 | 57 | 54 | 54 | 54 | | | 54 | 3 | 9 | 9 | | | 57 |
| FILIERE MEDICO TECHNIQUE | | | | | 5370 | 52 | 58 | 58 | 58 | | | 58 | 4 | 9 | 9 | | | 62 |
| TECHNICIEN PARAMEDICAL | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | B | TECHNICIEN PARAMEDICAL CL SUP | 10077 | Adjoint au chef de service restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNICIEN PARAMEDICAL | | Dikétélienne | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | 50,00 | 0,5 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | | | | 0,5 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| TOTAL FILIERE MEDICO TECHNIQUE | | | | | 100 | 1,50 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 | 2 | | | | | | 1 |
| FILIERE POLICE | | | | | 100 | 1,50 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 | 2 | | | | | | 1 |
| CHEF SERVICE DE PM | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | B | CHEF SERVICE DE PM PPAL TECL | | Responsable de service police municipale | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| CHEF SERVICE DE PM | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | B | CHEF SERVICE DE PM PPAL ZCL | 10828 | Responsable de service police municipale | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| BRIGADIER-CHEF PRINCIPAL | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | BRIGADIER-CHEF PRINCIPAL | 10718 | Policier municipal | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | BRIGADIER-CHEF PRINCIPAL | 10738 | Policier municipal | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | BRIGADIER-CHEF PRINCIPAL | 10735 | Policier municipal | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| GARDIEN BRIGADIER POL MUN | | | | | 200,00 | 3 | 1 | 1 | 2 | | | 2 | 1 | | | | | 3 |
| | C | GARDIEN BRIGADIER POL MUN | 10729 | Policier municipal | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | GARDIEN BRIGADIER POL MUN | 10721 | Policier municipal | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | GARDIEN BRIGADIER POL MUN | | Policier municipal | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | GARDIEN BRIGADIER POL MUN | 11530 | Policier municipal | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| TOTAL FILIERE POLICE | | | | | 300,00 | 4 | 2 | 1 | 3 | | | 3 | 1 | | | | | 4 |
| FILIERE SOCIALE | | | | | 500 | 7 | 3 | 2 | 5 | | | 5 | 2 | | | | | 7 |
| EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | | | | | 600 | 8 | 3 | 3 | 6 | | | 6 | 2 | | | | | 8 |
| | A | EDUCATEUR JEUNES ENF CL EXC. | 10991 | Directeur d'établissement Petite Enfance | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | A | EDUCATEUR PPL JEUNES ENF 1E CL | 11000 | Educateur de Jeunes Enfants | | | | | | | | | 1 | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR PPL JEUNES ENF 1E CL | 10987 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR PPL JEUNES ENF 1E CL | 10916 | Animateur de relais Assistante maternelle | 60,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR PPL JEUNES ENF 1E CL | 10991 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR PPL JEUNES ENF 1E CL | 10992 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 90,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | CAP | | 1 |
| | A | EDUCATEUR PPL JEUNES ENF 1E CL | 10987 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR PPL JEUNES ENF 1E CL | 10993 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR PPL JEUNES ENF 1E CL | 10996 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR PPL JEUNES ENF 1E CL | 10915 | Animateur coordinateur des lieux d'accueil enfants parents | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| ASSISTANT SOCIO-EDUC | | | | | 610,00 | 8 | 7 | 7 | 7 | | | 7 | 1 | 1 | 1 | | | 8 |
| | A | EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10995 | Educateur de Jeunes Enfants | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10915 | Animateur coordinateur des lieux d'accueil enfants parents | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10994 | Educateur de Jeunes Enfants | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10998 | Educateur de Jeunes Enfants | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10995 | Directeur adjoint d'établissement Petite Enfance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10916 | Animateur de relais Assistante maternelle | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10998 | Educateur de Jeunes Enfants | 70,00 | 0,7 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10994 | Educateur de Jeunes Enfants | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | A | EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10997 | Educateur de Jeunes Enfants | 80,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| ASSISTANT SOCIO-EDUC | | | | | 760,00 | 8,7 | 7 | 7 | 6 | 1 | 1 | 7 | 2 | 1 | 1 | | | 8 |
| | B | ASSISTANT SOCIO-EDUC CL EXC. | 11346 | Chargé de Mission Handicap - Accessibilité | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| | B | ASSISTANT SOCIO-EDUC PPL 1E CL | 11346 | Chargé de Mission Handicap - Accessibilité | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ASSISTANT SOCIO-EDUC PPL 1E CL | 11296 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ASSISTANT SOCIO-EDUC PPL 1E CL | 11229 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

| Filière / Cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la sit. admin. | \$Taux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emploi | | | | | | | | | |
|------------------------|--------------------|--------------------------------|----------|--|------------------------|------------|--------------------------------|-------|--|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|--------------|---|----|----|---|--|----|---|---|---|
| AGENT SOCIAL | C | AGENT SOCIAL PPAL DE 1E CLASSE | 11232 | Assistante administrative | 300,00 | 3 | 3 | | 3 | | | 3 | | | | 2 | | | 1 | | | | | | | | |
| | | | | | 1690 | 19,70 | 17 | | 16 | 1 | | 17 | | | 3 | | | 4 | | | 19 | | | | | | |
| | | | | | 100 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 200,00 | 3 | 2 | | 2 | | | 2 | | | | 2 | | | | | | 3 | | | | | |
| AGENT SPE. MAT. | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1E CLASSE | 11108 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | | | | | | |
| | | | | | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | 1 | | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| AGENT SPE. MAT. | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1E CLASSE | 11094 | Agent spécialisée des écoles maternelles (ATSEM) | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | | | | | | |
| | | | | | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | 1 | | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| AGENT SPE. MAT. | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1E CLASSE | 11088 | Agent spécialisée des écoles maternelles (ATSEM) | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | | | | | | |
| | | | | | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | 1 | | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | AGENT SPE. MAT. | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1E CLASSE | 11077 | Agent spécialisée des écoles maternelles (ATSEM) | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | |
| 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | 1 | | | | | | |
| 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| AGENT SPE. MAT. | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1E CLASSE | 11072 | Agent spécialisée des écoles maternelles (ATSEM) | | | | | | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | |
| | | | | | 80,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | 1 | | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | TOTAL FILIERE SOCIALE | | | | | 1820,00 | 17 | 16 | | 15 | 1 | | 16 | 1 | | 5 | | | | 12 | | | |
| 2700 | 29 | 28 | | 27 | | | | | | 1 | | 28 | 2 | | 5 | 5 | | | | 30 | | | | | | | |
| 4350 | 48,70 | 45 | | 43 | | | | | | 2 | | 45 | 5 | | 8 | 9 | | | | | 49 | | | | | | |
| FILIERE SPORTIVE | A | CONSEILLER DES APS | 11912 | Responsable du service jeunesse | | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | |
| | | | | | | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | 1 | | |
| | | | | | | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | 1 | |
| | | | | | | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| | | | | | | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| | | | | | | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| | | | | | | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| | | | | | | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| | | | | | TOTAL FILIERE SOCIALE | | | | | 400,00 | 4 | 1 | 3 | 4 | | | 4 | | | 1 | | | | 5 | | | |
| 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | 1 | | | | | | |

| Filière/cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la sit. admin. | Staux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emploi | |
|-------------------------------|--------------------|------------------------------|----------|---|------------------------|-----------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|--------------|--|
| | C | OPERATEUR TER. APS QUALIFIE | 11475 | Agent d'animation sportive | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 0 | |
| TOTAL FILIERE SPORTIVE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| FILIERE TECHNIQUE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| INGENIEUR | A | INGENIEUR EN CHEF | 11365 | Directeur de l'urbanisme | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | A | INGENIEUR EN CHEF | 11366 | Directeur de la voirie et des espaces publics | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | A | INGENIEUR | 11364 | Directeur Espaces Verts | 200,00 | 2 | 2 | 2 | 2 | | | 2 | | | | | | 2 | |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL | 11338 | Chef du service géomatique de la DSST Ville | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL | 10555 | Responsable du service travaux régie voirie et éclairage public | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL | 10581 | Responsable du service espaces verts urbains | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL | 10110 | Responsable du service imprimerie | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL | 10567 | Responsable du service maintenance voirie et éclairage public | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL | 10548 | Responsable du service maîtrise d'œuvre | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL | 10559 | Chargé de Projets Infra et réseaux | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL | 10121 | Responsable du service de la restauration | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL | 10077 | Adjoint au chef de service restauration | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL | 11482 | Régisseur des œuvres | 700,00 | 8 | 1 | 6 | 7 | | | 7 | 1 | 1 | | | | 9 | |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL | 11930 | Gardiennage | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN | 11483 | Régisseur général de la DAC | 100,00 | 11 | 2 | 2 | 2 | | | 2 | | | | | | 2 | |
| | B | TECHNICIEN | 10564 | Chargé de Projets Infra et réseaux | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN | 10563 | Chargé de Projets Infra et réseaux | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN | 10551 | Responsable service propreté urvaine | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | B | TECHNICIEN | 10623 | Régisseur de salle | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| AGENT DE MAITRISE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10543 | Surveillant de travaux | 300,00 | 5 | 3 | 3 | 3 | | | 3 | 2 | 2 | | | | 5 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10594 | Gardiennage | 2000 | 24 | 1 | 11 | 10 | | | 12 | 3 | 1 | | | | 16 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10694 | Responsable entretien espaces verts | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10691 | Responsable des gymnases et salles de sport | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10705 | Responsable entretien espaces verts | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10679 | Responsable production florale | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 11327 | Dessinateur projeteur | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10138 | Infographiste | 80,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10536 | Responsable atelier éclairage public | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 11012 | Photographe-vidéaste | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10554 | Responsable signalisation routière | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10589 | Responsable du service centre horaire | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 11485 | Responsable entretien espaces sportifs | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10573 | Chargé de Travaux infra et réseaux | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 11553 | Dessinateur-projeteur (VRD/SIG) | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10102 | Responsable entretien et propreté | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10570 | Agent chargé du suivi de l'occupation du domaine public | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10624 | Responsable cinémathèque | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 11565 | Responsable éclairage public | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10585 | Surveillant de travaux | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10627 | Responsable entretien espaces verts | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10125 | Infographiste | 80,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |

| Filière / cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la sit. admin. | \$ Taux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emploi |
|------------------------|-----------------------------|-------|--|---------|------------------------|-------------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|----------------------|-------------------|--------------|
| C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10618 | Responsable régie générale | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10066 | Responsable de distribution en restaurant | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10541 | Responsable atelier voirie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10046 | Chauffeur Livreur | | | | | | | | | | 1 | 1 | | CAP | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10817 | Responsable élagage | | | | | | | | | | 1 | 1 | | CAP | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | 10472 | Responsable atelier fêtes et cérémonies | | | | | | | | | | 1 | 1 | | CAP | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10659 | Chauffeur | 2160,00 | 25 | 2 | 20 | 22 | 22 | | | 22 | 3 | 3 | | | | 28 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10508 | Agent d'entretien voirie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10620 | Responsable de fourrière animale | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10107 | Agent polyvalent de Restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10046 | Chauffeur Livreur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | CAP | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10636 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 11981 | Responsable entretien espaces verts | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10769 | chargé de support et services des systèmes d'information | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10016 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10617 | Responsable élagage | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10668 | Surveillant de travaux | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10618 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10472 | Responsable atelier fêtes et cérémonies | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 11369 | Second de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10603 | Responsable pôle technique musée | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | | Organisation service | | 1 |
| C | AGENT DE MAITRISE | 10603 | Responsable adjoint | 1500,00 | 15 | 2 | 13 | 15 | 15 | | | 15 | 3 | 3 | | | | 13 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10657 | Chauffeur | | | | | | | | | | 1 | 1 | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 11286 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10142 | Agent polyvalent de restauration | 91,00 | 0,91 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10159 | Magasinier | | | | | | | | | | 1 | 1 | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10149 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 11080 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 11518 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10577 | Fleuriste | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10671 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10119 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10645 | Gardiennage fleuriste | | | | | | | | | | 1 | 1 | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10437 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10144 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 11557 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10146 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10496 | Electricien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10518 | Conducteur d'engins | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10648 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10120 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10668 | Agent polyvalent de Restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10587 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10698 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10005 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10075 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10628 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10572 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10602 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10005 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10111 | Imprimeur - Brocheur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH TER PPAL IE CL | 10982 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

| Filière / Cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la sùc. admín. | \$ faux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Moif Création | Moif suppression | Total emploi |
|------------------------|--------------------|-----------------------------|----------|---|------------------------|-------------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|---------------|------------------|--------------|
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10834 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 16 | 20 | 36 | 3 | 11 | 35 | 3 | 11 | | | | 50 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 11204 | COORDINATEUR DES OUTILS DE GESTION | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10506 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10533 | Electricien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10654 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10150 | Cuisinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10056 | Agent de maintenance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10637 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10605 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10131 | Infographiste | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10646 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10647 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10503 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10586 | Electricien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10580 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10617 | Mécanicien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10611 | Responsable élagage | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10704 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 10592 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 1E CL | 11401 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 11551 | Agent polyvalent de restauration | 3551,00 | 38,61 | 16 | 20 | 36 | 3 | 11 | 35 | 3 | 11 | | | | 50 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10168 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 11086 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10458 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 11037 | Manutentionnaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10165 | Animateur socio-éducatif | 90,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10547 | Agent polyvalent de restauration | 95,00 | 0,95 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 11025 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10604 | Aide bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10089 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10074 | Assistante technique | 27,50 | 0,28 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10109 | Agent de Surveillance de la voie Publique | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10821 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10552 | Agent de fourrière animale | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 1084 | Conducteur d'engins | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10515 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 11232 | Conducteur d'engins | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10614 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 11011 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10151 | Photographe-vidéaste | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10129 | Reprographe | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10652 | Agent polyvalent de Restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10901 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10065 | Chauffeur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10094 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10702 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10633 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10147 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10715 | Agent polyvalent de restauration | 85,00 | 0,85 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10592 | Agent de Surveillance de la voie Publique | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10456 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10011 | Manutentionnaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TECH TER PPAL 2E CL | 10011 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |

| Filière / Nature emploi | Catégorie de grade | N° Poste | Poste | Taux de la sit. admin. | \$ Taux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emploi |
|-------------------------|-------------------------------|----------|--|------------------------|-------------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|--------------|
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10519 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10131 | Infographiste | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10646 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10647 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10779 | Responsable du service cérémonies | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10899 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10650 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10510 | Agent d'entretien voirie | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10503 | Electricien | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10766 | Agent d'accueil et réceptions | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 11416 | Responsable technique | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10872 | Agent de surveillance du palindrome | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10586 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 11537 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10296 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10560 | Mécanicien | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10923 | Assistante de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10534 | Responsable entretien voirie | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10644 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10924 | Assistante de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10109 | Agent polyvalent de restauration | 70,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10500 | Agent de signalisation routière | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10903 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10579 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10528 | Electricien | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10501 | Agent de signalisation routière | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10523 | Maçon | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10637 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10666 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10805 | Assistant de puériculture | 90,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 11384 | Manutentionnaire | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10489 | Electricien | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10509 | Electricien | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10152 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 0,9 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10104 | Imprimeur-Brocheur | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10496 | Electricien | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10590 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10620 | Métallier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10800 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10516 | Conducteur d'engins | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10817 | Responsable étiquage | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10701 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10611 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 11576 | Technicien son et lumière, machiniste polyvalent | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10609 | Gardiennage | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10524 | Electricien | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10660 | Fosseyeur | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10076 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10704 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10908 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10635 | Chauffeur | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 11606 | Agent d'entretien voirie | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10711 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 11401 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |

| Fillière (cadre emploi) | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la sit admin. | \$Taux TEP | Femme | Homme | Thésaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Moif Création | Moif suppression | Total emploi |
|-------------------------|--------------------|-------------------------------|----------|--|-----------------------|------------|-------|-------|----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|---------------|------------------|--------------|
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10468 | Chauffeur manutentionnaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10130 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10463 | Chauffeur manutentionnaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 11402 | Jardinier | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10910 | Agent d'entretien | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10084 | Agent d'entretien | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10712 | Jardinier | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10154 | Cuisinier | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10460 | Manutentionnaire | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10545 | Agent de propreté urbaine | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 11403 | Jardinier | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10468 | Manutentionnaire | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10511 | Agent de propreté urbaine | | | | | | | | | | 1 | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 11232 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | CAP | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10540 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | CAP/mobilité | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11529 | Assistant technique | 8937,50 | 88,88 | 31 | 59 | 90 | | | 90 | | 13 | 11 | | | 92 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10769 | Agent chargé des enquêtes administratives | 57,00 | 0,57 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11238 | Agent d'entretien | 90,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10128 | Agent polyvalent de Restauration | 86,00 | 0,86 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10183 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10100 | Agent polyvalent de restauration | 85,00 | 0,85 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10166 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10911 | Assistant technique petite enfance | 90,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10137 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10240 | Agent polyvalent de restauration | 95,00 | 0,95 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL.2E CL | 10105 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10649 | Jardinier | 79,00 | 0,79 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10091 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11129 | Agent d'entretien | 86,00 | 0,86 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11991 | Agent de sécurité scolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10182 | Agent polyvalent de restauration | 31,00 | 0,31 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10608 | Jardinier | 45,00 | 0,45 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11561 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11548 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10141 | Agent polyvalent de restauration | 80,00 | 0,8 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10733 | Agent de Surveillance de la voie Publique | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11073 | Agent spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10079 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10101 | Agent polyvalent de restauration | 80,00 | 0,8 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10800 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11099 | Agent spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10112 | Agent polyvalent de restauration | 95,00 | 0,95 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10435 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10723 | Agent de Surveillance de la voie Publique | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10252 | Agent polyvalent de restauration | 95,00 | 0,95 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10123 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11106 | Agent spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) | 90,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10083 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11109 | Agent spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) | 90,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10118 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11559 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

| Fluore cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la sit. admin. | \$ Taux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emploi |
|---------------------|--------------------|-------------------------------|----------|---|------------------------|-------------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|--------------|
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11119 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 90,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11087 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11307 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 50,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10122 | Agent polyvalent de restauration | 85,00 | 0,85 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10176 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10638 | Fosseyeur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10689 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10550 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10265 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10214 | Agent polyvalent de restauration | 85,00 | 0,85 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10087 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11079 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 90,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10653 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10231 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10639 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10911 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10542 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11127 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10995 | Agent d'entretien | 86,00 | 0,86 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10528 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11441 | Agent d'entretien | 86,00 | 0,86 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10540 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10207 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10134 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10663 | Gardienn | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10642 | Gardienn de cimetières | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10163 | Agent polyvalent de restauration | 65,00 | 0,65 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10066 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10173 | Agent polyvalent de restauration | 85,00 | 0,85 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10132 | Agent polyvalent de Restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10675 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10716 | Agent de Surveillance de la voie Publique | 31,00 | 0,31 | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11095 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 80,00 | 0,8 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10218 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11992 | Agent de sécurité scolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10081 | Agent d'entretien | 31,00 | 0,31 | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11554 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10583 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10593 | Fosseyeur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10209 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 12156 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11002 | Assistant technique petite enfance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10925 | Assistante de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10504 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10739 | Gestionnaire courrier | 31,00 | 0,31 | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10539 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10585 | Fosseyeur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10914 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10160 | Agent polyvalent de restauration | 56,00 | 0,56 | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10002 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10013 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | | | | 1 |

CAP/mobilité

| Fillière/cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la sit. admin. | \$ Taux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emploi |
|-----------------------|-------------------------------|-------|---|--------|------------------------|-------------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|--------------|
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11997 | Agent de sécurité scolaire | 31,00 | 0,31 | 1 | | | | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11998 | Agent de sécurité scolaire | 54,00 | 0,54 | 1 | | | | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11998 | Agent de sécurité scolaire | 31,00 | 0,31 | 1 | | | | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10281 | Agent polyvalent de restauration | 31,00 | 0,31 | 1 | | | | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10224 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10517 | Agent de propreté urbaine | 95,00 | 0,95 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11971 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10436 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10511 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10622 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10640 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10237 | Fosseyeur | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10156 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10134 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11567 | Agent polyvalent de restauration | 80,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10080 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10117 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10913 | Imprimeur- Brocheur | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10546 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10071 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10529 | Agent d'entretien | 80,00 | 0,8 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10549 | Maçon | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10133 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10155 | Agent polyvalent de Restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10116 | Agent polyvalent de restauration | 85,00 | 0,85 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11403 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10468 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11001 | Manutentionnaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10560 | Cuisinier | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10545 | Conducteur d'engins | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10098 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 12000 | Agent polyvalent de Restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10557 | Agent de sécurité scolaire | 31,00 | 0,31 | 1 | | | | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10521 | Conducteur d'engins | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11417 | Maçon | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11640 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10662 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10907 | Fosseyeur | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11975 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10460 | Agent polyvalent de restauration | 85,00 | 0,85 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11388 | Manutentionnaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10574 | Assistant technique petite enfance | 80,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10909 | ELAGUEUR | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10513 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10154 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10124 | Cuisinier | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10063 | Agent polyvalent de Restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10114 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10143 | Agent polyvalent de Restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10712 | Cuisinier | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10140 | Jardinier | 82,00 | 0,82 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10051 | Agent polyvalent de Restauration | 70,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10051 | Chauffeur Livreur | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |

| Filière /cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Taux de la sit. admin. | \$ Taux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Stagiaire | Contractuel | Effectifs pourvus | Vacant | Création | Suppression | Moif Création | Moif suppression | Total emploi |
|-----------------------|--------------------|-------------------------------|----------|--|------------------------|-------------|-------|-------|-----------|-----------|-------------|-------------------|--------|----------|-------------|---------------|------------------|--------------|
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11468 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10902 | Agent de signalisation routière | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10984 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10556 | Conducteur d'engins | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10910 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11404 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11403 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11402 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | 1 | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11439 | Régisseur lumière | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11446 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11102 | Agent spécialisée des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11972 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 0,9 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10912 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10520 | Electricien | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11519 | Réparateur son | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11974 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10093 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10256 | Agent polyvalent de restauration | 80,00 | 0,8 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11010 | Photographe-vidaste | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11298 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10090 | Agent polyvalent de Restauration | 57,00 | 0,57 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10535 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10556 | agent de signalisation routière | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10562 | Conducteur d'engins | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10463 | Chauffeur manutentionnaire | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10512 | Conducteur d'engins | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | CAP | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11573 | Assistant technique | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11977 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11469 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 12009 | Macon | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10522 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10544 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10507 | Agent d'entretien voirie | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10532 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10530 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10601 | Jardinier | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10062 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10549 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10167 | Agent polyvalent de restauration | 80,00 | 0,8 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | | | 100,00 | 1 | | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | 17217,00 | 174,07 | 110 | 75 | 157 | 14 | 14 | 185 | 12 | | | | | 173 |
| | | | | | 33366 | | 161 | 107 | 330 | 14 | 14 | 348 | 6 | 28 | 28 | | | 366 |
| | | | | | | | 162 | 201 | 333 | 14 | 16 | 383 | 9 | 29 | 25 | | | 375 |
| | | | | | | | 466 | 295 | 734 | 28 | 29 | 791 | 30 | 85 | 80 | | | 826 |

TOTAL FILIERE TECHNIQUE

TOTAL COLLECTIVITE

EXTENSION DU SERVICE COMMUN "DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE CULTURE TOURISME SPORT" ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET LAVAL AGGLOMÉRATION

Rapporteur : Danielle Jacoviac

I - Présentation de la décision

Au moment de la fusion des 2 intercommunalités (Loiron/Laval), le constat démontrait que la réalité opérationnelle, juridique, financière et administrative des différentes missions du directeur général adjoint des affaires culturelles, dans le cadre d'une simple mise à disposition (partielle), n'était ni conforme, ni en rapport avec les enjeux du suivi de l'ensemble des politiques publiques exigées et attendues dans ce domaine.

Cette fusion a amplifié la situation car dans l'organigramme de l'EPCI, il est prévu d'étendre le périmètre d'intervention aux dossiers « sports et tourisme ».

Fort de ces éléments, le 10 décembre 2018, le conseil communautaire et conseil municipal ont décidé la création d'un service commun : la direction générale adjointe culture tourisme sport.

Sa mise en œuvre effective était fixée au 31 décembre 2018.

Ce service commun constitue un dispositif de mutualisation, mis en œuvre en dehors des compétences transférées, pour assurer des fonctions opérationnelles permettant de rationaliser les moyens mis en œuvre pour l'accomplissement de ces missions.

La direction générale adjointe (DGA) culture tourisme sport (CTS) ainsi composée met en œuvre, d'une part, la politique municipale dans le domaine de la culture, et d'autre part, la politique communautaire dans les domaines de la culture, du tourisme et du sport.

Elle coordonne l'action culturelle et la gestion de l'ensemble des services culturels de la ville et de l'agglomération : lecture publique, musées (art naïf et sciences), conservatoire à rayonnement départemental, théâtre de Laval, théâtre des 3 Chênes à Loiron, le patrimoine, sans oublier l'événementiel culturel (3 Éléphants, J2K, Estival Agglo, Chaïnon Manquant, Fête de la musique, Lumières de Laval, manifestations à la salle polyvalente ou à la SCOMAM...).

Elle développe des partenariats avec les acteurs locaux (associations, partenaires privés, Éducation nationale...), gère les demandes de subventions des associations culturelles et assure également une fonction de service « ressource » auprès des différents acteurs culturels, notamment pour l'organisation de leurs manifestations.

La DGA CTS coordonne et accompagne les actions et les politiques publiques dans les domaines du tourisme et du sport (Espace Mayenne, Office du tourisme, Aquabulle, piscine Saint-Nicolas...).

Pour assurer la bonne gestion administrative des 2 collectivités, il est indispensable d'accroître les compétences juridiques, administratives et financières auprès du DGA.

Dans le cadre des missions confiées à cette DGA CTS, des enjeux stratégiques partagés par les différentes collectivités (agglomération, ville, département, région) imposeront, dès 2020, une forte implication sur les nouveaux projets du territoire :

- côté agglomération : ouverture de l'Espace Mayenne, rénovation du stade Le Basser, redéfinition du projet de l'Office de tourisme avec une nouvelle direction. Les transferts de compétence en matière culturelle dans le domaine « art vivant » et « lecture publique » questionnent également l'organisation générale qui doit tenir compte de la volonté des élus de territorialiser leur projet tout en menant une réflexion collective de la gestion de projet au niveau de l'intercommunalité,
- côté ville : le dossier « Lumières de Laval » est administré au sein de la DGA CTS, ce qui est porteur de sens. Les compétences administratives de l'agent qui assure cette mission sont, aujourd'hui, nécessaires à la DGA mutualisée pour l'ensemble de ses projets.

En conclusion, pour répondre aux constats, aux évolutions et aux projets de transferts, il est proposé d'élargir le service commun existant, de la manière suivante :

- au 1er janvier 2020, création d'un poste mutualisé de direction des politiques culturelles dans la perspective des transferts ou modifications de compétences ou de leur extension, qui pilotera la mise en place des grandes orientations communautaires de l'art vivant (avec « scène de territoire » et le théâtre des 3 Chênes) et de la lecture publique (réseau intercommunal, politique documentaire). Le poste de direction aura en charge le pôle administratif et financier du service commun ;
- au 1er janvier 2020, un poste d'assistant administratif en charge à 50 % des illuminations pour la ville de Laval et mutualisé auprès de Laval Agglomération sur les 50 % de gestion administrative ;
- création d'un poste mutualisé d'assistant administratif, à partir de 2021, afin de renforcer l'équipe administrative face à ses nouvelles missions qui vont se mettre en place entre janvier 2020 et janvier 2021 dans le domaine de l'art vivant et de la lecture publique.

II - Impact budgétaire et financier

L'augmentation de la masse salariale liée à l'élargissement du service commun est estimée à 62,5 K € annuel à compter de 2020, puis 70 K € les années suivantes.

L'extension du service par la création de postes impacte la clé de répartition financière entre les deux collectivités adhérentes.

D'un commun accord, la nouvelle clé de répartition est arrêtée à :

- pour 2020 : 27,37 % pour Laval Agglomération et à 72,63 % pour la ville de Laval ;
- pour 2021 : 30,99 % pour Laval Agglomération et à 69,01% pour la ville de Laval.

Pour mémoire, une quote-part de la participation de la ville de Laval est prélevée sur son attribution de compensation et des régularisations, en fonction des bilans annuels se font via un titre de recette. Pour l'investissement, les flux financiers seront réglés par facturation.

La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) n'est pas compétente en matière de mutualisation mais de transfert de compétence. Il a toutefois été décidé de la tenir informée de chaque nouvelle étape de mutualisation. C'est ainsi que la CLECT sera saisie, lors d'une de ses prochaines réunions, de cette nouvelle mutualisation.

Il vous est demandé d'approuver l'avenant n° 1 à la convention relative à la création du service commun "direction générale adjointe culture tourisme sport", joint en annexe et d'autoriser le maire à signer cet avenant, ainsi que tout document à cet effet.

Danielle Jacoviac : *Je vais alléger un peu cette présentation, mais pour rappel, suite à la décision à la fois du conseil communautaire et du conseil municipal, au 31 décembre 2018, a été mise en œuvre une nouvelle DGA mutualisée. Nous avions auparavant une DGA affaires culturelles, qui était ville, qui est devenue DGA CTS, c'est-à-dire culture tourisme sport. Cette nouvelle DGA doit mettre en œuvre la politique culturelle municipale, mais aussi les politiques culturelles du tourisme et du sport de l'agglomération. Suite à la fusion avec le pays de Loiron au 1^{er} janvier 2019, avec la création du nouvel EPCI, les missions se sont largement étendues et des évolutions sont à prévoir. Par exemple, pour l'agglomération, il y a l'ouverture de l'espace Mayenne, la rénovation du stade le Basser, le nouveau projet de l'office de tourisme, le transfert de compétences dans les domaines arts vivants et lecture publique. Pour la ville, par exemple, il y a la fusion, à terme, sans doute, des services lecture publique ville et Agglo.*

Il est donc nécessaire d'apporter un renfort en personnel sur cette nouvelle DGA CTS. Ce qui est proposé, c'est, au 1^{er} janvier 2020, la création d'un poste mutualisé direction des politiques culturelles, puis la mise à disposition d'un agent de la ville à hauteur de 50 % pour de la gestion administrative au niveau de l'agglomération. Au 1^{er} janvier 2021, un poste à 100 % Agglo gestion administrative devra être créé. Bien sûr, la création d'une extension du service avec ces postes impacte la clé de répartition financière entre les deux collectivités. D'un commun accord, la nouvelle clé de répartition est arrêtée de la manière suivante : pour 2020, 27,37 % pour Laval Agglomération et 72,63 % pour la ville de Laval, pour 2021, 30,99 % pour Laval Agglomération et 69,01 % pour la ville de Laval. Nous rappelons aussi évidemment, puisque nous en parlons tout à l'heure, qu'une quote-part de la participation de la ville de Laval est prélevée sur son attribution de compensation et que des régularisations sont faites en fonction des bilans annuels. Pour l'investissement, les flux financiers seront réglés par facturation. La CLECT n'est pas compétente en matière de mutualisation, mais seulement de transfert de compétence. Il a toutefois été décidé de la tenir informée de chaque nouvelle étape de mutualisation. Il vous est donc demandé aujourd'hui d'approuver l'avenant n° 1 à la convention relative à la création du service commun "direction générale adjointe culture tourisme sport", joint en annexe et d'autoriser le maire à signer cet avenant.

M. le Maire : *Avez-vous des questions ? Non. Je mets aux voix. C'est adopté.
Il y a deux délibérations concernant la cérémonie de vœux, avec d'abord le vin d'honneur, puis les vestiaires.*

N° S495 - PAGFGV - 9

EXTENSION DU SERVICE COMMUN "DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE CULTURE TOURISME SPORT" ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET LAVAL AGGLOMÉRATION

Rapporteur : Danielle Jacoviac

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-9, L5211-1 et L5211-4-2,

Vu le schéma de mutualisation adopté le 29 juin 2015,

Considérant que la ville de Laval et Laval Agglomération souhaitent élargir le service commun "direction générale adjointe culture tourisme sport" au 1er janvier 2020,

Que le service commun constitue un dispositif de mutualisation, mis en œuvre en dehors des compétences transférées pour assurer des missions opérationnelles, fonctionnelles permettant de favoriser l'exercice des missions des structures contractantes et de rationaliser les moyens mis en œuvre pour l'accomplissement de ces missions,

Après avis des comités techniques de Laval Agglomération et de la ville de Laval,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

L'avenant n° 1 à la convention relative à la création du service commun "direction générale adjointe culture tourisme sport", joint en annexe, est approuvé.

La mise en œuvre de l'élargissement de ce service commun sera effective au 1er janvier 2020.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer cet avenant, ainsi que tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, neuf conseillers municipaux s'étant abstenus (Claude Gourvil, Isabelle Beaudouin, Georges Poirier, Isabelle Eymon, Aurélien Guillot, Catherine Romagné et Pascale Cupif).

Avenant n° 1 à la convention relative à la création d'un service commun "direction générale adjointe culture tourisme sport" entre Laval Agglomération et la ville de Laval

Entre :

La Communauté d'agglomération de Laval représentée par son président, dûment habilité par délibération du 16 décembre 2019,

d'une part,

Et

La ville de Laval représentée par son maire, dûment habilité par délibération du 9 décembre 2019,

d'autre part

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2,

Vu le projet de territoire adopté le 14 janvier 2019,

Vu le projet de schéma de mutualisation 2019-2020,

Vu l'avis du comité technique de l'agglomération de Laval du 22 novembre 2019 sur le projet d'avenant n° 1 à la convention de service commun "DGA culture tourisme sport",

Vu l'avis du comité technique de la ville de Laval du 26 novembre 2019 sur le projet d'avenant n° 1 à la convention de service commun "DGA culture tourisme sport",

Préambule

Au regard du développement des activités suivies par la direction générale adjointe culture tourisme sport mutualisée, notamment suite à la fusion avec le Pays de Loiron, Laval Agglomération et la ville de Laval souhaitent étendre le service commun créé au 31 décembre 2018.

Article 1 : Objet de l'avenant n°1

Après avis des comités techniques de Laval Agglomération et de la ville de Laval, le service commun "direction générale adjointe culture tourisme sport mutualisée" est élargi au 1^{er} janvier 2020.

L'article 2 de la convention créant le service commun "direction générale adjointe culture tourisme sport mutualisée" est modifié comme suit :

"Le service commun sera ainsi composé au 1^{er} janvier 2020 :

| Dénomination | Nombre ETP ville concernés | Nombre ETP communautaire s concernés | Nombre d'agents constituant le service commun |
|--|----------------------------|--------------------------------------|--|
| <i>Direction (DGA) déjà mutualisée depuis le 31/12/2018</i> | | | 1 agent = 1 ETP |
| <i>Pôle administratif et financier déjà mutualisé depuis le 31/12/2018</i> | | | 4 agents = 4 ETP |
| Direction Culture | | | 1 ETP à créer au 01/01/2020 |
| Renfort du pôle administratif – mission Illuminations | 0.5 ETP | | 1 agent = 1 ETP (dont 50 % non mutualisé) mis à disposition de droit de la Ville à Laval Agglomération |
| Renfort du pôle administratif – suivi taxe de séjour | | | + 1 ETP à créer au 01/01/2021 (dont 70 % non mutualisé) |

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Article 2 : Fiche d'impact

La fiche d'impact de ce service commun élargi est jointe en annexe.

Article 3 : Modalités financières

À titre d'information, la clé de répartition appliquée depuis le 31 décembre 2018 est la suivante :

- part Laval Agglomération : 23,5 % du coût net du service commun,
- part ville de Laval : 76,5 % du coût net du service commun.

Cette clé de répartition va varier dans le temps afin de tenir compte des évolutions du service commun :

- part Laval Agglomération : 27,40 % du coût net du service commun au 1^{er} janvier 2020 puis 31,01 % au 1^{er} janvier 2021 ;
- part ville de Laval : 72,60 % du coût net du service commun au 1^{er} janvier 2020, puis 68,99 % au 1^{er} janvier 2021.

Article 4 : Durée et effet du présent avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée à compter du 1^{er} janvier 2020, sauf dénonciation de l'une ou l'autre des parties. Il pourra être résilié unilatéralement, à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins six mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation. Il pourra être modifié par voie d'avenant accepté par les deux parties.

Fait à LAVAL, le....., en 2 exemplaires.

Le Maire de Laval,

Le Président de Laval Agglomération,
Par délégation du Président,
Le Vice-Président,

François ZOCCHETTO

Jean-Marc BOUHOURS

EXTENSION SERVICE COMMUN CULTURE

| | | |
|-----------------------------|---------------|---------------|
| RAPPEL CLE REPARTITION 2019 | Ville = 76,5% | Agglo = 23,5% |
|-----------------------------|---------------|---------------|

Modification de la clé historique uniquement sur le poste de DGA

| | VILLE | AGGLO | |
|---|---------------------|--------------------|---------------------|
| DGA Culture mutualisé | 71 596,06 € | 30 684,02 € | 102 280,08 € |
| pôle administratif DAC mutualisé | 48 816,43 € | | 48 816,43 € |
| responsable financier DAC | 37 203,07 € | | 37 203,07 € |
| agent accueil DAC mutualisé | 34 305,26 € | | 34 305,26 € |
| pôle administratif DAC mutualisé Tourisme | 41 745,00 € | | 41 745,00 € |
| TOTAL | 191 920,82 € | 72 429,02 € | 264 349,84 € |
| NOUVELLE CLE THEORIQUE AU 1/1/20 | 72,60 | 27,40 | 191 917,98 € |

| | VILLE | AGGLO | |
|--|---------------------|--------------------|---------------------|
| au 01/01/2020 | | | |
| Historique Direction et pôle administratif | 191 920,82 € | 72 429,02 € | 264 349,84 € |
| Direction Cultures des Territoires | 36 300,54 € | 13 699,46 € | 50 000,00 € |
| Renfort adm et illuminations (50 % mutualisé) | 9 075,13 € | 3 424,87 € | 12 500,00 € |
| Renfort adm et illuminations (50 % non mutualisé) Agent resté à l'effectif de la ville et mis à disposition de l'agglo | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL | 237 296,49 € | 89 553,35 € | 326 849,84 € |
| CLE REPARTITION à appliquer au 01/01/20 | 72,60 | 27,40 | 100,00 |

| | VILLE | AGGLO | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| au 01/01/2021 | | | |
| Historique Direction et pôle administratif | 237 296,49 € | 89 553,35 € | 326 849,84 € |
| Direction Cultures des Territoires | 5 445,08 € | 2 054,82 € | 7 500,00 € |
| Renfort adm et illuminations (50 % mutualisé) | 17 500,00 € | 17 500,00 € | 35 000,00 € |
| Renfort adm et Taxe de séjour (30 % mutualisé) | 242 741,57 € | 109 108,27 € | 351 849,84 € |
| Renfort adm et Taxe de séjour (70 % non mutualisé) | 68,99 € | 31,01 € | 100,00 € |
| TOTAL | 533 351,13 € | 208 277,45 € | 741 628,58 € |
| CLE REPARTITION | 72,63 | 27,37 | 100,00 |

modif sur clé répartition fonctions supports administratif

| | | |
|---|-----------------------------------|--------------------|
| Masse salariale de référence : application du taux en vigueur au 31 décembre 2019 (montant issu du bilan financier 2018) | 5 337 557,35 € | Clé de répartition |
| Masse salariale mutualisée | 3 816 360,81 € | 71,50% |
| Part Ville de Laval | 1 521 186,54 € | 28,50% |
| Part Laval Agglomération | 5 320 047,35 € | Clé de répartition |
| Retrait de la masse salariale affectée au suivi de la taxe de séjour - transfert de la DGA Ressources sur le service commun Culture Tourismis Sport au 01/01/2021 | 3 816 360,81 € | 71,74% |
| Masse salariale mutualisée | 1 503 686,54 € | 28,26% |
| Part Ville de Laval | 70% d'1 ETP : estimation 17 500 € | |
| Part Laval Agglomération | | |

CONVENTION AVEC LE LYCEE HAUTE-FOLLIS DANS LE CADRE DES VŒUX AUX LAVALLOIS 2020

Rapporteur : Danielle Jacoviac

I - Présentation de la décision

Afin d'améliorer le service de vin d'honneur lors de la cérémonie des vœux aux Lavallois, qui se déroulera le vendredi 10 janvier 2020, il est fait, chaque année, appel au renfort d'élèves de première année BTS Management en hôtellerie-restauration du lycée Haute-Follis.

Les élèves étant sous statut scolaire, ils sont pris en charge par le lycée Haute-Follis dans le cadre pédagogique de leur formation et restent sous la responsabilité du lycée Haute-Follis. Ils sont couverts par l'assurance de l'établissement.

II - Impact budgétaire et financier

En contrepartie de leur prestation, la ville de Laval s'engage à participer aux projets pédagogiques des élèves sous forme de compensation financière de 550 euros. Le budget de cette manifestation est de 7 000 € inscrit sur le budget communication 2020.

Il vous est proposé d'approuver la convention de partenariat avec le lycée et d'autoriser le maire à signer cette convention, ainsi que tout autre document en lien à cet effet.

Danielle Jacoviac : *En effet, pour le service du vin d'honneur lors de la cérémonie des vœux aux Lavallois, qui se déroulera le 10 janvier 2020, et pour améliorer ce service, il est fait chaque année appel à des renforts de jeunes étudiants. Nous avons interpellé plusieurs établissements cette année, à la fois Robert Buron et Haute Follis. Seul Haute Follis nous ayant répondu, c'est eux qui vont nous envoyer un renfort d'étudiants, au nombre de 16, d'une classe d'une première année de BTS management en hôtellerie restauration. Ces élèves sont sous statut scolaire. Ils sont pris en charge par le lycée dans le cadre pédagogique de leur formation. Ils restent sous la responsabilité du lycée. Ils sont couverts par l'assurance de l'établissement. En contrepartie de leurs prestations, la ville s'engage à participer à hauteur de 550 € au projet pédagogique de ces jeunes étudiants. Le budget de cette manifestation est de 7000 €, inscrit sur le budget de communication 2020. Il vous est donc proposé d'approuver la convention de partenariat entre le lycée Haute Follis et la ville de Laval.*

Aurélien Guillot : *Une petite question. Vous parlez d'une compensation financière de 100 €. C'est global ou par étudiant ?*

Danielle Jacoviac : *Vous n'êtes pas sur la bonne délibération. C'est 550 € globalement pour le lycée Haute Follis, pour les jeunes étudiants qui viendront améliorer le service du vin d'honneur. C'est pour l'établissement.*

M. le Maire : *Y a-t-il des voix contre ? Des abstentions ? C'est adopté. Le vestiaire maintenant.*

N° S495 - PAGFGV - 10

CONVENTION AVEC LE LYCÉE HAUTE-FOLLIS DANS LE CADRE DES VŒUX AUX LAVALLOIS POUR 2020

Rapporteur : Danielle Jacoviac

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que la ville de Laval invite les Lavallois à la cérémonie des vœux le vendredi 10 janvier 2020,

Que le service cérémonies de la ville de Laval a besoin de renfort pour servir le vin d'honneur,

Que la ville de Laval fait appel aux élèves de première année BTS Management en hôtellerie-restauration du lycée Haute-Follis de Laval,

Qu'il convient de préciser les modalités techniques, administratives et financières de cette prestation par voie de convention entre la ville de Laval et le lycée Haute-Follis,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

L'intervention de 16 élèves du lycée Haute-Follis pour servir le vin d'honneur lors de la cérémonie des vœux aux Lavallois est approuvée.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer la convention correspondante avec le lycée Haute-Follis, ainsi que tout avenant en lien avec cette convention ou tout autre document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

TENUE DES VESTIAIRES LORS DES VŒUX AUX LAVALLOIS POUR 2020

Rapporteur : Danielle Jacoviac

I - Présentation de la décision

Afin de proposer un vestiaire aux convives lors de la cérémonie de vœux aux Lavallois qui se déroulera le vendredi 10 janvier 2020, il est fait appel à l'association Inter BDE Laval. Cette dernière regroupe des étudiants de l'IUT de Laval.

Les étudiants se chargeront de tenir les vestiaires de 18 h 30 à 21 h à la salle polyvalente. La ville de Laval atteste avoir souscrit une assurance en dommage aux biens et responsabilité civile.

En contrepartie de leur prestation, la ville de Laval s'engage à participer aux projets pédagogiques des étudiants sous forme de compensation financière de 100 euros.

II - Impact budgétaire et financier

Le budget de cette opération est inscrit sur l'opération "Vœux aux Lavallois".

Il vous est proposé d'approuver la convention de partenariat avec l'association Inter BDE Laval et d'autoriser le maire à signer cette convention, ainsi que tout autre document en lien avec celle-ci.

Danielle Jacoviac : *Toujours pour cette cérémonie des vœux aux Lavallois, toujours le 10 janvier 2020, nous ferons appel, à travers l'association inter BDE Laval, à un groupe de trois étudiants de l'IUT de Laval. Ces étudiants seront chargés de tenir le vestiaire de 18 h 30 à 21 heures. La ville de Laval atteste avoir souscrit une assurance en dommages aux biens et responsabilité civile. Là aussi, une compensation financière, là de 100 €, pour l'association, globalement, est prévue de manière à participer au projet pédagogique. Le budget est toujours inscrit sur l'opération vœux aux Lavallois. Il vous est proposé d'approuver la convention que signer la ville de Laval avec l'association inter BDE.*

Aurélien Guillot : *Excusez-moi de m'être trompé tout à l'heure. Je trouve quand même que 550 et 100 €, cela fait relativement peu d'argent accordé à l'association étudiante en contrepartie de cette prestation.*

Danielle Jacoviac : *C'est ce que demandent à la fois l'établissement Haute Follis et l'association inter BDE. Nous avons donc souscrit les sommes demandées.*

M. le Maire : *Sur la deuxième délibération, pour le vestiaire, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Non.
Patrice Aubry pour deux délibérations concernant la suppression exceptionnelle du repos dominical. Nous avons cette délibération tous les ans. La première est pour le commerce hors branche automobile.*

N° S495 - PAGFGV - 11

TENUE DES VESTIAIRES LORS DES VŒUX AUX LAVALLOIS POUR 2020

Rapporteur : Danielle Jacoviac

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que la ville de Laval invite les Lavallois à la cérémonie des vœux le vendredi 10 janvier 2020,

Qu'il est nécessaire de mettre à disposition des invités un vestiaire,

Qu'il est proposé de faire appel à l'association Inter BDE Laval composée d'étudiants de l'IUT,

Qu'il convient de préciser les modalités techniques, administratives et financières de cette prestation par voie de convention avec l'association Inter BDE Laval,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale – finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval approuve la prestation de la tenue d'un vestiaire proposé aux invités lors de la cérémonie des vœux aux Lavallois, pour laquelle il est envisagé de faire appel à 3 étudiants de l'association Inter BDE Laval.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer cette convention correspondante avec l'association Inter BDE Laval, ainsi que tout document ou avenant en lien avec cette convention.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés :

Mairie de Laval
Hôtel de Ville – CS 71327 – 53013 LAVAL Cedex
représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération en date du 9 décembre 2019
Siret n° 215 301 300 000 12
Code APE : 8411Z
ci-après dénommé la ville de Laval,

ET

L'association Inter BDE Laval
dont le siège social est situé au Centre Information Jeunesse, Place du 18 juin, 53000 Laval
représentée par Simon HOUDAYER, en sa qualité de président.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

L'association Inter BDE Laval a pour projet de favoriser les projets communs entre les associations lavalloises. Afin de récolter des fonds, trois étudiants de l'association se chargeront de tenir les vestiaires lors de la cérémonie des vœux aux Lavallois **le vendredi 10 janvier 2020 de 18h30 à 21h à la salle polyvalente.**

La ville de Laval fournira les tickets « vestiaires » à l'association Inter BDE Laval. Elle prendra en charge uniquement les vêtements des invités. (pas de sacs).

La ville de Laval atteste avoir souscrit une assurance en dommage aux biens et responsabilité civile s'agissant des vêtements déposés au vestiaire.

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi et la jurisprudence française.

La ville de Laval s'engage à participer aux projets pédagogiques des étudiants sous forme d'une compensation financière de 100 euros sur présentation d'une facture.

La présente convention est conclue et acceptée pour la durée de la prestation du vendredi 10 janvier 2020.

Fait à Laval, le

Le Président de l'association
Inter BDE Laval

Le maire,

Simon HOUDAYER

François ZOCCHETTO

SUPPRESSION EXCEPTIONNELLE DU REPOS DOMINICAL DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE COMMERCE DE DÉTAIL (HORS BRANCHE AUTOMOBILE)

Rapporteur : Dorothée Martin

I - Présentation de la décision

L'article L3132-26 du code du travail dispose que « *dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification...* ».

L'association Laval Cœur de Commerces a transmis une liste de dimanches souhaités : 28 juin 2020 (braderie d'été 2020), 13 septembre 2020, 6, 13 et 20 décembre 2020.

Pour la 1^{ère} fois, elle propose le dimanche 13 septembre, vraisemblablement pour une animation commerciale, en remplacement du dimanche correspondant au 1^{er} week-end des soldes d'hiver.

Parallèlement, les maires des communes de la 1^{ère} couronne de l'agglomération se sont réunis, le 3 octobre, pour échanger sur les pratiques en matière de dérogation au repos dominical dans la branche automobile et pour envisager leur organisation en 2020. Tout naturellement, la discussion s'est orientée vers le commerce de détail.

La volonté d'harmoniser les ouvertures du dimanche y compris dans le commerce de détail sur les communes de la 1^{ère} couronne est évidente voire souhaitable.

C'est pourquoi, au vu du résultat de ces échanges, et considérant que le mois de décembre est une période de forte activité pour tous les commerces, il est donc proposé d'arrêter la liste des 5 dimanches, pour l'année 2020, pouvant ouvrir droit à une dérogation au repos dominical dans les commerces de détail (hors branche automobile) et après concertation avec les représentants de la profession au :

- 28 juin 2020 (braderie d'été 2020)
- 13 septembre 2020
- 6 décembre 2020
- 13 décembre 2020
- 20 décembre 2020

II - Impact budgétaire et financier

Il n'y a pas d'impact budgétaire.

Il vous est demandé d'émettre un avis favorable afin que le maire puisse autoriser, par arrêté, la suppression du repos dominical, dans les établissements de commerce de détail, pour les dimanches 28 juin 2020 (braderie d'été 2020), 13 septembre 2020, 6 décembre 2020, 13 décembre 2020 et 20 décembre 2020.

Patrice Aubry : *Merci, Monsieur le Maire. Comme vous l'avez dit, nous devons chaque année, avant le 31 décembre, comme le prévoit l'article 3132- 26 du Code du travail... il peut y avoir au maximum 12 dimanches par année civile.*

L'association Laval cœur de commerce nous a transmis une liste de dimanches souhaités : 28 juin 2020 (braderie d'été 2020), 13 septembre 2020, 6, 13 et 20 décembre 2020. Pour la première fois, elle propose le dimanche 13 septembre, vraisemblablement pour une animation commerciale, en remplacement du dimanche correspondant au 1er week-end des soldes d'hiver. Parallèlement, les maires des communes de la première couronne de l'agglomération se sont réunis pour échanger sur les pratiques comparables et choisir des dimanches identiques. Afin d'harmoniser les ouvertures du dimanche, y compris dans le commerce de détail sur les communes de la première couronne, nous vous proposons, après concertation des représentants de la profession, le 28 juin 2020 (braderie d'été 2020), le 13 septembre 2020, les 6, 13 et 20 décembre 2020. Il n'y a pas d'impact budgétaire. Il vous est demandé d'émettre un avis favorable afin que le maire puisse autoriser, par arrêté la suppression du repos dominical, dans les établissements de commerce de détail, pour les dimanches 28 juin 2020 (braderie d'été 2020), 13 septembre 2020, 6 décembre 2020, 13 décembre 2020 et 20 décembre 2020. Je vous remercie.

M. le Maire : *S'il n'y a pas de questions, je mets aux voix. C'est adopté.
Pour la branche automobile maintenant.*

N° S495 - PAGFGV - 12

SUPPRESSION EXCEPTIONNELLE DU REPOS DOMINICAL DANS LES
ÉTABLISSEMENTS DE COMMERCE DE DÉTAIL (HORS BRANCHE AUTOMOBILE)

Rapporteur : Patrice Aubry

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu les articles L3132-26, L3132-26-1 et L3132-27 du code du travail relatifs à la suppression du repos hebdomadaire dans les établissements de commerce de détail,

Vu la volonté des maires des communes de la 1^{ère} couronne de l'agglomération d'harmoniser les ouvertures du dimanche dans le commerce de détail,

Considérant que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dans ses articles 241 et 250, a modifié le régime des dérogations pouvant être accordées par le maire pour l'emploi des salariés le dimanche dans les commerces de détail, défini par l'article L3132-26 du code du travail,

Que la décision est prise par le maire, après avis du conseil municipal,

Que pour l'année 2020, une proposition de calendrier a été établie, qui fera l'objet, pour chaque date, de la consultation des organisations syndicales concernées prévue à l'article R3132-21 du code du travail,

Que le mois de décembre est une période de forte activité pour tous les commerces,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le conseil municipal émet un avis favorable à ce que le maire puisse autoriser, par arrêté, la suppression du repos dominical, à l'exception de la branche automobile, pour les dimanches :

- 28 juin 2020 (braderie d'été 2020)
- 13 septembre 2020
- 6 décembre 2020
- 13 décembre 2020
- 20 décembre 2020

Article 2

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, trois conseillers municipaux ayant voté contre (Aurélien Guillot, Catherine Romagné) et une conseillère municipale s'étant abstenue (Isabelle Beaudouin).

SUPPRESSION EXCEPTIONNELLE DU REPOS DOMINICAL DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA BRANCHE AUTOMOBILE

Rapporteur : Dorothée Martin

I - Présentation de la décision

L'article L3132-26 du code du travail dispose que « *dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification...* ».

Pour les établissements de la branche automobile et après concertation avec les représentants de la profession, il est proposé 5 dimanches au cours de l'année 2020 :

- 19 janvier 2020,
- 15 mars 2020,
- 14 juin 2020,
- 11 octobre 2020,
- 29 novembre 2020.

Ils sont susceptibles d'être légèrement modifiés en fonction des actions nationales.

II - Impact budgétaire et financier

Il n'y a pas d'impact budgétaire.

Il vous est demandé d'émettre un avis favorable afin que le maire puisse autoriser, par arrêté, la suppression du repos dominical, dans les établissements de la branche automobile, pour les dimanches 19 janvier 2020, 15 mars 2020, 14 juin 2020, 11 octobre 2020 et 29 novembre 2020.

Patrice Aubry : *Pour la branche automobile, après concertation avec les représentants de la profession, il est proposé 5 dimanches au cours de l'année 2020 : le 19 janvier 2020, le 15 mars 2020, le 14 juin 2020, le 11 octobre 2020, le 29 novembre 2020. Il vous est demandé d'émettre un avis favorable afin que le maire puisse autoriser, par arrêté, la suppression du repos dominical, dans les établissements de la branche automobile, pour les dimanches 19 janvier 2020, 15 mars 2020, 14 juin 2020, 11 octobre 2020 et 29 novembre 2020. Je vous remercie.*

M. le Maire : *Merci. Je suppose que c'est le même vote ? Vous voulez intervenir. Interrogation il n'y a pas de problème. Monsieur Guillot.*

Aurélien Guillot : *J'ai voté contre la première délibération, mais à la limite, cela peut s'entendre. Je ne suis pas favorable à toute dérogation, mais là, c'est la fin de l'année. Il y a les fêtes à préparer. Pour ce qui est de l'automobile, pourquoi le 11 octobre, le 15 mars ? Cela ne correspond à rien, donc pourquoi ces dérogations ? Je ne les comprends pas, donc je voterai contre, à nouveau. Elles ont encore moins de sens que celles d'avant.*

M. le Maire : *Ce sont des dates qui sont demandées par les professionnels de l'automobile. Assez traditionnel. Cela correspond à une possibilité offerte par la loi. Sachez que nous avons une approche assez restrictive, parce qu'on nous demande beaucoup plus de journées. Nous ne souhaitons pas élargir sans limites la possibilité de travailler le dimanche en effet. Sur cette deuxième délibération, de la branche automobile, qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est adopté. Jean-Paul Goussin, dont deux documents par Madame Hintzy.*

N° S495 - PAGFGV - 13

SUPPRESSION EXCEPTIONNELLE DU REPOS DOMINICAL DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA BRANCHE AUTOMOBILE

Rapporteur : Patrice Aubry

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu les articles L3132-26, L3132-26-1 et L3132-27 du code du travail relatifs à la suppression du repos hebdomadaire dans les établissements de la branche automobile,

Considérant que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dans ses articles 241 et 250, a modifié le régime des dérogations pouvant être accordées par le maire pour l'emploi des salariés le dimanche dans les commerces de détail, défini par l'article L3132-26 du code du travail,

Que la décision est prise par le maire, après avis du conseil municipal,

Que pour l'année 2020, une proposition de calendrier a été établie, qui fera l'objet, pour chaque date, de la consultation des organisations syndicales concernées prévue à l'article R3132-21 du code du travail,

Que cette proposition de calendrier peut être légèrement modifiée en fonction des actions nationales,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le conseil municipal émet un avis favorable à ce que le maire puisse autoriser, par arrêté, la suppression du repos dominical dans les établissements de la branche automobile, pour les dimanches :

- 19 janvier 2020
- 15 mars 2020
- 14 juin 2020
- 11 octobre 2020
- 29 novembre 2020

Article 2

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, cinq conseillers municipaux ayant voté contre (Aurélien Guillot, Catherine Romagné, Isabelle Beaudouin et Isabelle Eymon).

DON DE DOCUMENTS PAR MADAME HINTZY JEAN-BAPTISTE

Rapporteur : Jean-Paul Goussin

I - Présentation de la décision

Par courriel en date du 11 septembre 2019, Madame Isabelle Hintzy Jean-Baptiste a souhaité faire don à la ville de Laval de documents concernant Émile Sinoir et Adrien Bruneau.

Émile Sinoir, né le 9 août 1860 à Laval et décédé le 3 mai 1943, a vécu 18-20 rue du Britais. Entré à l'École normale supérieure, agrégé des lettres en 1885, il enseigna pendant toute sa carrière au lycée de Laval. Il est notamment l'auteur d'une importante *Histoire du Collège et du Lycée de Laval*, Goupil, 1936, 2 volumes. Il fut l'un des fondateurs et le premier président du Stade Lavallois. En 1958, son nom a été donné à une rue de Laval.

Adrien Bruneau est né à Laval le 23 juin 1874 et décédé à Paris le 30 août 1965. Il a étudié à l'école nationale des arts décoratifs. Il a enseigné à l'école Boule et à l'école nationale des arts décoratifs. Pionnier de l'enseignement du dessin par le cinéma, il a terminé sa carrière comme inspecteur général du dessin d'art au ministère de l'éducation nationale.

Retraité, il est à l'origine du Musée-École de la Perrine en 1936. Son nom a été donné à une allée de Laval en 1967.

Les documents que souhaite donner Madame Hintzy Jean-Baptiste sont les suivants :

- 2 diplômes de bachelier de monsieur Émile Sinoir (1879),
- 1 photographie dédicacée de monsieur Adrien Bruneau accompagné de 4 filles dont une de ses petites filles, Marie-Chantal Plus (1958).

Elle autorise la communication, la reproduction et la réutilisation de ces documents à l'exception de toute réutilisation à but commercial.

II - Impact budgétaire et financier

Aucun.

Il vous est proposé d'approuver le don par Madame Hintzy Jean-Baptiste de documents concernant Émile Sinoir et Adrien Bruneau et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Jean-Paul Goussin : *Merci, Monsieur le Maire. Madame Isabelle Hintzy Jean-Baptiste a souhaité faire don à la ville de Laval de documents concernant Émile Sinoir et Adrien Bruneau. Émile Sinoir, né le 9 août 1860 à Laval et décédé le 3 mai 1943, a vécu 18-20 rue du Britais. Entré à l'École normale supérieure, agrégé des lettres en 1885, il enseigna pendant toute sa carrière au lycée de Laval. Il est notamment l'auteur d'une importante Histoire du Collège et du Lycée de Laval. Il fut l'un des fondateurs et le premier président du Stade lavallois. En 1958, son nom a été donné à une rue de Laval.*

Adrien Bruneau est né à Laval le 23 juin 1874. Il a étudié à l'école nationale des arts décoratifs. Il a enseigné à l'école Boulle et à l'école nationale des arts décoratifs. Pionnier de l'enseignement du dessin par le cinéma, il a terminé sa carrière comme inspecteur général du dessin d'art au ministère de l'Éducation nationale. Il est à l'origine du Musée-École de la Perrine en 1936. Son nom a été donné à une allée de Laval en 1967.

Les documents que souhaite donner Madame Hintzy sont les suivants : 2 diplômes de bachelier de Monsieur Émile Sinoir (1879), 1 photographie dédicacée de Monsieur Adrien Bruneau (1958). Elle autorise la communication, la reproduction et la réutilisation de ces documents à l'exception de toute réutilisation à but commercial. L'impact financier et budgétaire est nul. C'est pourquoi nous demandons d'approuver le don par Madame Hintzy Jean-Baptiste de documents concernant Émile Sinoir et Adrien Bruneau et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

M. le Maire : *Merci pour cet exposé. Je suppose que personne n'est contre ? Personne ne s'abstient ? C'est adopté.*

Xavier Dubourg, pour parler d'un dossier important, la mise en place d'une aide de la ville au ravalement des façades dans le périmètre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat.

N° S495 - PAGFGV - 14

DON DE DOCUMENTS PAR MADAME HINTZY JEAN-BAPTISTE

Rapporteur : Jean-Paul Goussin

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le code du patrimoine et notamment le livre II relatif aux archives,

Considérant que Madame Hintzy Jean-Baptiste souhaite faire don à la ville de Laval de documents concernant Émile Sinoir et Adrien Bruneau,

Que ces documents présentent un intérêt pour les archives municipales,

Que Madame Hintzy Jean-Baptiste autorise la communication, la reproduction et la réutilisation de ces documents à l'exception de toute réutilisation à but commercial,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances -gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le don par Madame Isabelle Hintzy Jean-Baptiste de documents concernant Émile Sinoir et Adrien Bruneau est accepté aux conditions proposées.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

URBANISME - TRAVAUX - ÉCOLOGIE URBAINE

AIDE COMMUNALE AU RAVALEMENT DES FAÇADES – PÉRIMÈTRE DE L'OPAH-RU (OPÉRATION PROGRAMMÉE DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN)

Rapporteur : Xavier Dubourg

I - Présentation de la décision

De 1997 à 2010, la ville de Laval a soutenu une campagne de ravalement obligatoire qui a grandement contribué à la qualité du centre-ville et a amélioré l'image de la ville. La qualité des ravalements qui ont été effectués durant cette période a permis de conserver un aspect général satisfaisant voire très satisfaisant sur les rues qui ont bénéficié du dispositif.

Toutefois les études préalables au lancement de l'opération d'amélioration de l'habitat - renouvellement urbain conduit par le service habitat de Laval Agglomération a pu mettre en avant que certains linéaires ou plus ponctuellement certains immeubles sont toujours en mauvais état ou nécessiteraient un rafraichissement. La ville s'est proposée d'accompagner le dispositif d'amélioration de l'habitat par une aide aux propriétaires pour la qualité esthétique des façades.

C'est pourquoi, la ville pourrait initier une campagne d'aide à la réhabilitation et à la protection du patrimoine avec pour levier l'accompagnement financier et technique des propriétaires d'immeubles dans leur projet de rénovation de façade, à l'exclusion des enseignes commerciales.

Aussi le dispositif proposé intervient en soutien financier sur la réalisation d'enduits traditionnels sur des bâtiments anciens, la mise en peinture des façades d'immeubles et de tous éléments les composant (gardes corps, balcons, menuiseries).

Qui peut bénéficier d'une subvention ?

- propriétaires d'une maison individuelle ou d'un immeuble,
- copropriétaires d'un immeuble de 7 appartements maximum représentés par un syndic bénévole ou un syndic professionnel,
- sociétés commerciales propriétaires d'un rez-de-chaussée de plus d'un étage au moins.

Quelles façades sont concernées ?

Les façades éligibles à la subvention sont celles :

- qui confrontent le domaine public : rues, places, jardins, squares, etc.
- vues du domaine public.

dès lors que l'immeuble est situé dans le périmètre défini par la ville (périmètre OPAH-RU).

Pour quels types de travaux ?

Tous travaux de ravalement de façade nécessitant, une réfection d'enduit, une mise en peinture de la façade et de tous ses éléments (menuiseries, porte d'entrée, garde-corps, balcons...).

Un règlement annexé à la délibération définit les conditions de la subvention.

Quel est le montant de l'aide ?

L'aide est fixée de 20 % à 25 % maximum du montant TTC des travaux de ravalement. Elle est plafonnée de 1 000 à 6 000 € en fonction du type de travaux et de l'immeuble concerné.

Xavier Dubourg : *Oui, il s'agit en effet d'une délibération qui accompagne l'ensemble des projets que nous menons dans le cadre de l'action Cœur de ville. L'action Cœur de ville à différents volets qui ont déjà été développés dans le conseil. Il y en a une qui est particulièrement importante, qui concerne l'habitat. Puisque l'un des objectifs est bien d'élaborer les conditions pour que des habitants viennent réhabiter le centre-ville. Pour cela, cela suppose d'avoir à la fois un espace urbain accueillant et également d'avoir une offre de logements qui soit qualitative et qui corresponde aux attentes de la population qui arrive sur la ville de Laval ou sur l'agglomération, pour des raisons professionnelles par exemple. Dans ce cadre, il existe différents dispositifs.*

Je citerai notamment les aides de l'ANAH, qui sont supportées par l'agglomération au titre de la délégation des aides à la pierre, qui permettent d'accompagner les propriétaires dans la rénovation de l'intérieur des habitations. Il y a également, suite à l'approbation du périmètre de l'ORT dans le programme action Cœur de ville, un certain nombre de dispositifs fiscaux qui permettent à des investisseurs ou à des propriétaires occupants de bénéficier d'aides pour la rénovation de leurs immeubles. Puis il y a maintenant, en complément, cette proposition de délibération portée par la ville de Laval, qui est une aide à la rénovation des façades. La rénovation des façades ne change pas l'intérieur des bâtiments, mais cela concourt à la qualité de l'espace urbain et de l'environnement dans le cadre nous évoluons. Cela fait suite à des dispositifs qui ont existé de 1997 à 2010, qui ont permis une première phase de rénovation d'un certain nombre de façades à l'intérieur du centre-ville. Le dispositif présent permet d'accompagner les propriétaires de maisons individuelles ou de petits immeubles, ou copropriétés d'immeubles de sept appartements maximum, par des syndic bénévoles ou des syndic professionnels, ou encore des sociétés commerciales propriétaires d'un rez-de-chaussée de plus d'un étage au moins. Il s'agit de rénover l'ensemble des façades visibles depuis l'espace public, les rues, places et jardins, square, etc. vus depuis le domaine public, dès lors que l'immeuble est situé dans le périmètre de l'OPAH-RU qui est annexé à la présente délibération, qui reprend schématiquement le faubourg Saint-Martin, l'ensemble des rues commerçantes, la rue du général de Gaulle et la rue de la Paix, l'ensemble de la vieille ville, de la ville ancienne et la rue du Pont de Mayenne également. Ce qui donne à ce périmètre une forme de girafe également. C'est ce que nous constatons en regardant le plan. Cette aide est d'un montant qui va de 1000 à 6000 €, qui varie entre une prise en charge de 20 à 25 % de l'ensemble de l'opération. Opération qualitative, puisqu'elle sera estimée conjointement entre les services urbanisme de la ville et les services de l'architecte des Bâtiments de France. Puisqu'est concerné dans ce périmètre, et nous sommes entièrement à l'intérieur de l'aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine, un certain nombre de bâtiments qui ont été repérés dans nos documents d'urbanisme. Mais tous les immeubles à l'intérieur du périmètre sont éligibles. Il vous est donc proposé de valider ce dispositif, qui sera reconduit d'année en année.

Georges Poirier : *J'ai bien compris que c'était dans le cadre du périmètre de l'opération. Mais il y a une curiosité, qui est quand même le haut de la rue Bernard Le Pecq. Parce que nous aurons un côté où les façades pourront être aidées, mais pas l'autre côté.*

Xavier Dubourg : *Je n'ai plus le détail du plan en tête. Je pourrai le retrouver. Il est en annexe. Dans tout périmètre, nous avons toujours un problème de limites. Dans tout dispositif, nous avons une question d'effet de seuil, ou de limites. La priorité, c'était d'accompagner le bâti ancien sur ce secteur, qui concerne l'ancien faubourg de la rue Saint-Martin. C'est pour cela que ce périmètre a été choisi. Cela fait suite à une étude qui a été menée à la fois par un cabinet qui nous accompagne sur le projet Action Cœur de ville et également par les services patrimoine de la ville, les services urbanisme et les services de l'architecte des Bâtiments de France, qui ont défini le périmètre.*

M. le Maire : *Ce n'est pas une erreur. Chaque immeuble a été répertorié et en effet, si d'un côté de la rue Bernard Le Pecq, nous avons droit aux subventions, c'est parce que cela correspond à l'ancien quartier Saint-Martin, qui n'a pas du tout les mêmes caractéristiques architecturales et la même histoire que de l'autre côté, où cela s'arrête après la rue Sainte-Catherine.
Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est adopté.
Avenant numéro un à la concession d'aménagement de la Zac LGV.*

N° S495 - UTEU - 1

AIDE COMMUNALE AU RAVALEMENT DES FAÇADES – PÉRIMÈTRE DE L'OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN (OPAH-RU)

Rapporteur : Xavier Dubourg

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu l'opération programmée d'amélioration de l'habitat renouvellement urbain (OPAH-RU), sur le centre-ville de Laval,

Vu la délibération du conseil municipal du 9 mai 2016 portant sur l'aide au ravalement des façades de maisons à pans de bois,

Vu l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine,

Vu le plan local d'urbanisme,

Considérant les objectifs de l'opération d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain approuvé sur la ville de Laval,

Qu'il convient d'accompagner cette politique d'amélioration des logements par une aide aux propriétaires pour la réfection et la réhabilitation des façades des immeubles dans ce périmètre d'opération,

Qu'il convient de préciser les conditions d'attribution de cette aide communale,

Sur proposition de la commission urbanisme - travaux - écologie urbaine,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La délibération du 9 mai 2016 relative à l'évolution des dispositifs de ravalement des façades et à la restauration des maisons à pans de bois est abrogée.

Article 2

Il est mis en place un dispositif incitatif d'aide au ravalement des façades visibles depuis le domaine public dans un périmètre partiel du centre-ville couvert par le dispositif de l'OPAH-RU pour une durée de cinq ans, du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024.

Les subventions à accorder seront limitées au crédit ouvert au budget primitif annuel.

Article 3

L'aide communale est attribuée aux conditions définies au règlement ci-annexé.

Article 4

Le maire ou son représentant est autorisé à signer toute pièce à cet effet.

Article 5

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RÈGLEMENT : AIDE COMMUNALE AU RAVALEMENT DES FAÇADES - PÉRIMÈTRE DE L'OPAH-RU

La ville de Laval s'est engagée dans une politique de renouvellement urbain ambitieuse. Ville d'art et d'histoire, Laval a pour objectif de préserver, améliorer et mettre en valeur son patrimoine, notamment dans son centre ancien.

Laval Agglomération soutient une politique d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain sur un périmètre défini en annexe.

Face au risque de banalisation des éléments de patrimoine ou de réalisation de travaux inappropriés, il convient de soutenir les rénovations de qualité.

Aussi la ville décide-t-elle d'apporter son aide financière aux propriétaires qui s'inscrivent dans une démarche patrimoniale.

L'objet du présent règlement est de définir les règles d'attribution des subventions accordées :

TITRE 1 : DURÉE ET BUDGET DE L'OPÉRATION

Article 1 : durée

L'opération de subvention aux façades débutera à compter du 1er janvier 2020 pour une durée de 5 ans, jusqu'au 31 décembre 2024 date butoir d'accord de subvention.

Article 2 : budget

Les subventions à accorder seront limitées au crédit ouvert au budget annuel.

Le budget annuel de l'opération est de 30 000 € en 2020, 35 000 € en 2021 et 40 000 € de 2022 à 2024.

TITRE 2 : PÉRIMÈTRE

L'aide municipale est accordée pour le ravalement et la réhabilitation des façades des immeubles situés dans le périmètre de l'OPAH-RU, figurant à l'annexe 1 au présent règlement.

TITRE 3 : BÉNÉFICIAIRES

Peuvent bénéficier de la subvention, sous réserve de l'ensemble des conditions ci-après énumérées :

- les personnes physiques ou morales propriétaires de maison individuelle ou d'un immeuble comportant un nombre de logements de 7 maximum après travaux situés dans le périmètre de l'opération suivant le plan annexé,
- les syndics bénévoles, syndic professionnels ou SCI dûment habilités par l'ensemble des copropriétaires à entamer les travaux pour les copropriétés d'immeubles de 7 logements maximum après travaux,
- les sociétés commerciales propriétaires d'immeubles comprenant au moins un étage, pour constituer une façade.

TITRE 4 : PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX DEMANDES ET TRAVAUX

Article 1 : conformité avec la réglementation

L'attribution de la subvention est subordonnée au respect des prescriptions architecturales édictées dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme y compris l'avis préalable de l'architecte des bâtiments de France le cas échéant.

Les propriétaires et demandeurs devront être en règle vis-à-vis du règlement local de publicité, code de l'urbanisme, plan local d'urbanisme et aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine pour se voir verser effectivement la subvention. En cas de découverte d'une éventuelle infraction, la ville se réserve le droit de ne pas verser une subvention qui aurait pourtant reçu un accord préalable de principe.

À l'occasion du ravalement, les publicités, enseignes, parties d'enseignes et de dispositif d'annonce commerciale déposées à l'occasion du ravalement ne pourront être reposées que dès lors qu'elles sont conformes au règlement de publicité.

Article 2 : conditions relatives aux immeubles

Sont subventionnés :

- les façades et pignons visibles par le piéton depuis le domaine public ; à savoir depuis la rue, les places, jardins publics, squares,
- les immeubles doivent avoir été édifiés avant le 1er janvier 2006. Des travaux d'extension, de surélévation et changement de destination soumis à permis de construire dès lors qu'ils entraînent un remaniement ou une réfection totale de la façade sont éligibles,
- uniquement les travaux de réhabilitation ou de ravalement portant sur la totalité de la façade et de son ou ses pignons visibles.

Article 3 : travaux et postes de dépenses subventionnables

- nettoyage et réfection des peintures des façades,
- réfection complète des enduits des façades.

Les critères administratifs, architecturaux et techniques prescrits par les conseils, l'architecte des bâtiments de France doivent être respectés, notamment ceux détaillés dans la fiche de repérage.

Les travaux doivent être déclarés en mairie sous forme d'une déclaration préalable ou intégrés à une demande de permis de construire selon le cas.

Les travaux doivent être entièrement réalisés dans les conditions déclarées.

Seuls les travaux réalisés par une entreprise qualifiée du bâtiment peuvent faire l'objet de la subvention.

TITRE 5 : SUBVENTION

Article 1 : MONTANT DE LA SUBVENTION PAR FAÇADE :

- nettoyage et mise en peinture : 20 % du montant des travaux éligibles dans la limite de 1 000 €,
- réfection d'enduit : 20 % du montant des travaux éligibles dans la limite de 2 000 €,
- réfection des façades en pierres, briques : 20 % du montant des travaux éligibles dans la limite de 2 000 €,
- immeuble d'accompagnement repéré à l'AVAP : 25 % du montant des travaux éligibles dans une limite de 3 000 €,
- immeuble remarquable repéré à l'AVAP : 25 % du montant des travaux éligibles dans une limite de 5 000 €,
- immeuble exceptionnel repéré à l'AVAP : 25 % du montant des travaux éligibles dans une limite de 6 000 €,
- les maisons à pans de Bois : 25 % du montant des travaux éligibles dans une limite de 5 000 €.

Surcoût architectural : une aide de Laval Agglomération est possible dans le cadre de l'OPAH-RU pour le recours à un architecte.

Article 2 : CONSTITUTION DU DOSSIER

1 - le dossier de demande de subvention dûment complété, en accompagnement de la demande d'autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire...),

2 - la copie ou le numéro du dossier de demande d'autorisation d'urbanisme,

3 - un devis précis des travaux, décrivant les matériaux, mises en œuvre, déposes et remplacements éventuels par façade et plan côté des façades,

4 - l'accord de la copropriété et la désignation d'un mandataire pour le versement de la subvention et le justificatif de l'enregistrement au registre national d'immatriculation des syndicats de co-propriétaires,

5 - un relevé d'identité bancaire.

Article 3 : CONDITIONS DE VERSEMENT

NB : avant tout démarrage de travaux, le demandeur devra avoir obtenu au préalable les autorisations d'urbanisme requises ET l'accord de principe d'octroi de la subvention.

À défaut de respect cumulatif de ces 2 conditions, la ville se réserve le droit de suspendre ou de supprimer le droit à versement de la subvention.

Les travaux devront avoir été réalisés entièrement dans les 12 mois à compter de l'autorisation d'urbanisme.

Le versement est conditionné par l'attestation de conformité délivrée à l'issue du dépôt de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) par la collectivité. Afin d'en faciliter l'instruction, le demandeur devra préciser au moment du dépôt qu'il bénéficie d'un accord de principe de subvention façade.

Dès réception, avec factures acquittées, un rendez-vous sera mis en place pour procéder au contrôle de la conformité des travaux.